

SOMMAIRE



MOT DU PRÉSIDENT	4	
	7	DOMAINES D'INTERVENTIONS
DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS	8	
	16	MISSIONS ACF INTERNATIONAL
MISSIONS ACF FRANCE	17	
	68	DÉPARTEMENT EXPERTISE ET PLAIDOYER
DÉPARTEMENT COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT	82	
	86	DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER
DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	88	
	94	DÉPARTEMENT LOGISTIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION
SERVICE AUDITS, RISQUES ET CONFORMITÉ	100	
	102	QUI SOMMES-NOUS ?
LA MOBILISATION ASSOCIATIVE	110	
	112	LES DÉLÉGATIONS EN 2019
CONSEIL D'ADMINISTRATION	114	
	116	ANNEXES ACRONYMES ACF



RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2019

MOT DU PRÉSIDENT



Pierre MICHELETTI,
Président

UNE ANNÉE DE COMPLEXITÉ ET DE TURBULENCES

2019 n'aura pas été une année facile pour ACF. Les besoins humanitaires ont connu une nouvelle expansion : le Yémen et la fuite des Rohinghas du Myanmar sont devenus des crises majeures auxquelles l'association a répondu de façon conséquente. Durant le même temps, des situations anciennes sont venues nous rappeler que les urgences humanitaires prospèrent quand les problèmes de fond persistent : pauvreté, corruption, mal-gouvernance, prédation de chefs de guerre. C'est ainsi que la RDC, la RCA, la Libye, l'Afghanistan sont restés des terrains de préoccupation et d'action majeurs pour l'association.

Le Nigéria, et plus particulièrement le conflit interne qui prévaut dans le nord-est du pays appartient à ce groupe des « crises durables ». Les 18 et 19 juillet 2019, deux actions violentes dramatiques ont touché nos équipes. Deux convois organisés par ACF ont été pris pour cibles par des groupes combattants, avec mort d'hommes dans les deux cas. Ces attaques nous ont brusquement rappelé que la démarche humanitaire a, aux yeux de certains belligérants, perdu son immunité protectrice. Désormais, pour

des mobiles politiques, mafieux, ou nourris de radicalisme identitaire ou religieux, les humanitaires sont devenus des cibles potentielles ou des « marchandises » convoitées que l'on peut monnayer. Malheureusement, sur les six personnes kidnappées durant ces attaques, cinq ont été assassinées dans les semaines qui ont suivi, et une est toujours retenue contre sa volonté.

Nous sommes conscients que de tels risques sont aujourd'hui potentiellement encourus sur de nombreux terrains d'intervention. Des dizaines de milliers de personnes dépendent pourtant de l'aide apportée par ACF, au Nigéria comme sur nos autres projets. La décision a donc été prise de rester présents au Nigéria et de maintenir nos programmes. Là comme ailleurs, le maintien des activités se fait avec une attention majeure pour la sécurité des équipes.

2019 aura également été une année de tensions et de turbulences sociales au siège de l'association. Se sont alors exprimées des inquiétudes pour les emplois, une perte de sens, et un flou sur les priorités d'ACF. Au-delà des limites de chacun, des maladresses parfois, cette dégradation des liens et des relations sociales procède, sur le fond, d'enjeux systémiques

qu'il convient de ne pas perdre de vue. Le mode de financement des ONG, les efforts qu'elles déploient pour collecter des fonds afin d'agir toujours davantage face à des besoins qui vont crescendo, poussent les associations à des pratiques managériales qui peuvent devenir problématiques si nous n'y prenons garde. Les ONG sont en effet poussées à une quête permanente de plus d'efficacité. Cette quête peut devenir déraisonnable dans le souci de pallier ainsi à l'incurie des Etats, incapables de réunir les fonds nécessaires face à des crises qui se multiplient.

2019 aura enfin été une année difficile pour la gouvernance associative. Tensions avant l'AG, rumeurs, inflation inhabituelle des adhésions, doutes sur leur origine ou leur sincérité. Mais au fond, au-delà des jeux d'acteurs et des petites trahisons entre amis, on peut également lire cette séquence comme l'expression du jeu démocratique au sein d'une organisation qui s'interroge en permanence sur son objet social et son mode de gouvernance, comme sur les profils souhaitables de celles et ceux qui doivent la diriger.

2019 se sera pourtant achevée, en dehors de la libération irrésolue de Grace au Nigéria, sur une tonalité plus sereine. Les changements de personnes

et de personnalités, la volonté forte de restaurer du dialogue, les efforts de transparence du nouveau DG, alliés à un réel besoin d'apaisement ressenti par toutes les strates, ont finalement prévalu. Cet apaisement a été rendu possible par l'attachement profond de tous les acteurs de la maison à l'association ACF. Le bateau a tangué, mais il a tenu grâce à la bonne volonté de toutes et tous, y compris les rivaux d'hier. Que tous les artisans de cette sérénité retrouvée soient sincèrement remerciés.

Finalement, retenons de 2019 la mémoire d'une association qui s'est maintenue parmi les dix premières ONG mondiales, tout en étant capable de se questionner, de débattre, de se remettre en cause. N'est-ce pas là l'essence même de l'humanitaire issu de la « société civile » ? ACF n'est pas le Programme Alimentaire Mondial, et ne doit pas le mimer. 2019 aura été l'année où ACF-Inde est devenue membre de plein exercice du réseau international. C'est une belle avancée. Une organisation capable de ce type de décision est une organisation vivante, consciente des évolutions du monde dans lequel elle évolue...

Pierre MICHELETTI

DOMAINES D'INTERVENTIONS

CHIFFRES 2019 ACF FRANCE



**NUTRITION ET
PRATIQUE DE SOINS**

**NUTRITION
3 514 712**

**PRATIQUE DE SOINS
229 402**



**EAU,
ASSAINISSEMENT
HYGIÈNE**

**BÉNÉFICIAIRES
3 052 306**

**POINTS D'EAU
INSTALLÉES
7 785**

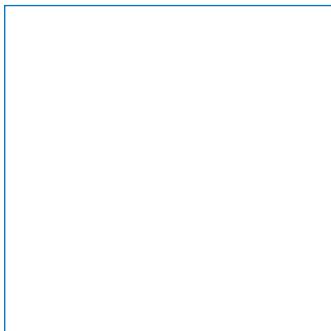
**LATRINES
CONSTRUITES
19 029**



**SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
ET MOYENS
D'EXISTENCE**

**BÉNÉFICIAIRES
1 585 434**

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS



Isabelle MOUSSARD - CARLSEN,
Directrice des Opérations

RÉALISATIONS EN 2019

En 2019, ACF a à nouveau fait face à des défis et des difficultés croissantes, alors que la communauté humanitaire internationale continue d'essayer de répondre aux besoins sans cesse croissants dans des environnements très complexes et peu sûrs, où l'accès est un défi quotidien.

L'année 2019 a été marquée par l'attaque, le 18 juillet, d'un convoi ACF dans l'Etat du Borno au **Nigeria**. Cinq des six personnes alors enlevées ont depuis été assassinées : un chauffeur le 25 septembre puis les 4 autres hommes otages le 13 décembre 2019. Grace Taku, une travailleuse psychosociale d'ACF, la seule femme otage, a été condamnée à l'esclavage à perpétuité. Depuis le 18 juillet 2019 une cellule de crise est en charge du suivi de la situation et continuera à l'être activement jusqu'à la libération de Grace. Si ACF a pu reprendre ses activités après une suspension de 6 semaines à l'automne 2019 dans l'Etat du Borno où sévit une crise humanitaire parmi les plus sévères au monde, l'accès humanitaire demeure un défi.

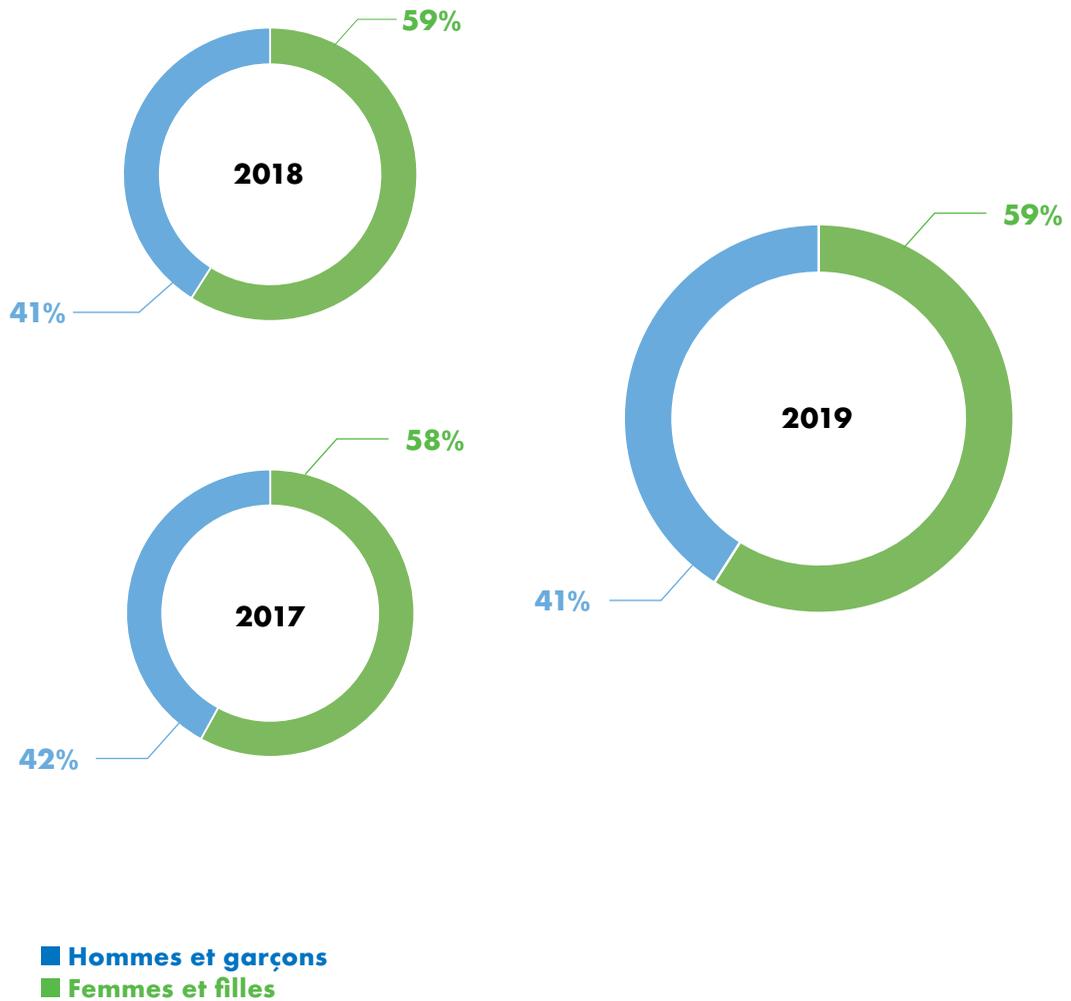
Le **Burkina Faso** a vu une dégradation rapide de la situation humanitaire en 2019. La crise humanitaire que connaît le pays est sans précédent dans son histoire : 270 000 déplacés étaient comptabilisés en septembre 2019 et 500 000 en décembre 2019.

A celle-ci s'ajoute une insécurité croissante avec un tiers du pays échappant au contrôle de l'Etat et la disparition des services de l'Etat notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. Face à cette situation, ACF a pris la tête d'un consortium mettant en œuvre une réponse rapide aux déplacements tout en apportant une attention particulière à la gestion des risques sécuritaires et opérationnels induits par la crise.

La **République Démocratique du Congo (RDC)** a continué, en 2019, à faire face à de multiples crises humanitaires et sécuritaires. ACF a notamment contribué à répondre à l'épidémie Ebola qui avait donné lieu à la déclaration d'une situation d'urgence sanitaire mondiale par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 17 juillet 2019.

La crise humanitaire au **Yémen** s'est également poursuivie en 2019 et constitue la crise humanitaire la plus importante dans le monde. Elle est marquée par une réduction de l'accès humanitaire, notamment dans le nord du pays, et une situation sécuritaire qui voit les rebelles Houtis multiplier les attaques afin de gagner du terrain.

En **Afghanistan**, une dégradation continue du contexte politique, sécuritaire et humanitaire a été observée au cours de l'année 2019. L'attention réduite portée à cette situation contribue à en faire une crise oubliée. ACF poursuit son intervention malgré les difficultés rencontrées, y compris d'accès aux zones d'intervention.



GRAPHIQUE 1 : PROFIL BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS D'ACF

Face au Cyclone Idai à l'origine d'une crise humanitaire au Mozambique, au Zimbabwe et au Malawi, ACF a expérimenté la mise en œuvre d'une réponse ponctuelle par le biais de **partenariats avec des organisations locales** au Mozambique et au Zimbabwe. Les leçons et bonnes pratiques tirées de ces expériences ont contribué aux travaux du groupe de travail partenariat établi par le réseau ACFIN à l'été 2019 et dont ACF est un membre actif.

Le **portefeuille de pays a continué d'évoluer** avec la fermeture du bureau pays en Indonésie le 31 décembre 2019 et l'ouverture d'un bureau pays Libye à l'automne 2019 suite à la mission exploratoire qui avait eu lieu en 2018. Une mission France a également vu le jour depuis l'été 2019 et mène des activités pilotes dans les secteurs de la sécurité alimentaire, et de la santé mentale et pratique de soins.

En 2019, ACF a **réformé son approche de la gestion de la sécurité** avec l'ajout d'une dimension accès et pour objectif de mettre la sécurité au service de nos actions. Dans ce cadre, une nouvelle unité sécurité a été mise en œuvre. Celle-ci s'est traduite par la création d'un poste de Directeur Délégué et un poste de Coordinateur Accès au sein de l'unité ainsi que de quatre postes de référents sécurité régionale, un au sein de chaque pool.

Dans la continuité de sa création en 2018, l'unité de planification et de réponse aux urgences a procédé, en 2019, à la **mise à jour des plans de réponse des missions** et a mené des projets d'accompagnement de la mise en œuvre de ces plans (pré-positionnement, formation par exemple).

Un troisième appel interne à projets innovants a été lancé pour 2020. Trois projets ont été sélectionnés dans 6 pays sur les sujets suivants : hygiène menstruelle (Afghanistan), transformation et développement de la chaîne des valeurs de chenilles comestibles (Cameroun, RCA et RDC), et systèmes d'agriculture urbaine hors sol viable et respectueuse de l'environnement (Côte d'Ivoire).

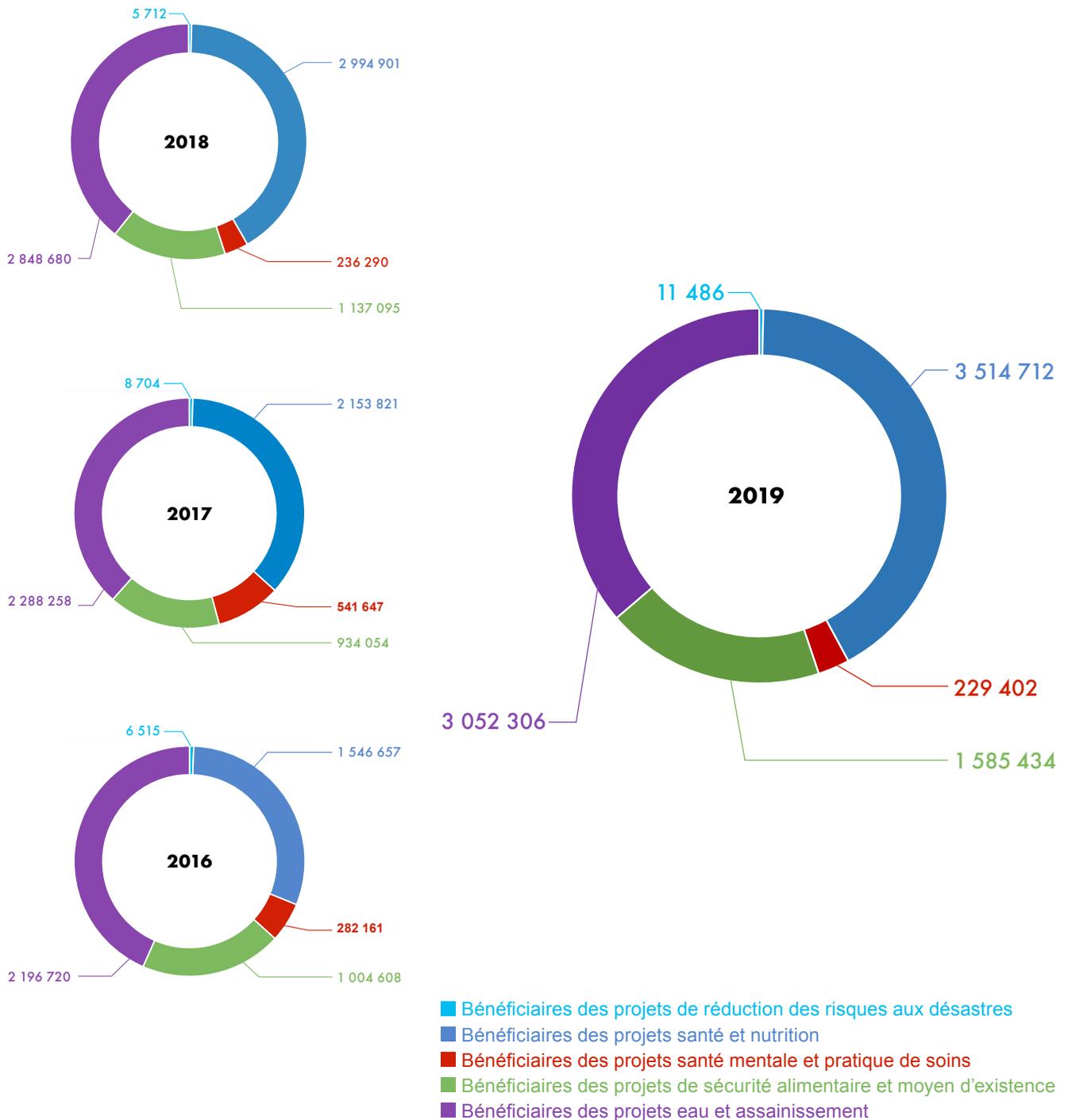
En 2019, 8 393 340 personnes ont bénéficié de l'aide d'Action contre la Faim, nombre en hausse par rapport à 2018. Il est nécessaire de rappeler que certains chiffres peuvent refléter un double comptage de bénéficiaires ayant été soutenus dans le cadre de plusieurs programmes. En 2019, les profils des bénéficiaires des projets d'Action contre la Faim sont identiques à ceux de 2018, la majorité représentant des femmes et des filles (graphique 1 page 9). Le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans est en très légère baisse, soit 25% de l'ensemble des bénéficiaires (contre 27,3% en 2018).

QUELS TYPES D'ACTIVITÉS AVONS-NOUS MIS EN ŒUVRE ?

Note : Il est nécessaire de rappeler que certains chiffres peuvent refléter un double comptage de bénéficiaires ayant été soutenus dans le cadre de plusieurs programmes. Par conséquent, les chiffres peuvent parfois paraître avoir augmenté de façon très importante.

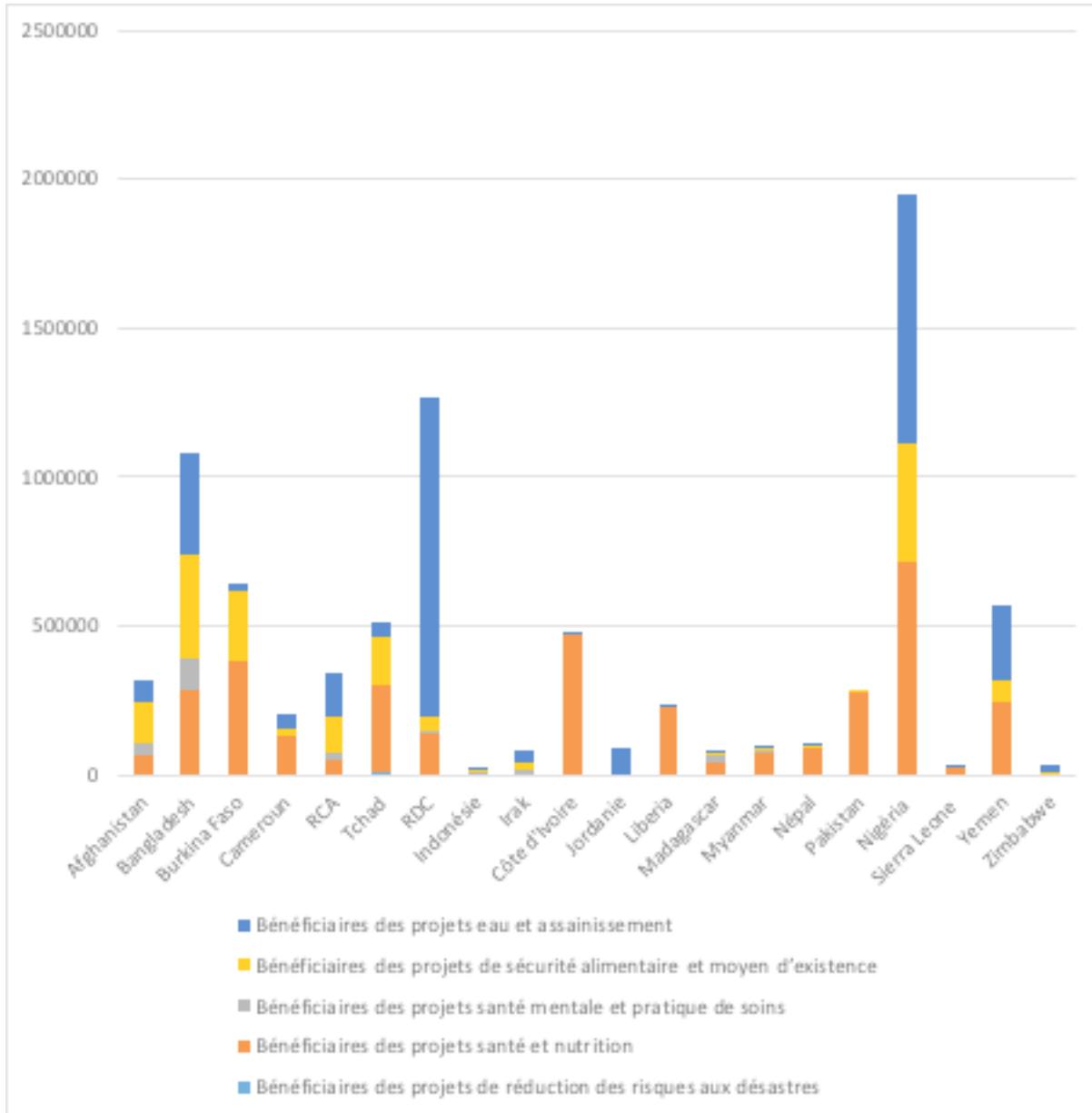
En 2019, le plus grand nombre de bénéficiaires sont ceux des projets de nutrition et de santé. En effet, les bénéficiaires des programmes de prise en charge thérapeutique de la malnutrition ont continué à augmenter ces dernières années, soit environ 712 000 personnes supplémentaires. Les missions avec les plus importants chiffres en matière de nutrition et santé sont le Nigéria, puis la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Le secteur de l'eau, assainissement et hygiène est le deuxième secteur le plus important en nombre total de bénéficiaires touchés. En 2019, il y a eu 3 052 306 bénéficiaires de projets développant un meilleur accès et une meilleure gestion de l'eau, en hausse par rapport à 2018. La sécurité alimentaire augmente elle aussi avec 1 585 434 bénéficiaires en 2019. Le nombre de bénéficiaires des programmes de santé mentale et pratiques de soins enregistre une faible baisse, passant de 236 290 bénéficiaires en 2018 à 229 402 en 2019.

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS



GRAPHIQUE 2 : RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS D'ACF-FRANCE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2019

OÙ SE SONT DÉROULÉES NOS ACTIONS ?



LE GRAPHIQUE SUIVANT PRÉSENTE LA RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DES PROGRAMMES D'ACF-FRANCE DANS LES 20 PAYS D'INTERVENTION.

SÉCURITÉ

L'année 2019 aura vu des avancées significatives dans la gestion de la sécurité chez ACF : une nouvelle « Unité Sécurité » a été constituée en 2019 conforme au projet « Rôles et Responsabilités » initié en Avril 2018.

Cette nouvelle dynamique encourage le développement des compétences et des connaissances, un poste dédié uniquement à l'accès a aussi été créé en lien avec le changement de paradigme plus orienté vers l'accès et la gestion des risques plutôt que la sécurité et la protection. L'unité sécurité concentre son activité autour de quatre axes : support aux missions ; gestion de crise ; accès ; développement des compétences. Avec cette nouvelle structure, la performance du secteur de la gestion de la sécurité devrait s'améliorer significativement pour nous permettre de nous adapter aux nouveaux challenges auxquelles nos missions font face.

Cette création de l'Unité Sécurité s'est accompagnée du recrutement de quatre Référents Sécurité Régionaux (un était déjà en place à partir de Juin 2018) ainsi que la systématisation de postes de coordinateurs dédiés à la gestion de l'accès et de la sécurité sur les missions classées en rouge dans notre classification de contexte. A la fin de l'année 2019, nous avons plus de 32 staffs dédié uniquement à cette gestion sur nos missions.

114 incidents concernant AAH France ont été reportés sur SIRO¹ représentant une baisse de 12% comparée à 2018 (qui avait déjà baissé de 17% comparé à 2017). Toutefois le degré de sévérité de ces incidents ainsi que leur nombre ont augmenté significativement en 2019 en ce qui concerne les pays classés en rouge. Concernant ces incidents critiques quatre Cellules de Crise ont été mise en place (deux au Nigeria, une au Burkina Faso, une à Madagascar). Celle du Nigeria concernant le kidnapping d'une employée d'AAH et de 5 employés de partenaires au mois de Juillet est toujours active au début 2020.

Les missions ne sont pas toutes au même niveau en ce qui concerne l'utilisation de SIRO, ce qui explique

en partie cette baisse des incidents rapportés.

D'autre part dans notre support aux missions nous nous focalisons sur les contextes les plus instables, il est donc probable qu'il y ait un manque de reporting au niveau des missions classées en Jaune ou Orange là où il n'y a pas de poste de coordinateur dédié à l'Accès et la gestion de la Sécurité.

Les accidents restent la première cause des incidents depuis plusieurs années. Un effort sera fait en 2020, une note spécifique devra être publiée pour les missions qui illustrera le projet « sécurité routière » développé en 2020.

La préparation du personnel expatrié partant en mission déjà renforcée pour les contextes les plus à risques en 2018 avec la participation obligatoire à une formation de plusieurs jours PFST² a atteint sa vitesse de croisière en 2019 avec 274 personnes concernées au siège ou sur les missions

URGENCES

En 2019, ACF a poursuivi la mise en œuvre de la nouvelle stratégie lancée en 2018 afin de renforcer la capacité de réponse cohérente et efficace aux besoins humanitaires dans les meilleurs délais.

Pour que les équipes dans les pays soient prêtes à réagir de manière optimale, l'ERRU³ a mené **14 missions de planification**, qui ont abouti à **14 plans de préparation aux urgences (PPRU)** dans les bureaux pays ACF. Ces plans contiennent les informations nécessaires permettant de piloter efficacement les interventions lorsqu'une crise ou catastrophe survient dans le pays.

En complément de ces PPRU, six pays ; l'Afghanistan, le Cameroun, Madagascar, le Myanmar, le Népal et le Pakistan ont mis en œuvre des **projets spécifiques de préparation appelés les *readiness projects*** visant en des actions concrètes pour que les équipes soient prêtes et aient accru leurs connaissances. Ces projets développaient par exemple des partenariats, des analyses de marchés, des formations aux évaluations rapides et du pré-positionnement de stocks d'urgence.

1 - SIRO : Security Incident Report Online

2 - PFST : Personal Field Security Training

3 - ERRU : Emergency Readiness and Response Unit

En terme de réponse aux urgences, ACF a continué de se mobiliser dans des contextes difficiles comme la RDC, l'Afghanistan, le Nigéria et le Yémen. Dans ces pays, l'insécurité persistante, les restrictions administratives et l'accès difficile aux bénéficiaires ont rendu les interventions d'ACF très difficiles. Pour ces contextes, ACF dispose d'une **capacité de réponse en continue : les mécanismes de réponse rapide (RRM)**. Ce mécanisme permet à ACF et à ses partenaires d'évaluer et de répondre aux besoins immédiats des populations fournissant des services en nutrition, santé, WASH et sécurité alimentaire. En 2019, **ACF a activé 8 RRM dans 7 pays** (RCA, Afghanistan, Yémen, RDC, Nigéria, Cameroun et Burkina Faso).

En complément de cette capacité de réponses locale, les services de l'Emergency Readiness and Response Unit peuvent être mobilisés en support des équipes sur place. En 2019, **l'Emergency Readiness and Response Unit a été déclenchée à trente reprises** pour soutenir les pays impactés soit par l'aggravation de crises déjà existantes, soit pour répondre à de nouveaux événements catastrophiques. Ces services ont concerné **11 pays différents** ; le Yémen, la RDC, l'Afghanistan, le Cameroun, Madagascar, le Mozambique, la RCA, le Zimbabwe, le Tchad et l'Irak et un soutien au bureau régional du Moyen-Orient.

Ces services prennent plusieurs formes comme le déploiement d'experts, le support technique à distance, l'envoi de matériels etc. Par exemple, **10 experts ont été déployés en renfort des équipes** sur place mais aussi en intervention dans de nouveaux pays comme au Mozambique. Au Mozambique et au Zimbabwe suite au passage du cyclone IDAI en mars 2019, un total de **115.100 bénéficiaires** a reçu assistance en eau et en produits d'hygiène après le cyclone. ACF avait alors activé ses relations partenariales dans les pays, notamment via trois organisations locales, Kulima (Mozambique), NAZ et Africa Ahead (Zimbabwe) et 3 partenaires internationaux Aquassistance, Airbus et MSF.

Afin de mettre rapidement à disposition des pays des ressources humaines, ACF a développé des systèmes

de viviers permettant une mobilisation rapide.

Il s'agit de personnes venant de l'extérieur ou en interne, formées par ACF disposant de compétences adaptées et disponibles pour une période d'au moins quatre semaines. En 2019, la **mobilisation des viviers représentait 53% de la réponse**, les 47% restant étant les urgentistes permanents de l'ERRU. Les profils techniques mobilisés sont en grande majorité des généralistes pour coordonner les opérations, suivis d'ingénieurs en eau et assainissement puis des profils administratifs et logistiques.

MISSIONS FRANCE

Suite à une décision du Conseil d'Administration fin 2018 d'intervenir en France, ACF a effectué au cours du premier semestre 2019 un travail majeur de consultation des acteurs de la solidarité, principalement en Ile-de-France, qui a permis d'identifier cinq problématiques :

- 1) une crise de l'accueil des migrants avec une situation sanitaire et sociale alarmante et des droits bafoués ;
- 2) une hausse de la précarité et des publics fragiles ayant besoin d'appui pour couvrir leurs besoins de base ;
- 3) une hausse de l'exclusion par des limitations ou barrières à l'accès aux droits et aux services effectifs des publics en précarité, notamment des publics en demande d'une protection internationale ;
- 4) des moyens insuffisants voire réduits pour répondre aux besoins de ces publics fragiles et un engorgement des systèmes généralistes entraînant une mise en concurrence des précarités, une remise en cause de l'inconditionnalité de l'aide et une incapacité à mettre en place une prise en charge de qualité adaptée aux vulnérabilités ;
- 5) une criminalisation des publics fragiles et/ou des acteurs de la solidarité qui tentent de couvrir les besoins non couverts par les systèmes existants limitant la couverture de ces besoins et une instrumentalisation de la question migratoire à des fins politiques.

Face à ces besoins, ACF s'est fixé deux objectifs. Le premier objectif est **le support aux mécanismes et acteurs d'aide aux populations précaires** (en premier lieu dans les secteurs de la Sécurité Alimentaire et de la Santé Mentale), sur la base des besoins exprimés, dans une dynamique non-compétitive et dans une

démarche d'apprentissage progressif et de partage de l'expertise développée par ACF dans ses autres pays d'interventions. Ces actions de support sont basées sur les approches suivantes : études, conseil & partage d'expertise, mise en place d'activités pilote conjointement avec des partenaires, orientations des publics et appui à la coordination, documentation des besoins. Le second objectif est le **soutien et l'intégration du plaidoyer comme élément clé de la stratégie de la mission afin** de contribuer à l'amélioration de l'accès aux droits et aux services des plus précaires.

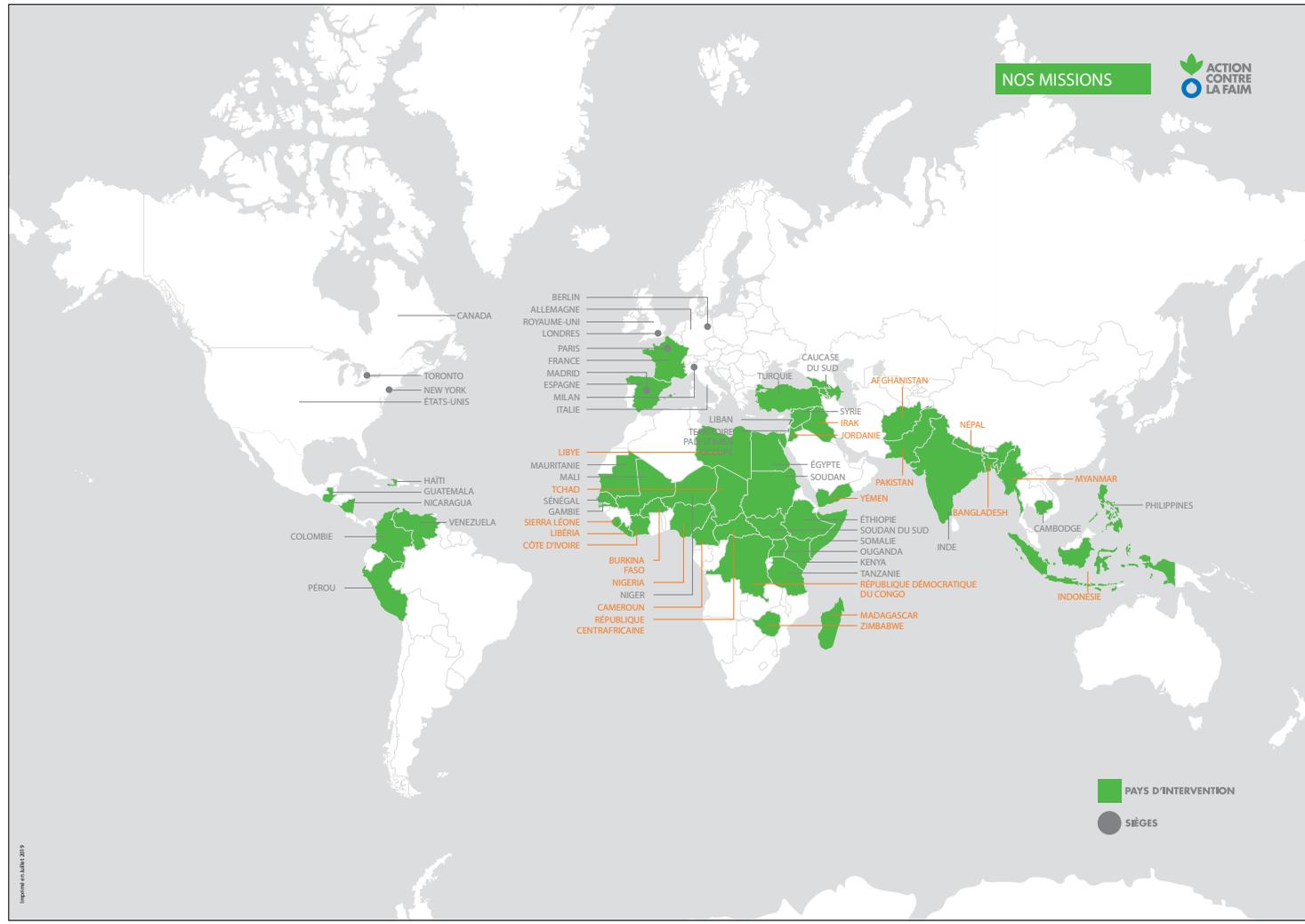
Des activités pilote ont été lancées à partir du mois d'août 2019 sur fonds propres. En partenariat avec ADSF (Agir pour la Santé des Femmes), ACF a mis en place des outils de prise en charge des besoins en sécurité alimentaire, et lancé un protocole pilote de prise en charge du psycho trauma auprès des femmes bénéficiaires. D'autre part, ACF a fourni un appui à

l'association Août Secours Alimentaire via une étude de profilage des bénéficiaires et d'adéquation aux préférences et besoins alimentaires. Outre l'appui à cette association, cette étude a permis à ACF de mieux comprendre les ramifications de l'aide alimentaire en région parisienne. Enfin, ACF a poursuivi la mise en place d'outils et l'évaluation des besoins avec les autres acteurs. Ceux-ci concernent notamment l'orientation des personnes précaires et en errance vers des solutions d'aide alimentaire, une réflexion sur l'accès à l'information via les cartographies existantes des solutions d'aide alimentaire et les modes de transmission des informations selon les profils des personnes, ainsi que la prise de contact avec les acteurs de l'anti-gaspillage alimentaire et de l'aide à la petite enfance.

1 - SIRO Security Incident Report Online
2 - PFST Personal Field Security Training
3 - ERRU Emergency Readiness and Response Unit

MISSIONS ACF INTERNATIONAL

NOS MISSIONS



■ PAYS D'INTERVENTION
● SIÈGES

MISSIONS ACF FRANCE

EUROPE

FRANCE

Début de la mission : 2019
Salariés : 4

ASIE

AFGHANISTAN

Début de la mission : 1995
Salariés : 370 personnes

BANGLADESH

Début de la mission : 2007
Salariés : 1 258 personnes

MYANMAR

Début de la mission : 1994
Salariés : 379 personnes

NÉPAL

Début de la mission : 2005
Salariés : 24 personnes

PAKISTAN

Début de la mission : 1979
Salariés : 86 personnes

INDONÉSIE

Début de la mission : 1998
Salariés : 7 personnes

AFRIQUE CENTRALE

CAMEROUN

Début de la mission : 2014
Salariés : 176 personnes

NIGERIA

Début de la mission : 2020
Salariés : 558 personnes

RÉPUBLIQUE CENTRAFRI- CAINE

Début de la mission : 2006
Salariés : 402 personnes

RDC

Début de la mission : 1997
Salariés : 254 personnes

TCHAD

Début de la mission : 1982
Salariés : 293 personnes

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE AUSTRALE

BURKINA FASO

Début de la mission : 2008
Salariés : 111 personnes

CÔTE D'IVOIRE

Début de la mission : 2002
Salariés : 36 personnes

LIBÉRIA

Début de la mission : 1990
Salariés : 14 personnes

MADAGASCAR

Début de la mission : 2011
Salariés : 103 personnes

SIERRA LÉONE

Début de la mission : 1991
Salariés : 49 personnes

ZIMBABWE

Début de la mission : 2002
Salariés : 1 personnes

MOYEN ORIENT

IRAK

Début de la mission : 2013
Salariés : 148 personnes

JORDANIE

Début de la mission : 2013
Salariés : 104 personnes

LIBYE

Début de la mission : 2019
Salariés : 1 personnes

YÉMEN

Début de la mission : 2013
Salariés : 278 personnes

RÉGION ASIE

Alors que le nombre de personnes cherchant refuge au Bangladesh a fortement diminué en 2019 et que le gouvernement du Bangladesh s'efforce de promouvoir le rapatriement, les résidents des camps n'ont pas manifesté d'intérêt pour le retour au Myanmar et leur situation est restée pratiquement inchangée tout au long de l'année. En 2019 ACF a apporté son soutien dans les camps de Cox's Bazar (au Bangladesh) et de Sittwe (au Myanmar) ainsi que dans les villages de l'état de Rakhine du Nord, et a poursuivi ses programmes tout au long de l'année dans les états de Cox's Bazar et du Centre et Nord de Rakhine, pour les personnes impactées dans les deux camps, ainsi que les communautés d'accueil.

Un thème récurrent de l'année dernière a été de garantir l'accès dans un espace humanitaire restreint. En 2019, l'accès à l'autorisation de voyage (AV) nécessaire pour accéder aux sites de terrain au Myanmar est resté difficile pour ACF, mais d'autres ONG opérant dans le pays sont restées sans accès pendant des mois, ce qui a gravement affecté les programmes. Plus tard en 2019, une série d'interviews à portée négative a été donnée au Bangladesh par des hauts fonctionnaires et des représentants du gouvernement local qui accusaient les ONGI travaillant à Cox's Bazar de vouloir prolonger le séjour des Rohingyas dans le pays pour le bénéfice personnel des équipes.

Le conflit dans l'état de Rakhine s'est également poursuivi tout au long de l'année, affectant encore plus l'accès, bien qu'à un niveau relativement bas avec des affrontements sporadiques et soudains entre l'armée arakanienne (AA) et les troupes gouvernementales. Le conflit s'est également étendu à l'état de Shan, où les combattants sont alliés à l'AA. Cela a encore perturbé l'accès au terrain pour nos équipes, car les communications routières et fluviales ont été ciblées, et les coupures d'internet ont encore restreint les communications.

La sécurité en Afghanistan est restée médiocre, avec des combats intenses, mais la tendance dominante de l'année a été les négociations en cours entre les

États-Unis et les Talibans, le plus large mais pas le seul combattant du pays. Si, pendant la «saison des combats», les talibans n'ont pas réussi à s'emparer des capitales, ils ont néanmoins conservé le contrôle effectif de plus de 60 % du pays et semblent avoir eu recours à la violence pour perturber les élections et faire pression sur les négociations par des combats constants. Il en résulterait un accord de retrait des troupes étrangères en 2020 entre les États-Unis et les talibans, mais aussi une élection contestée qui affecterait gravement la prise de décision du gouvernement jusqu'à la mi-2020. Cela a également accru l'insécurité et a nécessité une communication attentive avec les groupes en guerre pour toutes nos équipes sur le terrain, qui doivent avoir accès au terrain pour opérer.

Fin décembre 2019, le bureau d'ACF Indonésie a été fermé. La mission a ouvert en 1998 et, par ses activités, a apporté son soutien à plus de 500 000 hommes, femmes et enfants touchés par des situations d'urgence complexes. La fin des activités sur la base de Nusa Tenggara Timur a signifié la fin du programme national, avec un transfert complet au dernier trimestre de l'année. L'équipe Asie est fière du travail que nous avons accompli dans le pays et des efforts de nos équipes, et nous sommes fiers de nos années de service aux personnes dans le besoin en Indonésie.

Le changement climatique devrait affecter l'Asie plus que toute autre partie du monde dans les années à venir, et au cours de 2019, les vagues de chaleur au Pakistan sont devenues plus fréquentes et plus extrêmes, ce qui devrait se poursuivre. Les conditions météorologiques de la mousson ont également été gravement affectées, arrivant tardivement avec de fortes chutes perturbant l'agriculture et la sécheresse, et causant le Mékong à atteindre son niveau le plus bas depuis un siècle, affectant l'agriculture au Myanmar et dans d'autres pays. Ceci devrait arriver plus fréquemment à l'avenir.

AFGHANISTAN

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 1995
 Budget en €..... 7 331 472
 Nombre de salariés..... 370
 Nombre de bénéficiaires..... 319 119

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. **KABUL**
- B. Province de GHOR
- C. Province de HELMAND
- D. Province de BADGHIS
- E. Province de DAYKUNDI
- F. Province de BAMYAN

A



CONTEXTE

En 2019, la situation en Afghanistan demeure instable. Les élections présidentielles ont eu lieu le 28 septembre 2019, et la violence liée aux élections a fait plus de 450 victimes civiles entre le début de la période d'inscription jusqu'au jour du scrutin, avec près de 280 victimes le jour du scrutin uniquement.

L'instabilité politique, le sous-développement, la pauvreté, les catastrophes naturelles et l'insécurité alimentaire ont pour conséquence un déplacement important de population. Les personnes déplacées de force à l'intérieur du pays ou au-delà des frontières, sont exposées à de nombreux risques en matière de protection. Ils sont également susceptibles de faire face à des problèmes de santé et d'avoir des niveaux d'endettement plus élevés en raison des moyens de subsistance limités, compte tenu de leur dépendance à l'aide humanitaire ou au travail de main d'œuvre non qualifié. Le conflit a déplacé 398 000 personnes au cours des 11 premiers mois de 2019. Les catastrophes naturelles n'ont pas été un facteur de déplacement majeur en 2019 : les inondations ont touché de nombreuses collectivités, mais n'ont déclenché que des déplacements de très court terme, la plupart étant limités à la durée immédiate de l'urgence. Cette situation contraste avec celle de 2018, où plus de 200 000 personnes ont été déplacées en raison de la grave sécheresse qui a sévit dans l'Ouest du pays, et qui continue de toucher la population après avoir dévasté le secteur agricole et laissé 3,9 millions de personnes ayant besoin de nourriture et de moyens de subsistance.

Ces mêmes facteurs ont entraîné des niveaux de faim et de malnutrition dangereusement élevés : on estime que 14,3 millions de personnes sont en situation de crise ou en situation d'insécurité alimentaire d'urgence (IPC 3 et 4) au cours des trois premiers mois de 2020.

Par ailleurs, en 2019, le nombre de retours en provenance de l'Iran a atteint 430.000. La réduction des envois de fonds de l'Iran vers l'Afghanistan en raison de la situation économique a un effet désastreux sur l'économie afghane.

Alors que les négociations de paix ont repris à Doha en décembre 2019 entre les talibans et les représentants du gouvernement américain après avoir été brusquement interrompus en septembre, le peuple afghan a montré une forte aspiration pour la paix dans le pays. Un sondage a révélé que 89% des personnes interrogées déclarent soutenir les efforts de négociation de paix avec les talibans. Bien que la situation soit incertaine, les perspectives sécuritaires pour le début de l'année 2020 semblent globalement inchangées par rapport à 2019, se caractérisant par un nombre élevé de victimes civiles en raison d'une escalade continue des frappes aériennes, de l'utilisation d'engins explosifs improvisés dans les zones habitées par des civils et d'attaques délibérées contre des civils. Selon le dernier Plan de Réponse humanitaire, 9,4 millions d'Afghans auront un fort besoin d'aide humanitaire vitale en 2020, soit une augmentation de plus de 3 millions depuis 2018 (6,3 millions).

En 2019, ACF a mis en œuvre plusieurs projets multisectoriels, répondant aux besoins des populations les plus vulnérables. La neuvième phase du projet ERM¹, financée par ECHO, a débuté en avril. Ce programme vise à répondre aux besoins immédiats et vitaux qui découlent du conflit en cours en Afghanistan et des catastrophes naturelles régulières. L'appui de nos bailleurs partenaires, ECHO, GAC et SIDA, ont permis à ACF de fournir des transferts monétaires à 24 351 bénéficiaires. D'autres interventions d'urgence visent également les enfants souffrant de malnutrition aiguë, les personnes touchées par la sécheresse et une intervention d'urgence de préparation à l'hiver.

En santé et nutrition, ACF en Afghanistan est un acteur reconnu pour son expertise. ACF déploie des équipes sanitaires mobiles, ainsi que des équipes d'intervention rapide dans des zones difficiles d'accès. En 2019, 3 226 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ont ainsi reçu un traitement et 30,992 enfants de moins de 5 ans ainsi que 3665 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié de soins de santé primaires. Des soins de Santé mentale et du soutien psychosocial ainsi que des sensibilisations sur les pratiques de soins sont également prodigués par ces équipes sanitaires mobiles. Ces activités ont bénéficié en 2019 à 36 340 bénéficiaires, dont 85% de femmes et filles. A Helmand en particulier, une Unité d'alimentation thérapeutique a été mise en place, afin de traiter les enfants atteints de malnutrition sévère.

Dans la province de Ghor, le projet intégré visant à prévenir la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles se poursuit. Ce projet financé par le GAC, a commencé en 2017 et s'achèvera en 2020. En outre, deux projets de sécurité alimentaire et de renforcement des moyens d'existence, en faveur des populations touchées par les conflits et les catastrophes naturelles, financés par le CHF et la FAO, ont touché 62 602 personnes vulnérables au total.

À Helmand, ACF a mis en œuvre des projets intégrés pour aider les personnes déplacées et les communautés d'accueil avec des activités de Santé et Nutrition, et de EHA ainsi qu'une intervention d'urgence multisectorielle en faveur des communautés touchées par les inondations. En outre, un projet de sécurité alimentaire en faveur des populations vulnérables financé par la FAO a été lancé et a aidé 32 241 personnes en 2019.

À Kaboul, les activités ont recommencé en janvier 2019 avec un projet innovant, visant à donner aux élèves les moyens d'agir comme agents de changement pour améliorer les comportements en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire dans les camps informels de Kaboul.

À Badghis, deux réponses d'urgence aux sécheresses ont été lancées avec un partenaire local (AYSO), afin de répondre aux besoins sanitaires d'urgence pour la première et d'apporter une réponse multisectorielle et intégrée aux personnes difficiles à atteindre et vulnérables pour la deuxième. Une troisième réponse à la sécheresse a également été lancée, axée sur une réponse intégrée en matière de protection. Toutefois, la situation en matière de sécurité à Badghis a empêché les équipes d'exécuter le projet et il a été décidé de fermer la base.

À Daykundi et Bamiyan, l'équipe volante met en œuvre une intervention d'urgence de préparation à l'hiver (distribution de cash pour l'achat de matériel permettant de se chauffer), un projet de sécurité alimentaire qui a bénéficié à 17 500 personnes en 2019.

Par ailleurs, ACF a mené des projets de recherche novateurs. Le premier visait à identifier les obstacles au changement de comportements à Kaboul, et le second à identifier et à traiter la dépression post-partum ; une étude financée par la Banque mondiale.

1 - Emergency Response Mechanism

2 - http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf

BANGLADESH

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	2007
Budget en €.....	32 980 431
Nombre de salariés.....	1 258
Nombre de bénéficiaires.....	1 079 414

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. District de COX'S
- B. BAZAR

A



CONTEXTE

Le Bangladesh est un pays situé dans le golfe du Bengale, frontalier du Myanmar et de l'Inde. Depuis l'indépendance du pays en 1971, le Bangladesh est considéré comme un pays en voie de développement progressant vers l'indépendance économique, notamment grâce à une croissance économique stable. Selon le World Economic League Table 2020, le pays pourrait intégrer le « Top 25 des économies mondiales » d'ici à 2033. Cependant, malgré une forte croissance économique et une importante production alimentaire ces dernières années, la densité de population reste très élevée et environ 21.8% de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté national.

Des afflux de réfugiés en provenance de l'État de Rakhine au Myanmar ont eu lieu en 1978, 1992, 2012 et 2016. De loin, l'afflux le plus important a commencé en août 2017 : l'UNHCR estime que 615 000 réfugiés Rohingya ont fui le Myanmar entre août 2017 et novembre 2017. Selon la mission exploratoire envoyée par les Nations Unies au Myanmar, ce départ massif de la population est la conséquence d'attaques « systématiques et généralisées contre les civils » perpétrées par les forces armées birmanes.

Fin 2019, l'UNHCR estime que 914 998 réfugiés Rohingya vivent au Bangladesh (ce chiffre inclut les Rohingya présents avant 2017). Parmi eux, 855 000 Réfugiés vivent dans les 34 camps surchargés des divisions d'Ukhiya et Teknaf dans le district de Cox's Bazar. Comme les réfugiés Rohingya ont quitté le Myanmar dans des conditions très précaires et en raison de leur nombre massif, de vastes besoins humanitaires ont émergé. Étant donné que 54 % de ces réfugiés ont moins de 18 ans, la vulnérabilité des enfants est une préoccupation majeure. Les déplacements

en provenance du Myanmar ont aussi des conséquences sur l'environnement et les moyens de subsistance de 444 000 habitants bangladais du district de Cox's Bazar. Les services de base, déjà limités, sont soumis à de fortes pressions en raison de l'augmentation massive de la population dans le district. Les besoins les plus urgents sont l'accès à l'eau potable, aux latrines, aux services de santé incluant le traitement de la malnutrition. En effet, le manque de sécurité alimentaire, conjuguée à des conditions de vie insalubres, a entraîné des niveaux élevés de malnutrition tant pour les réfugiés que pour les communautés d'accueil. De plus, l'absence de statut légal des réfugiés Rohingya accroît leur vulnérabilité : de nombreuses familles adoptent des stratégies de survie et des pratiques néfastes.

Même si les Nations Unies et d'autres acteurs internationaux continuent de soutenir le gouvernement du Myanmar pour un retour volontaire et digne des réfugiés dans un environnement sécurisé, il est fort probable qu'une large partie de cette population reste dans le district de Cox's Bazar en 2020.

Par ailleurs, le Bangladesh est également l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Le district de Cox's Bazar connaît deux saisons cycloniques par an, provoquant des glissements de terrain et des inondations. Le risque cyclonique est une préoccupation majeure, notamment du fait des habitations précaires dans lesquelles vivent les réfugiés. De plus, le delta du Gange, qui s'étend sur les régions de Barsal et de Khulna dans le sud du Bangladesh, est particulièrement vulnérable à la montée des eaux. Selon une étude conduite par des chercheurs bangladais, américains et français, le niveau de la mer pourrait augmenter de 85 à 140 centimètres d'ici à 2100.

Dans le district de Cox's Bazar, ACF a mis en place une intervention d'urgence multisectorielle et demeure un acteur majeur dans la réponse aux besoins des réfugiés et résidents de la région.

ACF met en œuvre des activités de nutrition et de santé pour dépister et traiter les enfants sévèrement malnutris et les femmes enceintes et allaitantes dans 122 centres nutritionnels ambulatoires et 10 centres nutritionnels thérapeutiques accessibles aux réfugiés et aux résidents. ACF gère également un centre nutritionnel thérapeutique dans les camps de Kutupalong et Nayapara - les plus grands de Cox's Bazar - pour les femmes enceintes à haut risque de retard fœtal et pour les femmes allaitantes à haut risque d'avoir des enfants sous-alimentés.

ACF traite également les enfants et femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée dans 11 centres d'alimentation supplémentaire. En plus du traitement, 23 869 sessions d'éducation sur la santé et la nutrition ont été conduites.

Par ailleurs, 340 000 personnes ont bénéficié d'activités de sécurité alimentaire et de subsistance (aide alimentaire, distribution de cash, soutien à l'agriculture, activités de développement économique). ACF gère 11 cuisines communautaires, fournissant des repas nutritifs aux personnes les plus vulnérables. En 2019, ACF a ainsi distribué en moyenne 3424 repas par jour. ACF est également un acteur majeur du secteur EHA fournissant de l'eau potable aux réfugiés et aux communautés hôtes via la construction et l'entretien de points d'eau. En 2019, ACF a construit ou réhabilité 523 points d'eau et réalisé près de 4000 interventions de maintenance ou petites réparations. De plus, ACF a construit ou réhabilité 2639 latrines et distribué 73270 kits d'hygiène.

Par ailleurs, ACF a mis en œuvre un projet d'Assistance et de Protection sensible au genre pour les Femmes et les Filles Rohingya. Cela a permis aux bénéficiaires d'avoir accès à des Espaces Sûrs et d'y recevoir des services de santé mentale, de soutien psychosocial et de protection contre les violences basées sur le genre.

ACF est également présente à Dhaka, capitale du Bangladesh, où elle met en œuvre, en partenariat avec la Croix Rouge Allemande, le projet de préparation à l'urgence et aux tremblements de terre. Ce projet, lancé en 2017, vise à renforcer la résilience et le développement d'une culture de la préparation parmi les travailleurs humanitaires, les fonctionnaires et les volontaires urbains. L'action d'ACF se focalise sur les centres de santé et les professionnels de santé, pour renforcer leurs capacités de réponse en cas d'urgence, et particulièrement leurs capacités en terme de santé mentale (aide psychologique d'urgence).

MYANMAR

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	1994
Budget en €.....	4 250 014
Nombre de salariés.....	379
Nombre de bénéficiaires.....	89 807

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. YANGON
- B. État d'ARAKAN
- C. État de KAYAH

A



CONTEXTE

La situation humanitaire au Myanmar est caractérisée par sa complexité. Les populations sont en effet exposées aux catastrophes naturelles, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aux conflits armés, aux tensions intercommunautaires, aux défaillances de l'appareil d'état, aux déplacements massifs et aux trafics. La situation est aggravée par une pauvreté chronique et par de très fortes inégalités structurelles, ainsi que de fortes discriminations liées au genre, au handicap et au groupe ethnique ou religieux, ce qui exacerbe les besoins et vulnérabilités de la population.

Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2020 publié en décembre 2019, plus de 990 000 personnes au Myanmar ont besoin d'une aide humanitaire. Parmi eux, 750 000 sont situés dans l'État de Rakhine.

Le Rakhine est l'une des régions les moins développées du pays. Elle traverse une crise humanitaire et de protection, marquée par des luttes politiques, des divisions ethniques, des discours nationalistes et par l'extrémisme religieux. En août 2017, plus de 600 000 Rohingyas ont quitté l'État de Rakhine pour se réfugier au Bangladesh après des « attaques généralisées et systématiques contre des civils ». En 2019, la Gambie a saisi la Cour Internationale de Justice considérant que ces attaques constituent une violation de la Convention de Prévention et de Répression du crime de génocide. Après la première audience en décembre 2019, la CIJ a adopté les mesures conservatoires proposées par la Gambie et a ordonné au Myanmar de prendre des mesures de protection des Rohingyas. Ces mesures ont été prises dans l'attente d'une décision finale, la Gambie devant présenter les premières pièces de procédure écrite le 20 juillet 2020.

En 2019, le conflit entre l'Arakan Army et les forces gouvernementales s'est intensifié, causant de nombreuses victimes civiles et provoquant le déplacement de 154 000 personnes à l'intérieur de l'État. Outre les personnes déplacées et les communautés d'accueil, 470 000 apatrides ont également besoin d'aide dans l'État Rakhine, la plupart appartenant à la minorité Rohingya. Pour les Rohingyas restant dans l'État de Rakhine, la situation est critique car ils sont victimes de discrimination, de déni de leurs droits et d'un manque d'accès aux services essentiels. Au total, 582 000 personnes ont besoin d'une aide à la sécurité alimentaire et 140 000 personnes ont besoin d'une aide nutritionnelle dans l'État de Rakhine.

En 2019, ACF a maintenu sa présence et renforcée son acceptance dans l'État de Rakhine. Démontrant encore plus son impartialité sur la base des principes humanitaires, ACF a poursuivi et adapté son intervention multisectorielle au contexte changeant et aux besoins des populations vulnérables. De plus, ACF a noué des partenariats stratégiques avec des partenaires locaux et a consolidé la coordination avec les autorités locales et le ministère de la santé.

ACF a également poursuivi son action dans l'État de Kayah. Après plusieurs décennies de conflits armés inter-ethniques, il y a une paix et une stabilité relatives dans cette région. Cependant, elle reste parmi les régions les moins développées du Myanmar, avec des taux de malnutrition chronique élevés chez les enfants de moins de 5 ans. 41% de la population vit dans la pauvreté et l'accès aux services de base (alimentation, eau potable, assainissement, emploi) est très limité.

En 2019, ACF a poursuivi les objectifs de son Plan stratégique pour 2019-2021.

- **Objectif 1 - Promouvoir un accès équitable et inclusif à la Nutrition, et à la santé mentale dans l'État du Rakhine :**

ACF était parmi les premiers acteurs à fournir des services vitaux à la population en détresse après les incidents survenus en 2018. En 2019, ACF a fourni un traitement thérapeutique à 5 662 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère et 2 837 enfants souffrant de malnutrition aigüe modérée. Dans les centres de traitement thérapeutique, les équipes d'ACF fournissent également un accompagnement en groupe ou individuel destiné aux parents et aux enfants afin d'améliorer les pratiques de soin. Plus généralement, ACF fournit également un soutien psychologique aux personnes montrant des signes de détresse.

- **Objectif 2 - Promouvoir une sécurité alimentaire et des moyens d'existence résilients ainsi qu'un accès aux services EHA pour les personnes vulnérables de l'État de Rakhine :**

Dans le centre de l'Etat de Rakhine (Minbya et Sittwe), 3 240 ménages répartis dans 54 villages ont été sélectionnés pour recevoir divers types de céréales, de légumineuses et de légumes destinés à l'agriculture afin d'accroître la production de nourriture pour leur propre consommation, et également pour générer des revenus. 780 ménages ont été sélectionnés pour recevoir des subventions afin de créer de petites entreprises. ACF intervient également dans ces villages pour améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement, via la construction de forages et la sensibilisation contre les pratiques néfastes nuisant au développement de l'enfant (Approche BabyWash).

De plus, ACF a créé un partenariat avec 7 comités villageois dans le cadre d'un projet de réduction des risques aux catastrophes naturelles (financé par BMZ). Ces comités ont bénéficié d'une gamme variée de formations (cartographie des risques, calendrier saisonnier, évaluation de la vulnérabilité, lutte contre les incendies, premiers secours). ACF a soutenu et encadré ces comités pour mener une évaluation participative des risques et élaborer des plans de préparation et gestion des catastrophes. Une fois ces plans approuvés par le Département d'État de la santé et des sports, la construction et/ ou rénovation d'infrastructures EHA résistantes aux catastrophes (points d'eau, latrines, systèmes de drainage) pourra commencer.

- **Objectif 3 - Promouvoir un développement durable à Kayah, dans les régions centrales et les zones urbaines du Myanmar :**

ACF a fourni des intrants et accompagné 1 080 ménages dans la production agricole et l'élevage.

- **Objectif 4 - Défendre les principes humanitaires, les besoins et les acteurs :**

En 2019, ACF a continué ses actions de plaidoyer pour un meilleur accès humanitaire des plus vulnérables aux services de bases. Ce plaidoyer inclut la protection générale des populations, mais aussi la prise en compte de leurs besoins dans les décisions gouvernementales, dans les stratégies des bailleurs des fonds, et dans la programmation de divers acteurs. A cette fin, ACF porte sa voix dans les conférences et forums de haut niveau susceptibles d'influencer la politique et la législation du Myanmar.

- **Objectif 5 - Établir et mettre en œuvre un plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence (EPRP) :**

La mission a mis en place un plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence. Dans le cadre de ce plan, 40 membres du personnel ont bénéficié d'une formation. En dépit d'un accès difficile, cela nous a aidés à mener une intervention d'urgence en faveur des personnes touchées par les inondations en août 2019 dans la commune de Minbya dans l'État de Rakhine.

1 - http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf

NÉPAL

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	2011
Budget en €.....	1 003 342
Nombre de salariés.....	24
Nombre de bénéficiaires.....	99 455

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. District de KATMANDOU
- B. District de NUWAKOT
- C. District de RASUWA
- D. District de NAWALPARASI

A



CONTEXTE

Le Népal, est un pays d'Asie du sud, enclavé entre la Chine et l'Inde. Le pays a fait des progrès significatifs dans la réduction de la pauvreté, en ramenant le taux de la population vivant sous le seuil de pauvreté (1,90 dollar par personne et par jour) de 15% en 2010 à seulement 9,3% en 2018. Toutefois, la vulnérabilité demeure extrêmement élevée, avec près de 32 % de la population vivant avec des revenus compris entre 1,90 et 3,20 dollars par personne et par jour. L'agriculture, pilier de l'économie népalaise, est le principal moyen de subsistance pour 76% de la population. La malnutrition et l'insécurité alimentaire continuent de représenter un risque majeur pour la population népalaise.

Plus de 80 % de la population népalaise est exposée à des risques naturels. Au niveau mondial, le Népal occupe respectivement les quatrièmes et onzièmes rangs en termes de vulnérabilité relative aux changements climatiques et aux tremblements de terre. Sur les 21 villes du monde qui se trouvent dans des zones sismiques, Katmandou est la ville la plus exposée au risque en termes d'impact sur la population.

Après la promulgation d'une nouvelle Constitution qui a mené à une décentralisation puissante : le pays est maintenant divisé en 7 provinces, avec 753 unités locales (Palikas) réparties dans 77 districts (Palikas) ; ces derniers jouissant de pouvoirs exécutifs et législatifs ainsi que de pouvoirs judiciaires limités dans leur juridiction locale.

ACF a commencé son intervention au Népal en 2005 en mettant l'accent sur les besoins de la population touchée par le conflit. Les études de terrain menées à cette occasion ont mis en avant des taux de malnutrition alarmants, déclenchant alors la mise en place d'un programme de lutte contre la malnutrition dans le district de Saptari en 2011. Le tremblement de terre survenu en 2015 a ensuite amené ACF à étendre son intervention à de nouveaux districts.

En 2019, ACF est active dans les districts de Nawalparasi Est et Ouest, Nuwakot et Rasuwa où elle met en œuvre des projets en partenariat avec deux organisations de la société civile et deux agences gouvernementales. Par ailleurs, deux partenaires académiques ont été sélectionnés pour participer à un projet de recherche. En effet, la stratégie 2016-2020 d'ACF consiste à renforcer les capacités opérationnelles de ces partenaires. Nos actions passent également par un plaidoyer auprès des autorités népalaises en faveur d'interventions nutritionnelles à plus grande échelle.

Capacité opérationnelle

La mise en œuvre de la gestion intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM), un programme de priorité nationale, a été poursuivie dans les districts de Nawalparasi Est et Ouest. En 2019, ACF a soutenu 28 centres de soins thérapeutiques ambulatoires (OTCC) et 2 centres de soins thérapeutiques hospitaliers (ITCC) destinés au traitement d'enfants sévèrement malnutris. Les activités de Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence sensibles à la nutrition (maraichage, culture de champignons, élevage de volaille) se sont également poursuivies. En décembre 2019, ACF a achevé un projet de reconstruction et de réhabilitation de réseaux d'approvisionnement en eau dans les districts de Nuwakot et de Rasuwa. Ce projet, financé par DFID, a notamment permis la construction d'un réseau de plus 63 km.

Transfert de capacités

En 2019, le renforcement de capacité et transfert de compétences ont été au cœur de notre action au Népal :

- En Nutrition et santé, avec la formation des agents de santé de Nawalparasi pour la gestion de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants;
- En Sécurité alimentaire et moyens de subsistance, avec la formation des agriculteurs de la municipalité rurale de Pratappur sur la culture des champignons, l'élevage de volaille, le maraichage, la gestion durable des sols, la gestion financière, la chaîne de valeur et le marketing ;
- En EHA, avec la formation des ménages bénéficiaires, des membres des comités d'usagers de l'eau et des comités de gestion des écoles dans les districts de Nuwakot et de Rasuwa.

Crédibilité technique et capacité d'innovation

Deux enquêtes nutritionnelles semi-quantitatives sur la couverture des soins (dans Nawalparasi Est et Ouest) ont été menées en 2019. Une étude sur les rechutes a été lancée à Nawalparasi West dans le but de décrire le taux de rechute et les facteurs qui y sont associés chez les enfants sévèrement malnutris, ayant été déclaré guéris dans le cadre du programme IMAM. De même, un exercice de renforcement des services de santé se poursuit dans deux municipalités rurales du district de Nawalparasi Ouest. Par ailleurs, ACF est représentée au sein de différents comités fournissant un soutien technique au gouvernement (comités techniques de nutrition, comité technique chargé d'élaborer des normes WASH minimales pour les établissements de santé).

Faire entendre sa voix

ACF s'engage et fait du plaidoyer auprès des élus locaux. Cette initiative a commencé en 2018 et a été poursuivie en 2019, ce qui a contribué à obtenir un soutien pour le programme IMAM (appui budgétaire pour le dépistage dans certaines municipalités).

Des activités de mobilisation communautaire visant à promouvoir l'engagement de la communauté dans les activités EHA dans les districts de Nuwakot et de Rasuwa ont été menées jusqu'à la remise du projet aux autorités. ACF défend également l'enregistrement de différents groupes d'agriculteurs créés pour des activités menées à Pratappur. En tant que membre des cluster Nutrition et EHA ainsi que différents groupes de travail techniques, ACF a contribué à de nombreux efforts de plaidoyer ainsi qu'à la formulation de politiques en nutrition et santé dans le pays.

PAKISTAN

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	1979
Budget en €.....	8 752 342
Nombre de salariés.....	86
Nombre de bénéficiaires.....	276 182 ¹

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. ISLAMABAD

A



CONTEXTE

Entourée par la Chine, l'Inde, l'Afghanistan et l'Iran, la République islamique du Pakistan est le cinquième pays le plus peuplé au monde avec 216 millions d'habitants. Le Pakistan souffre d'une instabilité géopolitique persistante due aux tensions avec l'Inde concernant la région du Cachemire, mais aussi à la présence de groupes tribaux et islamiques (Talibans, l'État islamique) dans le nord du pays; et enfin, en raison des affrontements entre les tribus baloutches et l'armée gouvernementale au Baloutchistan. En outre, les flux de réfugiés afghans se sont multipliés depuis la fin des années 1990; en novembre 2019, l'UNHCR recense 1,4 million de réfugiés afghans sur le territoire pakistanais.

Dans la province de Khyber Pakhtunkhwa (KP), la crise prolongée et les opérations militaires ont causé des déplacements massifs de population. Les besoins tous secteurs confondus sont importants dans cette province. Les déplacés internes souffrent d'un accès limité aux services de santé et d'un manque d'eau potable, d'hygiène, d'éducation et d'alimentation diversifiée. On estime que, dans cette province, 48% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance.

Au-delà de l'instabilité géopolitique, le pays est classé par German Watch comme le cinquième pays le plus touché par les impacts du changement climatique. Cette année, le Pakistan a encore été frappé par des catastrophes naturelles. Ainsi, un tremblement de terre en septembre 2019 a touché 7 400 familles dans les districts de Mirpur et Bhimber dans le nord du pays, et de fortes pluies ont touché le nord-est du Pakistan en juillet 2019, déclenchant des inondations, des glissements de terrain et des coulées de boue.

Le Pakistan est également confronté à une sécheresse persistante, en particulier dans les provinces de Sindh et du Baloutchistan, en raison d'une diminution des pluies pendant la saison de la mousson, qui a entraîné de graves pénuries d'eau, de nourriture et de fourrage. OCHA estime que 3 millions de personnes sont touchées par la sécheresse dans 8 districts de la province de Sindh. Si on observe des besoins importants en matière de sécurité alimentaire et de moyens d'existence parmi les habitants de cette province, leur état sanitaire et nutritionnel s'en voit également affecté. Il est estimé que 50% (et jusqu'à 63% dans les zones rurales) des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance dans la province de Sindh.

1 - à considérer avec précaution car nous double-comptons entre les secteurs, selon les directives d'ACF sur les APRs
 2 - http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_english.pdf

Du fait du contexte sécuritaire au Pakistan, l'espace humanitaire est limité. Les ONGs doivent obtenir des autorisations pour mettre en place des programmes et accéder aux zones ciblées. ACF a réussi à maintenir le dialogue avec les autorités en 2019, afin d'assurer une bonne coordination et une réponse adéquate aux besoins.

En 2019, ACF a poursuivi la mise en œuvre du Programme d'amélioration de la nutrition dans la province de Sindh (PINS) avec le soutien de l'UE.

Le volet Nutrition est axé sur le traitement de la malnutrition dans les établissements de santé, appuyé par un programme de sensibilisation visant à dépister les enfants, un système d'orientation pour leur suivi et un programme de communication sur les changements de comportement pour améliorer les soins aux enfants, l'hygiène et les pratiques d'alimentation. Le PINS est mis en œuvre par un consortium d'organisations locales et internationales et appuie le Plan d'action des autorités de Sindh pour renforcer le traitement en milieu hospitalier grâce à l'amélioration des compétences, en ce qui concerne la malnutrition aiguë dans les districts ciblés et les liens avec d'autres programmes de soins de santé. Ce programme est mis en œuvre dans 10 districts de Sindh. En 2019, il a permis le traitement de 44 797 enfants sévèrement malnutris.

Dans cette même province, ACF a lancé un projet d'aide d'urgence et de préparation aux catastrophes, financé par la fondation Skala, afin d'apporter un appui aux communautés touchées par la sécheresse en assurant leur sécurité alimentaire et moyens de subsistance, et en promouvant des pratiques agricoles résistantes à la sécheresse et tolérantes au sel. Ce projet vise à protéger les moyens de subsistance et à renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques pour 10 000 ménages dans 30 villages de la province de Sindh.

ACF met également en œuvre un projet pilote axé sur l'approche des fourrages tolérants au sel, afin de remédier aux niveaux élevés de salinité des sols et à la rareté de l'eau dans le district de Thatta. ACF a construit un

partenariat avec l'Université de Sindh, pour impliquer des doctorants dans ce projet innovant. Ce projet soutient les agriculteurs pour qu'ils re-cultivent les terres agricoles abandonnées en raison de leur salinité. ACF a achevé la préparation des terres, l'ensemencement et la création de 22 parcelles de démonstration.

La malnutrition et le retard de croissance des adolescentes est un phénomène préoccupant au Pakistan. ACF a donc mis en œuvre un projet dans 4 écoles d'Hyderabad (Sindh) pour sensibiliser les adolescentes sur les domaines de la santé, de l'hygiène et de la nutrition. D'autres formations sur la nutrition et la santé ont été organisées à l'intention des élèves mais aussi des parents et des enseignants.

De plus, ACF a investi des fonds internes dans des activités de préparation aux situations d'urgence. L'objectif était de développer la capacité opérationnelle d'ACF et de ses partenaires dans les interventions d'urgence. ACF a dispensé des formations sur l'évaluation et la réponse aux situations d'urgence (à son propre personnel et à celui de ses partenaires) et a acheté des stocks de contingence (jerry cans et toilettes portatives, articles pour la mise en place d'un bureau de camp d'urgence). Cela devrait permettre à ACF et ses partenaires de pouvoir se mobiliser en 48 heures et de répondre aux besoins humains vitaux à la suite de catastrophes ou de déplacements de population provoqués par des conflits dans la province de KP.

INDONÉSIE

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 1998
 Budget en €..... 838 374
 Nombre de salariés..... 7
 Nombre de bénéficiaires..... 15 505³

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. JAKARTA
- B. PROVINCE NTT
- C. CENTRAL SULAWESI PROVINCE



CONTEXTE

L'Indonésie est un pays composé d'un archipel de plus de 17 000 îles. Même si le pays a réalisé des résultats économiques impressionnants au cours des dernières décennies et est devenu un pays à faible revenu intermédiaire, le déficit budgétaire reste un problème. En outre, l'Indonésie est toujours touchée par la pauvreté et le chômage, la corruption, une distribution inégale des ressources entre ses régions et a des infrastructures inadéquates.

Sur une population d'environ 264 millions d'Indonésiens, environ 25,9 millions vivent encore en dessous du seuil de pauvreté. D'après les données de la Banque Mondiale, environ 20,19 % de la population entière reste vulnérable à la pauvreté, car leur revenu se situe légèrement au-dessus du seuil de pauvreté national. Si des efforts plus importants sont faits pour améliorer les services publics de base, la qualité des dispensaires et des écoles est inégale, ce qui engendre des indicateurs préoccupants, en particulier dans le domaine de la santé.

En ce qui concerne la santé et la nutrition, l'Indonésie a accompli des progrès considérables dans la lutte contre la faim, au cours de la quatrième année de mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), les statistiques récentes faisant apparaître des tendances positives en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition. Cependant, les tendances positives ne modifient pas le fait que le retard de croissance résultant de la malnutrition sévère reste élevé en Indonésie. Environ un enfant de

moins de 5 ans sur trois souffre de retard de croissance, ce qui nuit à son développement et affectera ses possibilités futures.

En ce qui concerne les risques naturels, l'Indonésie est l'un des pays les plus vulnérables face aux catastrophes et aux changements climatiques. Au cours des 30 dernières années, le pays a été confronté à de multiples catastrophes tels que des éruptions volcaniques, tremblements de terre, cyclones, inondations, tsunamis, les incendies de forêt, les glissements de terrain et la sécheresse. L'Agence nationale pour la réduction des catastrophes¹ (BNPB) a enregistré 3 622 catastrophes naturelles dans le pays en 2019. Malgré un plus grand nombre de catastrophes, le nombre de morts en 2019 a été bien inférieur à celui de 2018, alors que de forts tremblements de terre, tsunamis et liquéfaction des sols se sont produits dans certaines parties du pays (475 personnes sont mortes lors de catastrophes naturelles en 2019 contre 4 231 en 2018).

Bien que l'Indonésie ait fait des progrès remarquables ces dernières années dans le renforcement de la résilience, et la réduction des risques de catastrophe, le pays continue de faire face à de nombreux défis et problèmes. Les disparités entre les zones urbaines et rurales, les taux élevés de pauvreté et de malnutrition ainsi que la forte croissance démographique rendent la population indonésienne plus vulnérable. L'Agence nationale pour la réduction des catastrophes (BNBP) progresse et devient plus capable de gérer les populations déplacées pendant les catastrophes, mais les mécanismes de surveillance restent à améliorer.

ACF concentre la majorité de ses activités dans la province de Nusa Tenggara Timur (NTT) à l'est du pays. Nusa Tenggara Timur est l'une des provinces les plus pauvres du pays. Le système météorologique d'El Nino de 2015 à 2016 a entraîné une baisse de la disponibilité de l'eau, ce qui a provoqué des mauvaises récoltes, la mort du bétail et des épidémies de diarrhée, et a marqué le début de trois années de sécheresse.

La prévalence de la malnutrition aiguë globale (GAM) à Kupang est de 21,2 % pour les enfants de 6 à 59 mois. Le taux de malnutrition aiguë sévère est de 3,9 %, ce qui dépasse de loin le seuil de crise accepté par l'OMS (2 %). La stratégie et les activités d'ACF se sont poursuivies en 2019 pour s'attaquer aux causes immédiates et sous-jacentes de la sous-alimentation.

En 2019, ACF a poursuivi sa collaboration avec le Ministère de la Santé aux niveaux national, provincial et de district en vue de la mise en œuvre de la deuxième phase du programme de santé intégré dans le district de Kupang (financé par l'EKFS et l'IFI) et a contribué de manière significative à l'amélioration de la gestion intégrée des maladies de l'enfant² dans la région. En 2018, ce projet a étendu sa couverture à 12 centres de santé et amélioré les capacités du personnel de santé et des étudiants des écoles de médecine et de soins infirmiers de Kupang. En 2019, le projet a réussi à lancer un manuel sur la gestion intégrée des maladies infantiles à l'intention des étudiants infirmiers, le premier du genre dans la province du NTT.

Un projet multisectoriel a été mis en œuvre avec deux partenaires locaux (Lentera-CIDEC et YASATU) et achevé en septembre 2019. La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des groupes d'agriculteurs de 32 villages ont ainsi été renforcés (soutien à la culture des terres, mise en place de pépinières de semences, distribution de semences, d'outils et d'équipements). Le projet a fait appel à une nouvelle approche en termes de financement : les intrants ont été financés par les fonds propres des 32 villages ciblées – alloués par les autorités des villages – tandis qu'ACF a financé le renforcement de capacité des partenaires locaux ainsi que les coûts de support et d'équipement. La réalisation du projet a été appréciée et largement reconnue par les autorités de la province de NTT.

À la suite de la catastrophe survenue dans la province de Sulawesi (28 septembre 2018), ACF a mis en œuvre une intervention multisectorielle d'urgence en faveur des personnes vulnérables touchées par le tremblement de terre dans les districts de Palu, Sigi et Donggala. Ce projet a été mis en œuvre par l'intermédiaire de nos partenaires locaux (YEU et CCUI). Plus de 1000 ménages ont bénéficié de cette intervention (traitement de l'eau, distribution de kits d'hygiène et distributions de nourriture).

Néanmoins, il a été décidé de fermer notre bureau en Indonésie, à compter du 31 décembre 2019. Cette décision a été prise en raison de l'incapacité de l'organisation à obtenir des financements de long terme pour soutenir ses activités, mais également en raison de la croissance économique de l'Indonésie et de sa résilience aux catastrophes qui ne nécessitent plus le soutien d'ACF, les acteurs locaux continuant d'accroître leurs tailles et leurs capacités.

2 - Integrated Management of Child Illness (IMCI)

3 - Selon les directives d'ACF sur les APRs nous double comptons entre les secteurs, donc ce total est à traiter avec précaution

4 - http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf

RÉGION AFRIQUE CENTRALE

La mission Nigéria, est passée sous management d'ACF France au 1er janvier 2019. La mission ACF qui est un acteur majeur de la réponse humanitaire au Nord Est du Nigéria du fait de son volume d'opérations, mène des programmes d'urgence et de développement dans les Etats du Borno, de Yobe et de Jigawa.

Au niveau politique, 3 pays ont connu des évènements politiques majeurs. En RD Congo, Felix Tshisekedi a pris le pouvoir lors de la première transition pacifique depuis l'indépendance du pays, créant beaucoup d'attentes au sein de la population. Au Nigéria, le Président Buhari a été réélu pour un deuxième mandat de 4 ans à la tête du pays. En République Centrafricaine, le gouvernement du Président Touadera et les groupes armés ont signé un accord de paix en février 2019. L'accord a été suivi de la mise en place d'un nouveau gouvernement intégrant des dirigeants de groupes armés. Cet accord, le 6ème depuis 2013, n'a malheureusement pas mis fin aux violences dans le pays qui connaît déjà des tractations politiques en vue des élections présidentielles de 2020.

La situation sécuritaire est restée tendue au cours de l'année 2019 ce qui maintient un niveau de risque élevé pour les humanitaires. ACF a connu un incident de sécurité critique au Nigéria avec l'attaque et l'enlèvement d'une équipe ACF par la faction ISWAP de Boko Haram. Un chauffeur a été tué lors de l'attaque. Une salariée ACF, trois salariés détachés du Ministère de la Santé et deux chauffeurs ont été enlevés. Les cinq hommes ont été exécutés et la salariée ACF est toujours détenue. Cet incident tragique montre les risques qui pèsent sur les équipes qui travaillent dans des zones de conflit, particulièrement lorsqu'aucun dialogue n'est possible pour négocier l'accès humanitaire. Pour les équipes ACF, le niveau d'insécurité est resté préoccupant dans la province du Lac au Tchad, l'Extrême Nord et le Sud-Ouest du Cameroun, dans les Etats du Borno et de Yobe au Nigéria, au Nord Kivu et en Ituri en RD Congo et en République Centrafricaine.

La situation humanitaire a été marquée par des inondations, les épidémies d'Ebola, de rougeole et de

choléra et des besoins importants dans les zones de conflits. Bangui, en RCA, ainsi que Zongo qui lui fait face de l'autre côté du fleuve Oubangui en RD Congo ont été connu des inondations importantes. La RD Congo reste le pays le plus affecté par les épidémies. L'épidémie d'Ebola qui s'est déclarée en aout 2018 dans le grand nord du Nord Kivu a continué tout au long de l'année 2019 et a tué 2232 personnes mais c'est la rougeole qui a fait le plus de victimes avec plus de 5000 décès enregistrés. Dans les zones d'intervention d'ACF, les déplacements de population ont continué au Nord Est du Nigéria, à l'Extrême Nord et dans le Sud-Ouest du Cameroun et surtout en Ituri. A noter au Nigéria, la réduction de l'accès humanitaire suite à l'adoption de la stratégie des « super camps » par les militaires Nigériens qui laisse plus de liberté de mouvements aux groupes armés qui organisent régulièrement des barrages routiers très dangereux, réduisant ainsi l'accès humanitaire principalement aux villes garnisons accessibles par hélicoptères.

L'accès humanitaire dépend également des législations en place et relations avec les gouvernements hôtes. Les opérations d'ACF et d'une autre ONG internationales ont été suspendus pendant 6 semaines dans les Etats de Borno et de Yobe par les militaires Nigériens. Grace à une mobilisation de toute la communauté humanitaire, la suspension a été levée et ACF a pu reprendre l'assistance vitale qu'elle fournit à près de 300,000 personnes chaque mois dans ces deux Etats. Au Tchad, les décrets présidentiels signés fin 2018 qui édictent de nouvelles règles pour les ONGs, ont entraîné de nombreuses discussions entre l'Etat et les bailleurs de fonds, rendant l'avenir des financements incertains.

En Afrique Centrale, Action contre la Faim a mené des réponses d'urgence notamment grâce à des équipes de réponse rapide en RCA, au Tchad, au Cameroun, en RDC et au Nigéria. Action contre la Faim continue également des projets à moyen terme pour renforcer la résilience des populations et à lutter contre les causes structurelles de la sous-nutrition. Des actions de recherches, de plaidoyer et de renforcement de nos partenariats avec des ONG locales ont également continué.

CAMEROUN

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 2014
 Budget en €..... 8 842 161
 Nombre de salariés..... 176
 Nombre de bénéficiaires..... 202 958

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. YAOUNDÉ
- B. KOUSSIERI
- C. MAROUA
- D. BATOURI
- E. BUEA



A

CONTEXTE

Au niveau régional, le pays est régulièrement affecté par les troubles et fragilités socio-politiques qui touchent les Etats voisins (RCA, Tchad, Nigéria...). La crise dans l'extrême Nord liée à l'insurrection armée au Nord Est du Nigéria est particulièrement violente avec des attentats suicides, déplacements massifs des populations, des occupations des territoires et scènes de guerres à l'intérieur des frontières.

A l'échelle nationale, les revendications socio politiques des régions anglophones ont pris une forte ampleur au lendemain des élections présidentielles de 2018. Elles ont encore connu une plus grande recrudescence à l'approche des élections municipales et législatives de Février 2020, avec des épisodes de «ghosttown» et «lockdown» qui se succèdent. Cette situation incontestablement laisse craindre des conséquences sur le plan humanitaire avec des déplacements estimés à 542 000 dans le NOSO (chiffres OCHA, fin octobre 2019), ainsi que le nombre de réfugiés au Nigéria estimé à 40 000 (chiffres OCHA, fin octobre 2019).

Le coup d'Etat de 2013 en République Centrafricaine a entraîné de violents combats, notamment entre Sélékas et anti-Balakas, qui ont atteint leur paroxysme en décembre 2013, provoquant la fuite de près de 200 000 Centrafricains. Environ 80% d'entre eux se sont réfugiés dans la région de l'Est du Cameroun. Par ailleurs, l'Est qui partage sa frontière avec la République Centrafricaine, est le théâtre d'opération de puissants réseaux de contrebande, et les tensions électorales sont susceptibles d'y avoir favorisé un regain de criminalité dans un espace où les mesures

gouvernementales de répression sont assez faibles. Outre la criminalité, des problèmes de cohabitation entre les communautés ont préalablement été rapportés.

Bien que la tendance qui s'observe depuis fin 2019 est celle du rapatriement des populations réfugiées, Les besoins d'assistance humanitaire restent importants alors que les financements se raréfient dans cette partie du pays.

Pour ce qui est de l'Extrême-Nord, région la plus peuplée du pays mais aussi la plus défavorisée au niveau économique et en terme d'investissement étatique dans les services sociaux de base ; la situation sécuritaire y reste très instable. La recrudescence des attaques à l'Extrême Nord au cours des derniers mois, demeure préoccupante. Alors que le nombre d'incidents enregistrés oscillait entre 20 et 30 par mois en 2019, il est passé à 69 en décembre 2019. Selon le dernier bulletin humanitaire couvrant la période de septembre à novembre 2019, il y a au total 98 attaques de prédation dans plus de 15 localités des arrondissements de Kolofata et Mora. Cette problématique conjoncturelle impacte d'autant plus les populations déjà vulnérables, obligées de se déplacer avec pour conséquence une perte de leurs moyens de subsistance et une augmentation croissante des besoins de base. La DTM 20 publiée récemment (Janvier 2020) montre encore une augmentation de 7% du nombre de personnes déplacées (461 664 Individus, dont 297 380 PDI, 47 305 Réfugiés hors camp, 116 979 Retournés), dont 91% de ces populations se sont déplacées en raison du conflit lié à Boko Haram et 8% aux catastrophes naturelles (inondations de Septembre à Décembre 2019). Les départements les plus touchés restent le Logone & Chari avec 41% des déplacés, Mayo Sava (38%) et Mayo Tsanaga (13%).

Ayant déjà effectué une intervention au Cameroun entre 1998 et 2001, ACF est à nouveau présente dans le pays depuis 2014. Alertée par l'afflux massif de réfugiés centrafricains dans l'Est du Cameroun depuis le début de l'année 2014 (suite au coup d'Etat en RCA), et au vu des besoins exprimés, ACF est intervenue dans la Région de l'Est en Nutrition santé dans 4 sites d'accueil de réfugiés centrafricains ainsi qu'au sein des communautés hôtes. L'intervention a contribué à améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des réfugiés centrafricains et populations hôtes mais aussi à renforcer leur résilience psychologique à travers la mise en œuvre de projets de santé mentale et pratiques de soins. Depuis Avril 2015, ACF mène également des interventions en Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence et en Eau Assainissement et Hygiène dans les départements de la Kadey et de la Boumba et Ngoko, ciblant les communautés hôtes et réfugiées. Les activités se sont intensifiées à partir de 2017 avec un focus sur les actions à moyen terme visant l'autonomisation des populations réfugiées et le renforcement des moyens d'existence des populations locales afin d'augmenter la résilience et renforcer la cohésion sociale entre les deux communautés.

Dans la région de l'Extrême-nord, ACF se positionne sur tous ses secteurs d'intervention. En 2016 l'organisation a débuté par des activités d'appui aux centres de santé des Districts Sanitaires de l'ensemble de la Région à l'instar de Goulfey, Kousseri, Tokombéré et Mora. Ces actions en santé visent le renforcement du système de santé et l'amélioration du paquet minimum des activités en soins de santé primaire. A ceci s'ajoute un panel d'activités focalisées

sur l'amélioration des conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et l'assainissement au sein des aires sanitaires concernées. En 2017, ACF a renforcé sa réponse dans la région au travers de projets de développement phares, RESILIAN et RESILAC, mis en œuvre en consortium avec d'autres organisations (PUI, CARE, SI, CRF, URD, CCFD) et pour lesquels ACF assure le leadership. Ces programmes de 4 années chacun visent à renforcer la résilience, la sécurité nutritionnelle et le bien être au sein des communautés bénéficiaires au travers des actions en santé-nutrition, WASH, SAME, santé mentale, plaidoyer et soutien à la gouvernance locale.

Outre les activités traditionnelles, l'organisation s'est positionnée à partir de 2018 sur des actions de réponse d'urgence à travers le RRM mis en œuvre avec PUI ; et plus récemment (2019) sur des initiatives de veille et d'alerte précoce avec SI dans le cadre du projet PRESNAP.

Suite à la dégradation de la situation humanitaire dans les régions du Nord-Ouest/Sud-Ouest, ACF a également débuté en 2018 avec des interventions de cliniques mobiles dans l'optique d'apporter des soins de santé primaire et nutritionnels aux populations affectées dans les zones où les services de santé sont mis à mal et inexistantes.

Au Cameroun, ACF entend donc consolider une stratégie assise à la fois sur les actions d'urgence pour adresser les effets de la crise humanitaire engendrée notamment par la crise du NOSO et la guerre contre Boko Haram, et sur des actions à moyen terme afin d'augmenter la résilience des populations, lutter contre les causes sous-jacentes de la sous nutrition et promouvoir la cohésion sociale.

NIGERIA

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	2020
Budget en €.....	44 106 684
Nombre de salariés.....	558
Nombre de bénéficiaires.....	1 948 445

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. ABUJA
- B. DUTSE
- C. DAMATURU
- D. MAIDUGURI
- E. MONGUNO

A



CONTEXTE

Après plus de dix ans de conflit, la crise humanitaire dans les États du Nord-Est du Nigéria : Borno, Adamawa et Yobe (BAY), reste l'une des plus graves au monde. Caractérisée par des communautés dévastées, des conflits armés, des violations des droits de l'homme et de la dignité humaine, des meurtres, des violences sexuelles et des enlèvements et des déplacements forcés, la crise est principalement une crise de protection.

En 2019, les vagues de déplacements causées par l'insécurité, l'augmentation des attaques des groupes armés non étatiques et les opérations militaires ont entraîné le déplacement de 160 000 personnes, ce qui a amplifié les besoins humanitaires et les risques de protection.

Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est ainsi passé de 1,8 million de personnes au début de l'année 2019 à plus de 2 millions à la fin de l'année. De même, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire est passé de 2,7 millions à 3 millions, 80 % des personnes dans le besoin étant des femmes et des enfants. La situation nutritionnelle est restée préoccupante, 1,1 million de femmes et d'enfants ayant besoin de services nutritionnels immédiats ou d'un traitement contre la malnutrition.

Dans les États de BAY touchés, plus d'une personne sur deux a besoin d'assistance, la grande majorité des personnes se trouvant dans l'État du Borno, dont 80 % de PDI.

Action contre la faim met en œuvre des programmes dans quatre États du Nigéria : Borno, Jigawa, Yobe et Kano. En 2019, ACF a touché environ 1 950 000 personnes dans l'ensemble de ces États.

Nutrition et Santé

ACF Nigeria a continué à s'investir dans des interventions de nutrition et de santé, afin d'atteindre les populations à travers des services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile.

ACF Nigeria poursuit son engagement dans des approches de renforcement des systèmes de santé, qui sont une priorité essentielle des programmes de nutrition et de santé, pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins de la population vulnérable et qu'ils sont résilients. Résolument déterminé à faire en sorte que les interventions en matière de santé et de nutrition atteignent les personnes les plus vulnérables, ACF fournit un ensemble de services de santé de base tels que la supplémentation en micronutriments et les soins pré/postnataux, qui sont essentiels pour briser le cercle vicieux intergénérationnel de la malnutrition.

Eau, Assainissement et Hygiène

En 2019, ACF a continué à fournir un «paquet minimum EAH» conformément à la stratégie «WASH in NUT» pour le Sahel. ACF Nigeria s'efforce de réduire la malnutrition en améliorant l'accès à l'eau potable, l'assainissement de base et la promotion de l'hygiène. Dans le cadre de ses interventions EAH, ACF a fourni des forages alimentés par l'énergie solaire et des latrines améliorées dans les communautés, les écoles et les établissements de santé. ACF a également procédé à des distributions de kits d'hygiène. Le programme EAH d'ACF vise également à aider les communautés à atteindre l'objectif « sans défécation à l'air libre » du Nigeria d'ici 2030. ACF veille également à ce que les approches de genre et de protection soient intégrées dans la programmation EAH en assurant une participation accrue des femmes et des filles dans le processus de prise de décision pour les services EAH dans leurs communautés.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance FSL

ACF continue à jouer un rôle clé dans la lutte contre la faim grâce à ses programmes de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. ACF met en œuvre des programmes qui offrent des solutions aux besoins alimentaires immédiats des personnes déplacées internes,

des personnes vulnérables des communautés hôtes et des populations retournées dans les lieux touchés par la crise dans les États de Borno et de Yobe. S'attaquer aux causes profondes de la faim en traitant les problèmes de production, d'accès et de revenus est au centre de l'approche ACF. La plupart des populations vulnérables ont des possibilités d'accès très limitées aux moyens de subsistance. Elles manquent également de ressources et de connaissances en matière de commercialisation ; elles continuent donc à rencontrer des obstacles pour améliorer la production de denrées alimentaires afin de leur permettre de se remettre des chocs et de la crise.

Protection sociale

Les programmes de protection sociale d'ACF au Nigéria permettent de comprendre et de se familiariser avec les impacts multidimensionnels des programmes de protection sociale. ACF travaille avec le gouvernement à tous les niveaux dans le but de réduire la pauvreté, protéger les personnes contre les chocs et agir directement sur le bien-être pour améliorer la nutrition, les résultats de santé, la prospérité économique, et les moyens de subsistance afin d'empêcher un nouveau déclin vers la pauvreté, tout en promouvant la cohésion sociale et en facilitant les réformes économiques. ACF encourage la protection sociale afin d'améliorer la confiance dans le gouvernement, en particulier dans les représentants élus démocratiquement.

Mécanisme de réponse rapide

Le mécanisme de réponse rapide (MRR) d'ACF au Nigéria répond aux besoins urgents des populations les plus vulnérables du Nord-Est comme les nouveaux arrivants (PDI, retournés). Il est opérationnel depuis 2018 dans le Nord-Est du Nigeria et couvre actuellement 9 sites dans l'État de Borno. L'équipe Santé & Nutrition du RRM effectue des dépistages via les mesures du périmètre brachial (PB), et cible les femmes à travers des formations sur l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) et des groupes de soutien. Le RRM EAH fournit de l'eau potable par camions citernes aux nouveaux arrivants. ACF répond également aux diarrhées aqueuses aiguës en assurant la désinfection, l'hygiène, le déplacement des latrines, la distribution de savons ; ainsi qu'en ciblant les nouveaux arrivants et les populations touchées par des catastrophes naturelles telles que les inondations et les incendies avec des latrines d'urgence et la construction d'abris.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 2006
 Budget en €..... 10 182 854
 Nombre de salariés..... 402
 Nombre de bénéficiaires..... 338 042

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. BANGUI
- B. BOSSANGO
- C. BOUAR
- D. ALINDAO

A



CONTEXTE

La RCA est la deuxième crise humanitaire au monde après le Yémen, au regard de la proportion entre la population totale et les personnes ayant besoin d'aide humanitaire. Le pays est classé à l'avant dernier rang dans le rapport sur l'indice de développement du PNUD, soit 188ème sur 189 pays. Cette crise humanitaire aiguë s'explique par plus d'une décennie de tensions politiques et militaires qui ont affecté tous les secteurs et confronté la population à une crise humanitaire aiguë. La recrudescence de la violence à partir de fin 2017 a plongé la population dans une vague d'insécurité à la suite de la crise de 2013/2014, aggravant les besoins humanitaires de populations déjà vulnérables. Bien qu'un Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) ait été signé entre le gouvernement et les 14 groupes armés le 6 février 2019, la situation humanitaire s'est encore détériorée. Cela s'explique par la persistance d'un sous-développement structurel et d'une situation socio-politique complexe, à l'origine de la crise, qui n'ont pu s'améliorer par la baisse récente des affrontements. **600 000 personnes restent toujours déplacées** internes (12% de la population totale) et environ **600 000 autres se sont réfugiés** dans les pays voisins.

Le nombre de personnes **dans le besoin est de 2,6 millions (57% de la population)** dont **1,7 million en besoin d'assistance aiguë et immédiate** (selon Aperçu des Besoins Humanitaires 2020). Le niveau de pauvreté structurelle s'est davantage aggravé avec la récurrence du déplacement massif des populations et la perte des capacités de production des populations affectées. Les déplacements continus ont aussi un impact sur les familles d'accueil. Les populations non déplacées, elles aussi impactées, sont confrontées à la réduction de la liberté

de mouvements ainsi qu'à la rareté des biens de première nécessité sur le marché.

La malnutrition reste un problème majeur, liée à des causes structurelles (faible accès aux services de santé, indisponibilité de l'eau potable, conditions d'hygiène et d'assainissement inappropriées, insécurité alimentaire, épidémies). La malnutrition est en effet l'une des premières causes de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. Elle continue ainsi d'être un problème majeur de santé publique en RCA. De plus, l'impact de la crise sécuritaire sur les services de santé a limité leur capacité à fournir des soins de base et de qualité et un traitement adéquat aux enfants, femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition. Cette situation est également le résultat d'une capacité très réduite en termes de ressources humaines: en Centrafrique il y a une moyenne de 7,3 personnel sanitaire pour 10 000 habitants (le standard d'Organisation Mondiale de la Santé étant de 23) et le personnel de santé manque souvent de qualifications, notamment dans le traitement de la sous-nutrition. Au niveau des services d'Eau, Assainissement et Hygiène, la RCA fait face à l'absence ou l'insuffisance d'eau potable qui expose la population aux maladies hydriques, surtout les groupes les plus vulnérables (enfants, femmes enceintes et allaitantes, personnes âgées). S'ajoutent à ce contexte préoccupant, des besoins en protection importants pour ces populations traumatisées par des vagues de violences incessantes. Les pratiques néfastes à l'égard des femmes et filles persistent : avec 1 femme sur 4 sujette à la mutilation génitale féminine et 59,7% mariées avant l'âge de 18 ans, la Violence Basée sur les Genre (VBG) est une vraie problématique. Cependant, les hommes et les garçons sont aussi des cibles de VBG.

L'année 2019 a été marquée par une création du département Suivi et Evaluation permettant d'améliorer la qualité et l'impact des interventions d'urgence et de relèvement.

ACF en RCA met en place des projets à travers les secteurs d'expertises suivants : Santé et Nutrition, Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME), Eau, Assainissement et Hygiène (EAH), Santé Mentale et Pratiques des Soins (SMPS), et Plaidoyer.

- Depuis 2014, ACF fait partie du **Mécanisme de Réponse Rapide (RRM en anglais Rapid Response Mechanism)** en RCA en partenariat avec d'autres acteurs humanitaires. En 2019, ACF a publié 25 alertes sur les situations de chocs qui ont affecté les populations et a distribué 15 000 kits d'articles ménagers essentiels à près de 80 000 personnes. Ce mécanisme permet de venir en aide au plus vite aux populations ayant subi un choc (catastrophes naturelles, mouvements des populations suite aux conflits armés, etc.).

- **En nutrition/santé** : A travers son équipe de cliniques mobiles, ACF est intervenu à l'Ouest du pays, ainsi qu'au Sud-Est en assurant la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère, des sensibilisations, des dépistages et référencement des cas dans les zones de crise nutritionnelle, ainsi que le traitement des maladies communes de l'enfant chez les <5 ans. Les cliniques mobiles ont aussi permis le renforcement des capacités des équipes sanitaires locales et leur autonomisation. Les mêmes services sont mis à disposition par ACF dans les zones de Bangui et Alindao. En parallèle, ACF a fait un diagnostic de l'approche de renforcement de système de santé en lien avec le Ministère de Santé Publique dans le but d'apporter un soutien durable et approprié aux structures de santé.

- **En EAH** : Le projet RRM dispose d'un volet de réponse rapide aux urgences en WASH, avec la possibilité de proposer un package de base aux populations affectées par un choc (latrines, douches d'urgence et réhabilitation des points d'eau). La mission dispose aussi d'une équipe WASH Forage Mobile (WFM) qui intervient dans tout le pays en privilégiant les zones d'extrême vulnérabilité pour améliorer l'accès à l'eau des populations privées de toute assistance. En 2019, les équipes sont intervenues dans les localités de Bocaranga (Nord-Ouest du pays), Rafaï, Selim et Bangassou (Sud-Est).

- **En Santé mentale et Pratiques de Soins (SMPS)** : ACF est un des seuls acteurs intervenant dans le secteur SMPS en RCA et en 2019, ACF continue ses programmes

en Pratiques de soins en partenariat avec l'Université de Bangui dans les Unités thérapeutiques nutritionnelles, ainsi qu'à Alindao dans les camps de déplacés internes et sur les axes auprès de la population affectée et traumatisée par la crise de 2017/2018. Une prise en charge en santé mentale a été assurée par ACF à Bangui en lien avec la mise en place d'activités génératrices de revenus par des partenaires. Depuis Mai 2019, ACF a également mis à disposition une équipe de SMPS d'urgence en appui aux réponses rapides du RRM.

- **En sécurité alimentaire** : dans l'Ouham, ACF continue à contribuer à renforcer la résilience et à améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables par la mise en place de plusieurs activités (agroécologie et système de semences, chaînes de valeur, gestion des ressources naturelles, inclusion financière, diversité des aliments). Une étude sur la chaîne de valeur liée à la consommation des chenilles a été menée à Bangui et sera opérationnalisée durant 2020. De plus, afin d'augmenter l'impact de la réponse rapide, ACF a une équipe de Sécurité Alimentaire d'urgence qui vient en aide aux personnes affectées par une crise avec une assistance alimentaire en lien avec le mécanisme RRM.

Projets d'envergure nationale pour affiner les connaissances et capacités d'ACF et de la communauté humanitaire

Un personnel ACF assure la co-facilitation du cluster WASH. Ce co-facilitateur améliore et renforce les capacités et le suivi des 5 sous clusters WASH (Bouar, Bossangoa, Bambari et Kaga-Bandoro) et la coordination des groupes de travail thématiques mis en place par le cluster. ACF continue aux côtés d'autres ONGI, d'être un des acteurs majeurs de la coordination humanitaire ONGI dédiée, en faisant partie du Comité Exécutif du CCO.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	1997
Budget en €.....	13 281 031
Nombre de salariés.....	254
Nombre de bénéficiaires.....	1 263 464

A

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. KINSHASA
- B. GOMA
- C. KALOMBA
- D. TSHIKAPA
- E. BUNIA



CONTEXTE

Depuis plus de 20 ans, la République Démocratique du Congo (RDC) connaît une crise humanitaire aigüe et complexe. Au cours de l'année 2019, les conflits armés se sont particulièrement intensifiés notamment dans les provinces de l'Ituri et du Nord et Sud-Kivu. La persistance des conflits, les tensions intercommunautaires ainsi que le manque de protection des populations sont associés à des niveaux élevés de pauvreté chronique et des déficiences structurelles importantes. Près de 77% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté international de \$1.90 USD par jour et 74% vit dans une pauvreté multidimensionnelle, faisant de la RDC l'un des pays les pauvres du monde. En effet, la RDC se classe au 176e rang sur 189 pays en matière de réduction de la pauvreté avec un score de 0,457 à l'Indice de Développement Humain. Ainsi, en RDC, en 2019, ce sont 15,6 millions de personnes qui ont besoin d'une assistance humanitaire dont 50,8% sont des femmes et filles et 58,5% des enfants.

Les territoires affectés par les conflits armés sont également le lieu de nombreuses violations des droits humains et du droit international humanitaire. Aussi, la prévalence des violences liées au genre reste particulièrement préoccupante, près de 4 600 cas ont été rapportés pour la seule année 2019. Ainsi, la protection des populations dans ces zones, et notamment les questions d'atteintes au droit à la vie, à la dignité et à l'intégrité physique et psychologique des individus constitue un enjeu majeur. La résurgence des conflits armés ainsi que les catastrophes naturelles provoquent des mouvements de population massifs, notamment à l'est du territoire.

La RDC accueille plus de 538 000 réfugiés de pays voisins et compte plus de 5 millions de personnes déplacées, soit la plus grande population de déplacés internes d'Afrique.

La situation humanitaire est également rendue complexe par la prévalence des maladies à potentiel épidémique, notamment dans un contexte où l'accès aux services et infrastructures de base est très limité (soins, eau, hygiène, assainissement, électricité, etc.). En plus des épidémies de choléra et de paludisme, la RDC connaît la pire épidémie de rougeole de son histoire avec, en 2019, plus de 270 000 personnes touchées et plus de 5 000 décès enregistrés – majoritairement des enfants. De plus, depuis août 2018, la RDC est affectée par l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) la plus grave de son histoire ainsi que la 2e plus importante au monde. Au total, en 2019, ce sont plus de 3 000 cas confirmés et plus de 2 200 décès enregistrés.

La RDC est également le deuxième pays au monde au regard du nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire aigüe avec, en 2019, 15,6 millions de personnes affectées. Parmi eux, 11,7 millions sont en phase de crise (Phase 3), plus de 3,9 millions en phase d'urgence (Phase 4) et au total, ce sont 4,7 millions de personnes qui souffrent de malnutrition aigüe sévère. Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitante et les personnes malades sont les plus vulnérables aux différentes formes de la malnutrition du fait de leur situation physiologique et immunitaire. En effet, 35% des causes de décès parmi les enfants de moins de 5 ans sont directement ou indirectement liées à la malnutrition.

Tout au long de l'année 2019, ACF a continué de développer sa capacité de réponse d'urgence aux crises nutritionnelles et à ses causes immédiates, ainsi qu'aux crises humanitaires liées aux déplacements de population, épidémie et catastrophes naturelles. ACF participe aussi à renforcer les capacités de résilience des personnes les plus affectées par l'insécurité nutritionnelle. ACF est un acteur reconnu en RDC pour son expertise, notamment dans les secteurs de la nutrition-santé ainsi que l'eau, l'hygiène et l'assainissement. De fait, ACF travaille en collaboration avec les différentes organisations internationales et les différents organes du gouvernement afin que les problèmes liés à la sous-nutrition en RDC soient mieux pris en compte.

1. Assurer une capacité de répondre aux crises humanitaires en RDC conformément aux standards et principes humanitaires

A travers son programme Pool d'Urgence Nutritionnelle au Congo (PUNC), ACF a conduit, en 2019, 7 études SMART, conclu 4 interventions d'urgence débutées en 2018 et lancé 7 nouvelles interventions d'urgence en 2019. Au total, en 2019, ce sont 84 678 nouveaux bénéficiaires directs qui ont bénéficié de l'assistance du PUNC.

En parallèle, ACF a répondu aux crises humanitaires affectant les provinces du Kasai, du Kasai Central, du Nord-Kivu et d'Ituri à travers ses programmes réguliers. ACF a privilégié une approche multisectorielle, notamment dans les provinces d'Ituri et du Nord-Kivu avec des interventions nutrition-santé liées à des activités WASH. De plus, ACF a développé une réponse multisectorielle d'urgence pour assister les personnes déplacées dans le territoire de Mweso, dans le Nord-Kivu, à travers la mise en place d'un mécanisme de réponse rapide incluant des activités SAME, WASH et SMPS. Enfin, ACF est aussi intervenue à Zongo et Libenge dans la province du Sud-Ubangi en fournissant une assistance rapide aux populations affectées par les inondations.

2. Renforcer les capacités de résilience à l'insécurité nutritionnelle des personnes les plus vulnérables à travers une approche intégrée et multisectorielle

Afin, d'adresser les causes de la sous-nutrition à laquelle se confronte les populations affectées par les crises humanitaires, ACF a développé une approche multisectorielle et intégrée en partenariat avec une organisation locale dans la province du Kasai pour un projet de renforcement de la sécurité nutritionnelle et alimentaire

de 3 ans. En outre, ACF dispose d'un autre financement de 3 ans pour contribuer à renforcer durablement la résilience à l'insécurité nutritionnelle des populations de la province du Kasai Central. ACF a aussi développé des activités de distributions alimentaires dans ses trois zones d'intervention ; Ituri, Nord-kivu et Kasai.

En 2019, ACF a également conclu une étude sur la résilience nutritionnelle dans la province du Kwango touchée par des crises nutritionnelles récurrentes et particulièrement alarmantes. Cette étude a permis de mieux comprendre les déterminants de la malnutrition, les barrières comportementales des communautés ainsi que les vulnérabilités spécifiques associées au genre. Cette analyse a aussi été l'occasion de proposer des options de réponse spécifiques au contexte permettant de s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition dans cette zone.

3. Influencer sur les acteurs clés et renforcer leur capacité à répondre à l'insécurité nutritionnelle en RDC au niveau local au niveau national

ACF est un acteur majeur sur les plateformes de coordination nationales en RDC. En effet, ACF est notamment co-facilitateur du Cluster national WASH et membre du conseil exécutif du Forum des ONGI. ACF a également activement participé aux plaidoyers collectifs des ONGI. ACF travaille aussi en étroite collaboration avec les services techniques du gouvernement aux niveaux national et local, notamment avec le PRONANUT, le programme national de nutrition du Ministère de la Santé et les autorités sanitaires provinciales et les bureaux centraux des zones de santé. Grâce à une expertise technique reconnue en nutrition-santé et la légitimité acquise en travaillant au plus près des populations, ACF vise à renforcer les capacités des acteurs impliqués dans le domaine de l'insécurité nutritionnelle en RDC et contribue à porter les voix des personnes affectées par l'insécurité nutritionnelle.

TCHAD

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 1982
 Budget en €..... 8 969 973
 Nombre de salariés..... 293
 Nombre de bénéficiaires..... 513 258

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. N'DJAMENA
- B. MAO
- C. MOUSSORO
- D. BAGASSOLA
- E. GORE

A



CONTEXTE

Le Tchad continue à faire face à des défis sécuritaires importants émaillés de la présence des groupes armés dans la province du Lac Tchad et dans la partie nord du pays et des conflits intercommunautaires qui occasionnent des déplacements de populations à l'Est et au Lac. Trois crises humanitaires majeures affectent près de 6,3 millions de personnes représentant près de 40% de la population dans un contexte de sous- développement et de pauvreté. Il s'agit de l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les mouvements de population et les urgences sanitaires. Ces crises ont des conséquences sur le bien-être physique et mental, les conditions de vie et, de manière transversale, à la protection de la population.

Près de 4,6 millions personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire parmi lesquelles 1,8 million sont dans la phase sévère et nécessitent une assistance alimentaire d'urgence. La malnutrition reste préoccupante et en stagnation avec une prévalence de 12,9% de malnutrition aiguë globale affectant près de 3,9 millions de personnes.

Les urgences sanitaires sont récurrentes et affectent près de 2 millions de personnes dans l'ensemble du pays. Le pays fait face aux maladies épidémiques dont celle de rougeole depuis mai 2018 affectant 119 districts sanitaires

sur les 126 que compte le pays ; le choléra a été déclarée dans les provinces de Mayo-Kebbi Est et Mayo-Kebbi Ouest avec 97 cas dont 4 décès notifiés au 17 novembre 2019. La prévalence d'autres maladies (méningite, paludisme, tétanos néo natal, les infections respiratoires aiguës, ...) est élevée et accroît le taux de mortalité qui est de 133 pour 1 000, un taux parmi les plus élevés au monde. Cette situation est justifiée par des causes structurelles et conjoncturelles dont la faiblesse du système sanitaire, la faible couverture vaccinale, les pratiques culturelles néfastes, le faible pouvoir d'achat dû à la situation économique difficile, les déplacements de longue durée des populations réfugiées, retournées et déplacées internes, etc.

Environ 761 000 personnes sont en déplacement au Tchad dont 468 047 réfugiés, 170 803 déplacés internes et 116 707 retournés nécessitant l'assistance humanitaire multisectorielle et des solutions durables pour leur intégration socio-économique.

La situation politique reste dominée par des dissensions autour de l'organisation des élections législatives prévues pour décembre 2020 dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme institutionnelle consacrée par la constitution de la 4ème république adoptée en mai 2018.

ACTIVITÉS

La stratégie d'Action Contre la Faim au Tchad se décline sur 3 grands axes :

- Contribuer aux réponses aux crises et urgences humanitaires sur l'ensemble du territoire tchadien.
- Contribuer au renforcement de la sécurité nutritionnelle des populations en dressant les causes immédiates et sous-jacentes de la sous nutrition et en améliorant l'accessibilité aux

services de base

- Soutenir les enjeux structurels liés à la sécurité nutritionnelle des populations

ACF intervient dans les domaines de la nutrition et de la santé, des pratiques des soins et de la santé mentale, de la sécurité alimentaire, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et du plaidoyer afin de rompre le cercle vicieux de la faim. En 2019, Action Contre la Faim a mis en œuvre les activités suivantes :

En Nutrition et Santé, ACF est intervenue dans les trois provinces du Kanem, du Bahr El Gazel et du Logone Oriental. En plus des activités classiques de renforcement du système de santé pour une meilleure prise en charge de la malnutrition et des pathologies de l'enfant et pour un meilleur suivi et prise en charge des femmes enceintes et allaitantes, ACF a expérimenté des méthodologies visant à la pérennisation des activités à travers l'intégration de la PCIMA dans les consultations de routine, l'intégration de l'UNT dans les services de pédiatrie et la transformation d'une UNT de Mao en « Centre de jour » pour prise en charge de la MAS avec complications. L'année 2019 a été aussi marquée par l'expérimentation réussie de plusieurs approches communautaires visant le changement de comportement et l'autonomisation de la communauté, comme la prise en charge communautaire des maladies de l'enfant par les agents sociaux communautaires (iCCM), l'initiative « école des maris » et enfin l'approche Care group.

En Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, ACF est intervenue dans les quatre provinces du Kanem, du Bar El Gazel, du Logone Oriental et du Lac en apportant des réponses urgentes aux populations les plus vulnérables en terme d'insécurité alimentaire et des actions de résilience face aux chocs récurrents à travers la restauration des actifs productifs. L'année 2019 a été marquée par l'expérimentation de nouvelles approches comme la mise en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit, combinée à des Activités Génératrices de Revenus Collectives avec leur impact en terme de dynamique organisationnelle, et de changements économiques et sociaux. Les projets de résilience ont permis la mise en place d'initiatives orientées vers une agriculture durable comme les aménagement hydro agricoles et systèmes solaires d'irrigation, les « Champs Ecole Paysan » en lien avec les techniques culturelles et culture innovante et enfin l'agroécologie en lien avec la pratique de lutte contre l'ensablement la lutte biologique sur les cultures par la technique des haie vives.

En Eau, Assainissement et Hygiène, ACF a eu des interventions différentes selon le contexte. Au niveau de la province du Lac, ACF a apporté une réponse aux urgences des réfugiés et des personnes déplacées (EAH et NFI). Au niveau de la province de Mayo Kebbi EST, ACF a apporté une réponse WASH à l'épidémie de Choléra. Dans les provinces du Bahr El ghazel et du Kanem, ACF a apporté un appui à la prévention et au traitement de la malnutrition aigüe sévère à travers la mise en œuvre du paquet d'intervention WASH in Nut au niveau des centres nutritionnels. ACF a également œuvré à l'amélioration de la situation des communautés villageoises en matière d'assainissement et d'hygiène à travers l'approche ATPC.

En Santé Mentale et Pratique de Soins, Au niveau du Lac, ACF a apporté un soutien psychosocial aux populations affectées par la crise du Lac Tchad en accompagnement au renforcement de leurs capacités d'insertion socio-professionnelle. Dans les deux provinces du Kanem et du Logone, ACF a assuré un accompagnement psychoéducatif des couples mère-enfant à l'aide de thérapies de groupe et individuelles dans le cadre de la prise en charge de la MAS.

En Gestion des risques et des catastrophes, ACF a mené en 2019 au niveau du Kanem et du Bahr el Gazel, des activités visant à prévenir et à anticiper les risques, comme la mise en place d'un système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences (SCAP-RU) en complément au Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte Précoce (SISAAP) déjà disponible au niveau national et régional. Cette activité est menée en collaboration avec les associations d'éleveurs-agriculteurs, et les acteurs institutionnels. ACF a également mis en œuvre la méthode de la Planification Participative de Scenario (PSP), qui consiste à un mécanisme d'informations participatif sur les prévisions climatiques en l'occurrence pluviométriques. Cette action a été faite en partenariat avec les services météorologiques de l'état, qui ont formé les agriculteurs et ont mis à leur disposition le matériel de mesure de la pluviométrie.

ACF a mis l'accent sur le développement de partenariats avec les cinq ONG locales :ARDEK, SECADEV, CHORA, SOS Sahel, et AIDER. Des activités innovantes en sécurité alimentaires sont mises en place avec ces ONG, et un renforcement réciproque est entamé. Un renforcement des capacités est initié pour une plus grande capacité d'absorption de nouvelles activités mais aussi pour mener des plaidoyers et communiquer conjointement sur les sujets qu'ils souhaitent porter à la connaissance de l'opinion et des décideurs.

ACF a mis progressivement en place un mécanisme de plaintes et de feedback (CARM) inexistant les années précédentes, ce qui a permis de donner la parole aux bénéficiaires, de renforcer la redevabilité aux parties prenantes et de faire un suivi de l'image qu'ACF a auprès de ses bénéficiaires et parties prenantes.

RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE AUSTRALE

Ces deux régions offrent un tableau contrasté, certains pays s'enfonçant dans des crises humanitaires et d'autres connaissant une relative stabilité.

Ainsi au Sahel, le Burkina Faso a connu en 2019, une évolution exponentielle de la situation sécuritaire : une montée en puissance des groupes armés non-étatiques tant au sein des groupes djihadistes dont les troupes se sont renforcées et ont accru leur territoire d'influence qu'au sein des milices populaires d'autodéfense en support aux forces de sécurité nationales. La détérioration de la situation sécuritaire s'est traduite par un bilan humanitaire fortement dégradé au cours de l'année écoulée : début 2020, près de 766 000 personnes avaient été contraintes de fuir leur domicile et on estime à 2,2 millions le nombre de personnes ayant besoin d'assistance immédiate.

Le Zimbabwe a été violemment frappé par les cyclones Idai et Kenneth, par deux saisons consécutives de sécheresse et par une crise financière majeure depuis juillet 2019 avec la suspension de la convertibilité de la monnaie locale en devises.

Face à cette diversité de contextes, ACF a joué un rôle prééminent dans la réponse aux urgences : au Burkina Faso, avec la mise en place d'un mécanisme de réponse rapide aux déplacements de population dans

les régions de l'Est et du Centre-Nord ; au Zimbabwe, à Madagascar – frappé par des crises récurrentes dans le Grand sud, ainsi qu'au Mozambique, frappé tout comme le Zimbabwe par le cycle Idai – et a d'autre part poursuivi sa transition vers la résilience et le renforcement des systèmes.

Sur l'ensemble des pays de la zone, ACF a travaillé de façon innovante . En premier lieu, cela s'est traduit par le renforcement de partenariats stratégiques avec les sociétés civiles nationales, par exemple au Zimbabwe, où la préparation des partenaires a constitué la pierre angulaire de notre capacité de réponse, ou en Sierra Leone, où ACF a également développé des partenariats avec des entreprises privées locales dans le cadre de projets de chaîne de valeur.

Par ailleurs, 2019 a été marqué par le renforcement de la programmation en milieu urbain. A Abidjan, en Côte d'Ivoire, ACF accompagne un ambitieux projet d'assainissement urbain en prenant en charge la dimension de redevabilité sociale. A Madagascar, ACF a renforcé sa présence dans les bidonvilles d'Antananarivo. Un projet régional de renforcement des systèmes de santé en Côte d'Ivoire, Libéria et Sierra Leone illustre également ce positionnement.

BURKINA FASO

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 2008
 Budget en €..... 5 385 850
 Nombre de salariés..... 111
 Nombre de bénéficiaires..... 645 540

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. OUAGADOUGOU
- B. BOGANDÉ
- C. DIAPAGA
- D. PAMA
- E. FADA
- F. ORODARA

A



CONTEXTE

La situation sécuritaire et humanitaire qui s'est détériorée depuis 2018 et a continué de se dégrader en 2019. L'année 2019 a été particulièrement violente, provoquant une augmentation sans précédent des besoins humanitaires » (OCHA 2020). Les zones les plus affectées sont les régions du Nord, Sahel, Boucle du Mouhoun, Centre Nord et l'Est. « Cette dégradation a entraîné un accroissement substantiel des déplacements internes et aggravé l'accès déjà très limité aux services sociaux de base dans un contexte d'extrême pauvreté dans ces localités. En 2019, plus de 620 000 personnes étaient directement affectées par l'insécurité dont 490 000 avaient immédiatement besoin d'une assistance alimentaire, nutritionnelle, sanitaire et en éducation pour sauver leurs vies.

En plus de cette situation de déplacement massif des populations (560 033 personnes déplacées internes au mois de décembre 2019), l'analyse du cadre harmonisé de novembre 2019 indique qu'au niveau national 1 786 629 personnes seront en insécurité alimentaire à la période de soudure 2020 (juin-août). La situation nutritionnelle, malgré une relative baisse comparée à 2018, reste toujours préoccupante dans l'ensemble du pays avec un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 8,1% et un taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) de 1,1% chez les enfants de 6-59 mois (SMART 2019). Dans la région de l'Est, les résultats de la SMART de 2019 indiquent une prévalence de 7,5% [6,4-8,8%] de MAG et 0,8% [0,5-1,4%] de MAS.

Les réalisations de 2019 se sont poursuivies dans le cadre du plan stratégique pays. La mission du Burkina au regard du contexte s'est orienté davantage dans des projets d'urgence tout en maintenant ces projets de développement.

1. **Mitiger les conséquences de l'insécurité nutritionnelle par le renforcement des systèmes de santé pour intégrer efficacement les maladies de l'enfance et la santé reproductive :**

La mission du Burkina a poursuivi ses activités de santé-nutrition dans le cadre du projet PADI dans les Hauts Bassins. Ce projet est appuyé par un projet de plaidoyer (Confluences) qui vise à renforcer les capacités de la société civile dans le plaidoyer en faveur de la nutrition. Le renforcement du système de santé (RSS) a pris un essor avec un projet spécifique dans le district sanitaire de Orodara avec une composante plaidoyer focus sur le financement et les RH. Au niveau de l'Est, le projet RESIANE qui prend fin en janvier 2020 a mis l'accent sur la capitalisation des acquis en matière de SURGE.

La mission Burkina, s'est impliquée davantage au sein des groupes sectoriels et très récemment dans les clusters en vue d'apporter son expertise en matière d'approches multisectorielles.

2. **Répondre aux causes d'insécurité nutritionnelle des populations par un accès accru à la nourriture, à l'eau potable, aux revenus et l'amélioration des bonnes pratiques de soins**

Le contexte sécuritaire avec son corollaire de déplacés a amené la mission à initier des projets d'urgence. ACF est lead du consortium RRM avec SI, DRC et HI. Ce projet permet d'apporter une réponse rapide dans les secteurs Abris/NFI, WASH, Protection et soutien psychosocial aux populations déplacées et leurs familles hôtes. Un projet d'appui aux formations sanitaires affectées par la crise a été mis en œuvre avec le financement de SIDA avec

une composante de prévention et gestion des conflits. La mission a collaboré avec le PAM pour un projet d'assistance alimentaire au profit des personnes déplacées internes (PDI).

Des projets ont été élaborés avec UNICEF pour la distribution de kits WASH, des interventions en santé nutrition et Wash in Nut. Ces projets seront mis en œuvre en 2020 au profit des populations de l'Est.

En plus des projets d'urgence, des projets de développement sont mis en œuvre pour renforcer les capacités des populations à améliorer leurs productivités soit à travers la formation, l'appui à la production (intrants, équipements, aménagement de basfonds), le renforcement des organisations et groupements (Activités Génératrices de Revenu (AGR), accès au marché).

3. **Rendre durable la résilience des communautés aux chocs et catastrophes naturelles par la mise en place de mécanismes locaux participatifs de surveillance, de gestion des risques et de réponses aux désastres et crises**

Le renforcement de la résilience des communautés occupe une place importante dans la stratégie pays. Le projet PADI dans les Hauts Bassins a mis l'accent sur les différentes études de vulnérabilités et de capacités des populations, à la cartographie des zones à risque et à leur délimitation. Au niveau de RESIANE dans l'Est, il s'est agi de faire le point sur les fonds de contingence et de responsabiliser davantage les collectivités territoriales dans la prévention et gestion des risques. Un projet de surveillance pastorale a été lancé avec VSF et permettra d'étendre les sites sentinelles pour un meilleur maillage de la région en matière de collecte de données sur le pastoralisme.

Avec l'appui du siège, la mission a élaboré son plan de préparation et réponse aux urgences (PPRU). Ce plan a identifié les principaux risques, les actions de veilles et de préparations. L'opérationnalisation de ce plan est prévue en 2020.

CÔTE D'IVOIRE

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	2002
Budget en €.....	790 717
Nombre de salariés.....	36
Nombre de bénéficiaires.....	474 148

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. ABIDJAN
- B. DISTRICT DES MONTAGNES



CONTEXTE

Situation politique : La Côte d'Ivoire est redevenue stable depuis la fin du conflit armé post-électoral de 2010-2011. Cependant, l'approche de l'élection présidentielle suscite quelques incertitudes. En effet, les récentes tensions au sein de la coalition au pouvoir, le RHDP¹, ont abouti au retrait du PDCI² et à la démission du président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro. Ce dernier est aujourd'hui sous mandat d'arrêt. Aussi, l'ancien président Laurent Gbagbo, acquitté par la CPI et libéré sous conditions, pourrait participer au scrutin présidentiel selon le résultat du procès en appel. Par ailleurs une nouvelle commission électorale indépendante (CEI) chargée d'organiser les prochaines élections, a été mise en place à la suite des discussions entre le gouvernement et une partie de l'opposition. Les affrontements intercommunautaires du mois de mai dans le centre du pays et l'arrestation récente d'opposants politiques suivis d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants font craindre une montée des tensions politiques à l'approche du scrutin d'octobre 2020.

Situation économique : Depuis 2011, l'économie ivoirienne a progressé à un rythme moyen de 8 % par an ; ce qui en fait l'une des plus dynamiques d'Afrique. La croissance du PIB qui a ralenti en passant de 10,1 % en 2012 à 7,7 % en 2017 est restée stable à 7,4 % en 2018 et 7,5 pour 2019. Cependant, le pays doit relever un double défi : maintenir un rythme de croissance rapide tout en favorisant une croissance plus inclusive.

A

Situation sociale et enjeux de développement : En dépit de la performance économique de la Côte d'Ivoire le taux de pauvreté est resté élevé (46,3%). Le pays se trouvait au 170e rang sur 189 pays dans le rapport 2018 du PNUD sur l'indice de développement humain et possède un faible indice de capital humain (0,35) selon le classement de la banque mondiale. Malgré des efforts récents, la Côte d'Ivoire demeure l'un des pays du monde où les inégalités de genre sont les plus marquées. Au niveau de l'accès à l'éducation, près d'une femme sur deux (51%) et un peu plus d'un homme sur trois (36%) n'ont aucun niveau d'instruction. On note également que quel que soit le niveau, les hommes sont plus instruits que les femmes : les filles représentent 49,3% dans le préscolaire, 44,8% au primaire, 38,4% au secondaire et 29% au supérieur. Le revenu moyen des femmes ne représente que 51% de celui des hommes. Selon la BAD, la part cumulée des emplois vulnérables et des chômeurs dans la population active atteint entre 70 et 90% (78,9% pour les femmes contre 64% pour les hommes). Par ailleurs, les indicateurs de santé sexuelle et reproductive sont préoccupants. La prévalence contraceptive chez les jeunes est de 13,9%. Le taux de mortalité maternelle s'élève à 614 pour 100 000 naissances vivantes contre 546 pour l'Afrique Sub-saharienne. La nutrition constitue également un enjeu de santé publique. La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans est de 12,8% par rapport au seuil acceptable de l'OMS (<10%). Le taux de malnutrition chronique est de 21.6%, 6% pour la malnutrition aigüe globale et 23,6% pour l'allaitement maternel exclusif (MICS 2016). Le gouvernement s'est engagé, à travers

1 - RHDP : Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix
2 - PDCI : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire

le Plan National Multisectoriel de Nutrition 2016-2020 à mutualiser les efforts de tous les secteurs et parties prenantes pour améliorer les indicateurs d'ici 2020. L'amélioration de l'accès et de la qualité des services sociaux de base et l'employabilité restent parmi les

principaux enjeux de développement. Le pays gagnerait à mieux redistribuer les fruits de sa performance économique aux plus vulnérables, à intégrer davantage les femmes dans l'économie et à développer son capital humain afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail.

ACTIVITÉS

Santé et nutrition : Les interventions de renforcement du système de santé ivoirien se sont poursuivies avec le démarrage du programme de renforcement des systèmes et services de santé (PROSSAN). Ce programme, cofinancé par l'AFD vise à améliorer la santé des populations les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes adolescents et les enfants de moins de 5 ans dans 17 Etablissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC), des quartiers précaires d'Abidjan. D'une durée de 3 ans, il consolidera et étendra les acquis du PARSSI sur la stratégie communautaire à travers les cercles d'échanges, les points d'écoute, classes de soutien des mères, des maris et des adolescents. Cette approche vise à renforcer l'implication des communautés dans la gestion des centres de santé et la réalisation d'activités foraines de prévention et de promotion de la santé. Outre, le renforcement des capacités des professionnels de santé, 03 centres de santé ont été réhabilités, et 02 points d'écoute de jeunes en situation de détresse psychologique créés.

Le PROSSAN a également soutenu le développement et la promotion de l'application mobile « E-Santé Jeunes ». Ainsi, en collaboration avec le programme national santé scolaire et universitaire-santé adolescent et jeune (PNSSU-SAJ), 92 professionnels de santé ont été formés sur l'animation de la plateforme en ligne et les exigences liées.

Sous financement de la banque mondiale, l'Etat ivoirien a retenu ACF pour l'exécution du projet multisectoriel de

nutrition et de développement de la petite enfance (PMNDPE) dans 05 Sous-Préfectures du nord du pays. Ce projet qui a démarré en septembre 2019 vise l'implémentation de 27 foyers de renforcement des activités nutritionnelles communautaires (FRANC)

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) : ACF poursuit l'assistance-conseil dans le cadre du programme prioritaire d'assainissement et de drainage du District d'Abidjan financé par l'AFD. L'appui d'ACF consiste à proposer une stratégie d'atténuation des impacts sociaux, environnementaux et de sécurité induits par les travaux.

Plaidoyer : La mission poursuit ses activités de renforcement des organisations de la société civile sur le plaidoyer en faveur de la nutrition dans le cadre du Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) La plateforme des OSC engagées pour la nutrition, soutenue par ACF, est reconnue comme un acteur majeur au niveau national et international. Elle contribue aux débats nationaux et à l'élaboration des documents stratégiques sur la nutrition. Aussi, ACF a amorcé un processus de positionnement sur la santé sexuelle et reproductive.

Perspectives 2020 : Deux projets dont les financements ont été obtenus démarreront en 2020. Il s'agit d'un projet d'agriculture urbaine hors sol biologique et d'un projet d'élaboration de guides pratiques d'intégration transversale de la nutrition dans les projets d'agriculture, foresterie, pêche et élevage.

LIBERIA

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	1990
Budget en €.....	848 887
Nombre de salariés.....	14
Nombre de bénéficiaires.....	235 739

A

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. MONROVIA
- B. GRAND CAPE MOUNT
- C. COMTÉ DE BOMI
- D. COMTÉ DE BONG
- E. COMTÉ DE MARGIBI
- F. COMTÉ DE MONTSERRADO



CONTEXTE

Avec près de 5 millions d'habitants, le Liberia, pays côtier d'Afrique de l'Ouest, est classé au rang 176/189 pour l'indice de développement humain 2019. Si depuis 2000, le Liberia a vu cet indice augmenter de 10,2%, néanmoins plus de la moitié de la population vit avec moins de 1.9 US dollar par jour. Parmi ceux qui se situent au-dessus de ce seuil, il grande partie est sujet à la précarité en matière de santé, d'éducation et qualité générale de vie.

Sur le plan économique, la récession de 2018 (conséquence de l'épidémie du virus Ebola ayant entraîné le départ de plusieurs investisseurs internationaux) a laissé la place à une crise économique prolongée, à la source des tensions politiques et sociales qui ont secoué le pays à partir de l'été 2019. En août, l'inflation a atteint 31.3% et le dollar libérien a atteint son niveau de plus bas, réduisant les espoirs de reprise économique. Le niveau de vie s'est rapidement dégradé et la population tient difficilement le choc: augmentation rapide du coût de la vie, baisse des salaires, licenciements, quasi-absence de services publics et multiple suspicions de corruption, terreau idéal de ressentiment populaire. Des manifestations ont rythmé les mois du dernier semestre 2019, notamment à Monrovia, avec pour cible première le gouvernement de George Manneh Weah, élu président en 2018 sur un programme social anti-pauvreté ; un mandat complexe au vu de la situation. En cette fin d'année, le gouvernement a signé un accord avec le FMI afin de renforcer la mise en œuvre de ses mesures sociales et réduire l'inflation, avec pour objectif

un retour à la croissance économique.

Le retard de croissance et la malnutrition chronique restent un problème de santé publique persistant au Liberia. En 2019, 38,4% de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire. Des efforts devraient être accomplis : le programme national 2018-2023 pour la prospérité et le développement incluant la nutrition dans le premier pilier de l'agenda, l'objectif national consistant à réduire le retard de croissance à 22% d'ici 2023.

Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est confronté à une faible gouvernance, à un manque de capacités, de ressources et de financements qui entravent l'accès à une eau et à un assainissement durable pour les populations. Selon les dernières statistiques de Last Well (2019), il y a encore ¼, soit un million de Libériens qui ne bénéficie pas encore d'un accès à l'eau potable, et seulement 17% ont accès à des installations sanitaires de base ; ce dernier chiffre chute à 6% en zones rurales. D'un point de vue sanitaire, si le taux de prévalence du VIH diminue nettement et la crise Ebola est passée, les maladies diarrhéiques restent la deuxième cause de décès chez les enfants. Sur l'ensemble des décès dus à une eau inadéquate, jusqu'à 90 % sont des enfants de moins de cinq ans. La conférence annuelle sur la santé s'est tenue en décembre, et en ressort l'objectif indispensable d'un renforcement du système de santé.

D'après le rapport 2019 de la FAO, si les marchés sont fonctionnels et l'approvisionnement adéquate, 86,2%

de la population est considérée en situation d'insécurité alimentaire chronique modérée ou grave.

Enfin, en ce qui concerne les inégalités de genre, le Libéria se classe dans le top 10 des pays du monde les moins bien classés selon l'Indice d'inégalité de genre, avec la place de 181e sur 189 pays. Cette inégalité est

particulièrement manifeste dans le domaine de la santé, où les femmes ne disposent pas d'un accès suffisant à l'information, aux revenus nécessaires et au matériel médical de base, et cet écart se creuse davantage pour les femmes vivant en milieu rural.

ACTIVITÉS

En nutrition, l'année 2019 s'est ouvert sur la clôture concluante du projet d'amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations, effectué en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance et la Division de la Nutrition du Ministère de la Santé. En matière de nutrition et santé, l'engagement d'Action contre la Faim s'est poursuivi par la mise en œuvre d'un projet d' « Interventions directes en matière de nutrition » dans huit comtés ciblés sur les 15 comtés du pays, avec pour but l'amélioration de l'état nutritionnel des femmes et enfants, et ce par la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles directes dans tous les établissements de santé du GOL et dans les communautés. Le renforcement du système de santé Libérien et des services de santé au niveau des comtés est également porté par un important projet régional mise en place par Action contre la Faim et financé par l'AFD (2019-2022), à l'échelle du non seulement du Libéria, mais également de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone. Ce projet régional a débuté vers la fin de 2019 et se poursuivra jusqu'à la mi-2022. Il devrait permettre d'améliorer les services de santé et les comportements communautaires de recherche de soins, ce qui contribuera à la réduction de la mortalité maternelle et infantile dans les zones cibles du comté de Montserrado. Au Liberia, le projet mettra l'accent sur la santé des jeunes et adolescents.

Des interventions en eau, hygiène et assainissement (EAH) ont été menées dans divers districts du pays, grâce à deux projets. Dans le comté de Montserrado, une vingtaine de points d'eau, dans des écoles et communautés, ont été réhabilités, pour permettre, associé à la formation de comités de promotion de l'hygiène dans les écoles et communautés, de promouvoir de bonnes pratiques d'hygiène. Ces activités se sont poursuivies à partir de l'été 2019, lorsqu'Action contre la Faim a entamé un nouveau projet EAH dans les zones rurales du Montserrado avec pour objectif de réduire les maladies liées à l'eau en travaillant à l'augmentation de la

couverture en eau et l'accès à l'assainissement, notamment par la construction de puits et latrines dans les communautés et écoles. ACF est également lead d'un Consortium EAH de 4 autres ONG internationales (Concern, WaterAid, Oxfam, tearfund), et a entamé en septembre 2019 la partie recherche formative de ce programme, avec une phase initiale de 9 mois. Les résultats de la phase de recherche formative devraient former le prochain programme - qui pourrait s'étendre sur 5 ans.

En collaboration avec l'Alliance de la société civile SUN au Libéria (SUNCSAL), Action contre la Faim a poursuivi son travail de plaidoyer nutrition, un projet financé par l'UNOPS. Cette collaboration a pour but de renforcer la coordination entre les partis prenants du domaine de la nutrition, de contribuer à l'amélioration des politiques, d'encourager le gouvernement à investir davantage dans le domaine de la nutrition et de l'inciter à rendre compte de ses engagements nationaux et internationaux. Concrètement, ACF a facilité les réunions trimestrielles et les assemblées générales des organisations de la société civile SUN, permettant un renforcement de leurs capacités organisationnelles. S'en est suivie une décentralisation de ces réunions dans quatre comtés (Bomi, Grand Cape Mount, Grand Bassa et Margibi). En juillet 2019, après un travail en amont de définition de poste, un Chargé de plaidoyer entièrement dédié à l'implantation du projet et au soutien du point focal SUN a été recruté avec succès. A travers la Plateforme Multisectorielle (MSP) - un forum qui rassemble tous les piliers du mouvement SUN - les ministères et agences responsables des secteurs de la nutrition sont maintenant pleinement impliqués dans le programme SUN. Action contre la Faim a obtenu la prolongation du projet jusqu'en mars 2020, avec pour objectif de soutenir la stratégie de durabilité de SUNCSAL qui renforcera ses fonctions à long terme.

MADAGASCAR

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	2011
Budget en €.....	2 579 855
Nombre de salariés.....	103
Nombre de bénéficiaires.....	81 186

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. ANTANANARIVO
- B. RÉGION DE ATSIMO ANDREFANA
- C. RÉGION DE ANOSY

A



CONTEXTE

Madagascar est classé 161ème sur 189 pays, avec un Indice de Développement Humain de 0,519, selon le Programme des Nations unies pour le Développement en 2019, avec plus de 77 % de la population vivant sous le seuil de la pauvreté. Les crises sociales récurrentes et notamment la crise politique de 2009, ont largement restreint la capacité socioéconomique des populations, affaiblissant leurs moyens de subsistance et renforçant les vulnérabilités existantes. Les élections démocratiques de fin 2018 ouvrent la voie vers une stabilité politique.

63 % de la population sont des agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance dont la productivité agricole est freinée par les chocs liés au climat et la dégradation des ressources naturelles. Madagascar est classée 8ème

sur 180 pays le plus vulnérable aux effets du changement climatique, tels que les cyclones, inondations et épisodes de sécheresse.

Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans s'élève à 62/1000, dont 48/1000 décèdent dans la première année de leur vie, et 56 % des décès sont attribuables à la malnutrition. L'insécurité alimentaire chronique touche toutes les régions du pays et principalement les régions sud. Environ 33 % de la population était sous-alimentée en 2014/2015 (soit 8 millions de personnes). Plus de la moitié de la population malgache perçoit un revenu inférieur au coût du régime alimentaire nutritif minimal et près d'un enfant sur deux (42 %) est malnutri chronique (MICS 2018). Madagascar est le 4ème pays au monde souffrant le plus de la faim en 2019 (selon l'indice de la faim).

Le sud de Madagascar est plus particulièrement vulnérable, avec un climat semi-aride, il est exposé à des sécheresses sévères et récurrentes. La situation est aggravée par le déficit de précipitations observé en 2015 et 2016 (25-55 % en dessous des précipitations normales en saison des pluies) amplifié par le phénomène El Niño le plus puissant de ces 35 dernières années, ayant entraîné la perte de 90 % des récoltes et plaçant plus de 60 % de la population en insécurité alimentaire.

A Madagascar, l'intervention d'Action contre la Faim est concentrée sur une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition. Les interventions en Santé et Nutrition d'Action contre la Faim s'articulent autour du modèle R2S (Renforcement, Soutien et Substitution) qui a pour but de renforcer le système de santé, de le préparer et de l'aider à gérer les chocs de manière simultanée (continuum).

Dans le cadre de mise en œuvre de la PNAN¹ III, ACF poursuit ses activités au Centre d'Accompagnement Social et d'Appui Nutritionnel (CASAN) pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes en milieu urbain à travers une prise en charge de la malnutrition aiguë et une prise en charge psychosociale de qualité, ainsi que la supplémentation en nutriments des adolescentes des fokontany d'intervention du CASAN. ACF intervient également dans la région Itasy dans 28 communes par la mise en œuvre du programme national PARN² de lutte contre la malnutrition chronique. ACF intervient également en consortium dans la mise en œuvre du projet Tambatra, en périphérie d'Antananarivo, de prévention du retard de croissance par la mise en œuvre d'un large paquet d'interventions multisectorielles de nutrition, santé, EAH, et sécurité alimentaire

En réponse à la sécheresse dans le Grand Sud, la lutte contre la malnutrition s'est faite au travers d'une programmation transversale multisectorielle, c'est-à-dire que la prise en charge des populations malnutries s'est accompagnée d'activités en eau, hygiène et assainissement (construction, réhabilitation de points d'eau, promotion de l'hygiène), de renforcement de la sécurité nutritionnelle des bénéficiaires (appui aux activités maraîchères de groupes de femmes), et le déploiement d'équipes mobiles PECMA (Prise en charge de la malnutrition aiguë) et PCIME (Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant) dans les communes en état d'urgence ou d'alerte et ce dans le but d'augmenter l'accès des populations vulnérables aux services de santé et de nutrition

Dans la région Atsimo Andrefana, en partenariat avec l'ONG malgache ASOS, ACF a mis en place des activités de marketing social pour la promotion de l'hygiène. Un plan de renforcement des systèmes de santé a également été établi pour les districts de Tulear I, Tulear II, et Betioky, sous le leadership du Ministère de la Santé et avec l'ensemble des partenaires.

Action contre la Faim met en œuvre un projet de Réduction de Risques et Catastrophes (RRC) de deux ans, conjointement

avec WHH, pour renforcer les capacités des communautés locales à se préparer et répondre aux risques climatiques (cyclones et inondation) par une approche inclusive et intégrée dans la région de Tuléar (ECHO). Afin de renforcer le système national d'alerte précoce de la sécheresse dans le grand sud, ACF a initié et fait le suivi hydroclimatique par la mise en place de sondes piézométriques et de stations météo dans le Grand Sud, en partenariat avec l'Université d'Avignon et les Universités d'Antananarivo et de Tulear.

Action contre la Faim Madagascar travaille dans une volonté réelle de partenariat et d'échange réciproque avec les associations et ONG nationales dans l'objectif de contribuer à un développement d'expertise national et un renforcement de la société civile malgache. ACF apporte ainsi un soutien aux plateformes de la société civile SUN – HINA, le réseau des champions pour la nutrition (regroupant des journalistes formés, des sportifs, des athlètes et des artistes), l'organisation de la société civile pour l'EAH, la coalition Malagasy pour le renforcement de santé (COMARESS).

1 - Plan National d'Action pour le Nutrition III

2 - Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels

SIERRA LÉONE

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	1991
Budget en €.....	1 900 341
Nombre de salariés.....	49
Nombre de bénéficiaires.....	35 910

(A)

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. FREETOWN
- B. MOYAMBA



CONTEXTE

Pays côtier d'Afrique de l'Ouest comptant 7.8 millions d'habitants, la Sierra Leone est classée 181/189 pour l'Indice de développement humain de 2019. D'après la Banque mondiale, après une croissance annuelle moyenne de 7,8% sur la période 2003-2014, la croissance économique du pays a ralenti à 3,5% en 2018, principalement en raison de l'épidémie du virus Ebola (2014-2016) et de la faible reprise de la production minière. Mais en 2019, la croissance a doucement repris pour remonter à 4,8% grâce à l'augmentation des activités dans les secteurs de l'agriculture et de la construction, ainsi que la reprise de la production et de l'exportation de minerais. Cette croissance est la bienvenue, la moitié de la population demeurant toujours sous le seuil de pauvreté (SLIHS, 2018). Cependant, l'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources naturelles demeure un défi de taille.

La situation budgétaire s'est améliorée en 2019, notamment grâce aux mesures prises par le gouvernement en matière d'assainissement budgétaire. La dépréciation de la monnaie nationale et l'inflation ont contribué à la hausse des prix de consommation. Cette situation économique a affaibli le pouvoir d'achat des ménages et l'accès aux aliments, en particulier pour les ménages pauvres. La situation du marché est restée relativement stable mais l'offre de produits de base tels que les céréales et les tubercules a été réduite sur la plupart des marchés en raison de la saisonnalité, ce qui a légèrement augmenté les prix de ces denrées. Les prix des produits non-alimentaires sont restés élevés, principalement à cause de l'augmentation des prix du carburant. Une pénurie de carburant a particulièrement secoué le marché en novembre. Cependant, par rapport

à 2018, l'inflation est légèrement en baisse et les prix se stabilisent.

La situation politique et sécuritaire de la Sierra Leone est restée relativement calme en 2019. En **politique**, les trois commissions d'enquête lancées par le gouvernement sur la gouvernance de l'administration précédente (2007-2018) méritent d'être mentionnées. Ces commissions ont présenté leur rapport en fin d'année. Jusqu'à présent, 24 membres du parti d'opposition ont été arrêtés. En ce qui concerne le cadre de travail des ONGs, le gouvernement a également présenté une nouvelle politique sous la forme d'un cadre de coopération au développement. Le contenu de cette réforme a été jugée insatisfaisante par les ONGs locales et internationales présentes sur le territoire, notamment en ce qu'elle participe à restreindre l'espace d'action de la société civile, et des discussions ont eu lieu. Cette nouvelle réforme a débuté en janvier 2020.

Malgré l'amélioration de la situation, la malnutrition chronique reste un problème dans le pays: une forte insécurité alimentaire prévaut chez 43,7% de la population, ce qui correspond environ à 3,2 millions de Sierra-Léonais, et 31,3% de la population est en retard de croissance. L'accès à l'eau potable demeure également un défi de taille. En effet, la mauvaise qualité de l'eau provenant des systèmes municipaux force la population à aller chercher de l'eau depuis des sources informelles, non-traitées, polluées, augmentant considérablement les risques sanitaires et infectieux. C'est une des causes majeures pour lesquelles la Sierra Leone a toujours une des espérances de vie les plus basses du monde : 54,5 ans.

En août 2019, le pays a été touché par d'importantes inondations survenues soudainement à la suite de fortes pluies, une situation déjà vécue en 2015 et tout aussi dévastatrice pour ce pays. Plus de 39 000 personnes ont

été directement impactées, parmi lesquelles 5 000 ont été déplacées ou temporairement relogées.

ACTIVITÉS

En 2019, Action contre la Faim a continué la mise en œuvre d'un programme multisectoriel d'un an visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et des femmes en âge de procréer par la mise en œuvre de la gestion intégrée de la malnutrition aigüe (IMAM). Dans plus de 50 centres de soin des districts de Moyamba et de l'Ouest rural et urbain, ACF a entrepris des activités de formations de dépistage et de traitement de la malnutrition. ACF a également aidé de nombreux groupes de soutien de mères, y compris des femmes enceintes et allaitantes, à organiser des activités visant à l'amélioration de l'alimentation des nourrissons, des jeunes enfants et des mères, des pratiques d'hygiène et des dépistages communautaires. Ainsi, les objectifs de renforcement du système de santé et de réduction des taux de la sous-nutrition ont été atteints. Ce programme comportait également un volet sécurité alimentaire et moyens d'existence, qui s'est incarné dans des activités en tout genre, comme des répartitions sélectives d'outils et graines agricoles auprès de 500 foyers, des formations agricoles et managériales, des analyses des sols, des cartographies de terrains, des créations de jardins au sein d'écoles, parmi d'autres.

En continuation de ses actions de nutrition et santé, Action contre la Faim a débuté en août 2019 la mise en œuvre un projet visant à renforcer la prévention et la gestion de la sous-nutrition, projet financé par Irish Aid et réalisé en partenariat avec le Mouvement vers la paix et l'Agence de développement de la Sierra Leone (MOPADA-SL). Les activités se répartissent en trois domaines, l'amélioration des connaissances et de la pratique en matière de services nutritionnels, l'amélioration de la capacité

à coordonner et promouvoir les services de nutrition à l'échelle nationale, et la production de données probantes permettant l'amélioration des connaissances sur les meilleures pratiques pour lutter contre la sous-alimentation.

Lors des inondations massives de l'été 2019, Action contre la Faim a lancé une intervention d'urgence en Cash et en Eau, Hygiène et Assainissement, en partenariat avec Oxfam et les acteurs nationaux, par l'intermédiaire de START FUND. L'intervention a consisté en une distribution d'eau, l'installations de réservoirs de stockage d'eau, la désinfection et la réhabilitation de points d'eau, et enfin, 1289 ménages ont pu bénéficier de dons inconditionnels d'argent d'urgence.

Enfin, dans les zones Ouest rurale et urbaine, la mise en œuvre du projet régional pluriannuel « PROSSAN » a débuté à l'automne 2019. Financé par l'AFD et mit en œuvre avec l'appui d'un nouveau partenaire local, CAWEC, il est axé sur l'amélioration de l'accès aux services de santé de base pour les communautés les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les adolescents.

ZIMBABWE

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	2002
Budget en €.....	435 938
Nombre de salariés.....	1
Nombre de bénéficiaires.....	31 085

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. HARARE
- B. PROVINCE MIDLANDS
- C. PROVINCE MASVINGO

A



CONTEXTE

Le Zimbabwe est un pays enclavé d'Afrique australe à faible revenu et aux indicateurs de développement humain dans le rouge. Classé 150ème sur 189 pour l'Indicateur de Développement Humain, le Zimbabwe est l'un des pays les plus pauvres de la sous-région Afrique Australe. La population du pays est majoritairement rurale (67,7%), vivant en situation de pauvreté (71%) ou d'extrême pauvreté (30% en zones rurales) et confrontée à une grande vulnérabilité alimentaire, surtout lorsque l'on sait que 92% vit de revenus agricoles. Les ménages ruraux sont vulnérables à des chocs multiples (manque de liquidités, sécheresse, volatilité de prix, problèmes de santé, maladies et mort du bétail) et régulièrement exposés à l'insécurité alimentaire en période de soudure.

On estime que l'extrême pauvreté est passée de 29 % en 2018 à 34 % en 2019, soit une augmentation de 4,7 à 5,7 millions de personnes. L'aggravation de la sécurité nutritionnelle en 2019 est attribuée à une contraction de l'économie et à une forte hausse des prix des denrées alimentaires et produits de base, survenu suite à plusieurs événements destructeurs. Le domaine de l'agriculture a subi de fortes pertes premièrement à cause des sécheresses provoquées par le phénomène climatique El Nino, qui aggrava une situation alimentaire déjà précaire, et ce particulièrement dans les zones rurales. Par exemple, la production de maïs, le principal aliment de base, était inférieure à la moitié de son niveau en 2018, favorisant un climat d'insécurité alimentaire généralisé. Le cyclone Idai, un des plus dévastateur sur le continent, a également sa part de responsabilité dans la situation économique et sociale critique que connaît le Zimbabwe depuis 2019. En effet, l'accès à l'eau sécurisé était déjà limité, et s'en est

trouvé davantage entravé, notamment pour les populations les plus vulnérables.

Ces phénomènes ont eu des répercussions plus larges sur les secteurs de l'électricité et de l'eau, entraînant un rationnement généralisé et des ajustements tarifaires pour gérer les coûts. Les pénuries de carburant, d'électricité – jusqu'à 18 heures de coupure, fréquemment- et de devises étrangères ont contribué à freiner encore davantage l'activité économique. Cette situation s'est incarnée dans la vie quotidienne de la population par une inflation exponentielle, atteignant 230% en juillet puis 540% en fin d'année, avec des prix alimentaires allant jusqu'à 312% de leur prix habituel. En matière dépense publique, peu de ressources ont été allouées à la protection sociale au détriment des plus vulnérables. Enfin, de nombreux salaires du secteur publique n'ont simplement pas été versé (et notamment du personnel médical), ce qui a contribué à alimenter des tensions politiques et sociales déjà présentes. Le pouvoir n'a pas hésité à réprimé durement certaines manifestations.

La pyramide des âges montre une structure démographique très jeune. La moitié de la population est âgée de moins de 18 ans. 17% des adolescentes en âge de procréer (15-19 ans) ont déjà eu ou attendent leur premier enfant. Les progrès réalisés par le Zimbabwe en matière de santé reproductive, maternelle et infantile ont stagné ces dernières années, et ce malgré une stabilisation du taux de fécondité. Les mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants contribuent à la malnutrition infantile : le taux de malnutrition chronique des enfants de moins de cinq ans est de 32%, tandis que la malnutrition aiguë sévère (MAS) touche 3,3% des enfants. Près de 27% des enfants

accusent un retard de croissance.

Fin 2018, Action contre la Faim, présent au Zimbabwe depuis 2002, a revu sa stratégie pays pour adopter un nouveau modèle et contribuer à localisation de l'aide. La stratégie d'ACF s'est donc réorientée vers le soutien de ses partenaires nationaux et ceci notamment pour les aider à répondre aux crises humanitaires qui se sont présentées. Ainsi le modèle d'intervention a pu être testé en 2019 et a contribué à répondre aux besoins des personnes nécessitant une aide humanitaire alimentaire d'urgence,

ACTIVITÉS

La mission d'Action contre la Faim, en appui à ses partenaires de longue date, Africa Ahead Zimbabwe et Nutrition Action Zimbabwe a répondu aux populations affectées par les destructions massives provoquées par le Cyclone Idai, et ce grâce à l'Unité de préparation et de réponse aux urgences et sa présence sur le terrain.

Une première intervention d'assistance alimentaire d'urgence en réponse au cyclone a été effectuée dans la région de Chipinge, une des régions où les populations ont été le plus touchées. ACF et NAZ ont mis en œuvre une réponse de transfert d'argent au profit des ménages affectés afin que ceux-ci puissent couvrir leurs besoins alimentaires vitaux. Dans la province de Masvingo, un deuxième projet de transfert d'argent a également été mis en place, cette fois-ci en réponse à la sécheresse et la crise macroéconomique. Ce projet visait aussi à améliorer la sécurité alimentaire en sensibilisant les populations sur les bonnes pratiques en nutrition et alimentation. Un total de 660 623 € a été distribué aux familles ciblées, préalablement sélectionnées par les communautés elles-mêmes. Ces programmes ont permis de répondre aux besoins alimentaires immédiats des plus affectés par ces chocs, mais aussi d'augmenter les connaissances sur la nutrition et l'alimentation, de diversifier les régimes alimentaires et d'augmenter la fréquence des repas. Ces transferts d'argent étaient inconditionnels, ce qui a permis aux bénéficiaires d'avoir accès non seulement aux denrées alimentaires devenues inabordable à cause de pénuries et de l'inflation, mais également à divers produits de première nécessité, ainsi que de payer les factures médicales, les frais de scolarité, et la réparation de logements endommagés.

Action contre la Faim a également mené une évaluation EAH avec un second partenaire local, Africa Ahead Zimbabwe. En matière d'eau et assainissement, ACF a mis en place un programme de distributions de kits sanitaires d'urgence auprès de 6 000 bénéficiaires. Dans le même domaine, un programme EAH a été mis en place dans le

ainsi qu'un soutien en EAH, suite aux cyclones Idai et Kenneth.

En outre, suite à une saison pluvieuse (2018/19) et en conséquence agricole désastreuse et une situation macro-économique catastrophique, on décomptait à l'automne 3,5 millions de Zimbabwéens (38 % de la population totale) dans le besoin d'une aide humanitaire urgente (IPC 3 ou 4). Début 2020, ce chiffre est passée à 4,6 million avec encore une fois nouvelle saison pluvieuse (2019/20) tardive, peu abondante et inégale.

district de Chipinge avec pour but de permettre un accès à de l'eau potable. Les activités menées ont été les suivantes ; 27 points d'eau ont été réhabilités, des kits d'urgence ont été distribué, et 1918 personnes ont bénéficié de formations. Ces formations étaient un point important du programme, en ce qu'elles permettent la durabilité et la pérennité des actions EAH. En effet, chaque village du programme bénéficie maintenant d'un mécanicien formé, à même d'intervenir au besoin si de futurs dégâts devait subvenir, assurant ainsi une continuité dans l'accès à l'eau potable dans les villages ciblés. En ce qui concerne la vie courante, de nombreuses sessions de sensibilisation ont été menées, notamment dans des écoles par des enseignants préalablement formés par ACF, afin de reprendre des bonnes pratiques hygiéniques et sanitaires au sein des populations.

En fin d'année et avec la crise en cours, la mission s'est consolidée, et continue de le faire, avec l'arrivée d'une nouvelle Directrice Pays, appuyée par de nouveaux recrutements stratégiques, afin de mener à bien les nouveaux programmes d'aide d'urgence.

RÉGION MOYEN ORIENT

Au premier regard, peu de choses ont changé au Moyen-Orient en 2019, l'attention se portant surtout sur les deux longs conflits qui s'y déroulent - en Yémen et en Syrie - et sur les niveaux ahurissants de souffrance que les deux pays connaissent en raison des combats sur leurs sols. Cependant, en grattant un peu sous la surface, on constate des changements dans certaines des dynamiques clés qui ont influencé ces conflits au cours des dernières années.

Le facteur le plus important dans ce qui se passe au Yémen, en Syrie, mais aussi dans d'autres pays - en Irak et en Libye par exemple - est l'évolution du rôle des «acteurs» régionaux et internationaux.

En Syrie, 2019 a vu un accroissement du rôle du voisin du nord du pays - la Turquie - qui semble avoir plus ou moins réussi à faire en sorte que les zones encore rebelles du nord de la Syrie ne retombent pas entre les mains du régime Assad. Ils ont également réussi à neutraliser efficacement toute menace kurde provenant du nord de la Syrie (surtout depuis que les États-Unis ont retiré leurs forces de la région). En outre, la Turquie a considérablement augmenté son soutien au gouvernement de concorde nationale à Tripoli, contribuant ainsi à empêcher l'effondrement complet du gouvernement.

Les États-Unis semblaient vouloir réduire leur présence non seulement en Syrie du Nord mais aussi en Irak, laissant la porte ouverte à un plus rôle plus important de l'Iran dans ce pays. Mais l'Iran n'a pas été en mesure de tirer profit à la fois de ce retrait et du soutien populaire créé par l'assassinat du chef de la garde républicaine, Soleimani, à l'aéroport de Bagdad ; principalement en raison des effets des sanctions américaines sur l'économie iranienne.

Au Yémen, les Saoudiens - fatigués, pratiquement en faillite après 5 ans de guerre, et dans la nécessité de se tourner vers une relation plus étroite avec l'Iran -

cherchent une solution pour quitter le pays dès que possible. Mais leur incapacité à sécuriser leur frontière sud avec le régime dirigé par les Houthis au Yémen, ainsi qu'un début de conflit entre leurs alliés au sud du Yémen, signifie qu'ils n'ont pas encore trouvé de moyen de quitter le Yémen.

Il n'est pas surprenant que dans un tel contexte, les besoins humanitaires restent extrêmement élevés. Le Yémen reste la pire crise humanitaire au monde - et même une crise d'une ampleur sans précédent depuis la 2ème guerre mondiale. La communauté humanitaire internationale - y compris Action contre la Faim - est donc poussée à ses limites absolues dans ses efforts pour tenter de répondre aux besoins humanitaires massifs au Yémen, aggravés par l'insécurité, les contraintes administratives et les besoins de financement pour une crise d'une telle ampleur.

En Irak, trois ans après la reprise des territoires perdus par l'État islamique, des millions de personnes sont toujours déplacées dans des camps sordides et des bidonvilles urbains en raison de l'incapacité des gouvernements successifs à reconstruire efficacement les infrastructures des villes et des villages détruits par le conflit. Les ONGI telles qu'ACF continuent à soutenir à la fois les besoins humanitaires les plus urgents et le travail de reconstruction.

La Jordanie accueille toujours des centaines de milliers de réfugiés syriens pas encore convaincus de retourner chez eux, dans ce qui reste un régime très répressif à la tête du pays. ACF, parmi d'autres ONG, continue de fournir une aide humanitaire à ces réfugiés - malgré une diminution progressive du financement des donateurs institutionnels pour ces services de base à mesure que l'attention du monde se tourne vers d'autres crises.

IRAK

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission.....	2103
Budget en €.....	9 627 155
Nombre de salariés.....	148
Nombre de bénéficiaires.....	78 215

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. BAGDAD
- B. DOHUK
- C. ERBIL
- D. MOSSOUL NINEWA
- E. SINUNY
- F. BASSORA

A



CONTEXTE

Deux ans après la fin du conflit avec Daesh, le pays continue en 2019 sa transition vers un environnement de post-conflit. Le nombre des populations déplacées retournant dans leurs foyers d'origine reste limité: on compte seulement 4 millions de personnes revenues dans leurs foyers, et leurs besoins en termes de stabilité, d'infrastructures, d'accès à des services basiques et à des opportunités d'emploi restent peu satisfaits. De plus, près de 1,8 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays, dont 70% depuis maintenant plus de 3 ans.

De nombreux Irakiens se trouvent par ailleurs dans des zones difficilement accessibles en raison de l'éloignement et des contraintes administratives. Cela est notamment dû à la présence de multiples forces de sécurité à travers le pays, qu'elles soient étatiques ou non-gouvernementales, avec leurs propres commandements. Ces dernières ont un impact significatif sur les opérations humanitaires.

Selon le dernier rapport d'Aperçu des Besoins Humanitaires des Nations unies¹, 4,10 millions de personnes ont besoin d'assistance, dont 27% de femmes, 46% d'enfants et 15% de personnes avec des handicaps. Les besoins les plus accrus se concentrent dans les gouvernorats qui ont été directement touchés par le conflit, comme Al-Anbar, Kirkouk ou Ninive.

Les personnes déplacées à l'intérieur du pays dans et hors des camps de réfugiés, ainsi que les communautés d'accueil ont connu un effondrement partiel ou total de leur

niveau de vie et leur accès aux biens et services de base est fortement perturbé. Cela a entraîné une augmentation des recours à des mécanismes d'adaptation négatifs. De plus, la vulnérabilité des populations de retour dans leurs foyers reste élevée.

Les rapatriés et les communautés sont confrontés à divers problèmes quotidiens :

- Les problèmes liés au bien-être physique et mental, tels que l'incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux ou à accéder à des services de base, mais aussi l'absence d'un environnement sûr et sécurisé. Certaines personnes souffrent également de syndromes post-traumatiques en raison de la violence du conflit et ne savent plus faire face aux situations qu'ils peuvent rencontrer dans la vie quotidienne.
- Les problèmes liés à la baisse du niveau de vie tels que le manque d'infrastructures adéquates, le manque de services disponibles et de qualité, mais aussi le manque d'assistance aux personnes déplacées.
- Les problèmes liés à la résilience : le manque de moyens d'existence et, d'actifs générateurs de revenus, l'absence de revenus durables, manque de cohésion sociale, manque de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures de base.

L'opération militaire turque en Syrie en octobre 2019 a par ailleurs créé une vague de migrations et de nouveaux camps ont été ouverts au Kurdistan irakien pour faire face à l'afflux de personnes réfugiées.

Cette fragile transition a également été affaiblie par les nombreuses catastrophes naturelles qui se sont produites au cours de l'année. La hausse des températures, les sécheresses ou les inondations intenses, la diminution des précipitations tout au long de l'année ont miné le secteur

agricole irakien et compliqué l'accès à une eau potable de qualité, et ont contribué à exacerber les besoins de la population, en particulier chez les plus vulnérables et les déplacés.

ACTIVITÉS

Sécurité Alimentaires et Moyens d'Existence (SAME)

En Irak, les interventions SAME ont été menées dans le but de promouvoir la résilience des populations. A cet effet, des programmes ont été mis en place à Dohuk, Sinjar et Mossoul afin de promouvoir une récupération efficace, rapide et durable. Les objectifs de ces interventions visent à répondre à l'insécurité alimentaire et au manque de revenus en créant des opportunités économiques et des conditions de sécurité appropriées.

Cela a abouti à Dohuk à un projet de création d'emplois pour les jeunes. Ce projet a été mis en œuvre pour aider à restaurer l'économie de la région, qui a été profondément touchée par le conflit et par l'afflux de personnes déplacées. A Sinjar et à Mossoul, cela a pris la forme d'une intervention qui favorise la résilience en faisant participer la population ciblée à des activités de travail contre rémunération, de stages en entreprise ou d'assistance financière vouée à la remise en état d'entreprises endommagées pendant la guerre. Ces projets ont été réalisés en partenariat avec des entreprises locales, débouchant sur des possibilités de formation. Les interventions SAME d'ACF ont aussi pris la forme d'aides en nature adaptées aux besoins des communautés et de formations (notamment sur les pratiques agricoles) afin de renforcer leur résilience et réhabiliter les actifs communautaires.

Santé Mentale et Pratiques de Soins, Genre et Protection (SMPS-GP)

En 2019, ACF a mis en œuvre des interventions SMPS-GP dans les gouvernorats de Ninive et de Dohuk, en se basant à la fois sur une approche d'urgence et de développement pour adapter sa réponse aux besoins pluriels et aux spécificités du contexte irakien. Grâce à ses interventions d'urgence et de soutien direct, ACF a conduit des sessions, individuelles et en groupe, de soutien psychosocial et sur les pratiques de soins auprès des communautés affectées du gouvernorat de Ninive, de la ville de Mossoul et du camp de Hammam al Alil. Ce soutien a contribué à améliorer le bien-être et les mécanismes d'adaptation des enfants, des adolescents et des adultes. En octobre 2019, ACF a apporté des premiers soins psychologique à 3384 réfugiés syriens

dans les camps de Bardarash et de Gawilan, suite à l'afflux important de déplacés après l'opération militaire turque en Syrie.

ACF a conduit une évaluation dans le district de Sinjar afin d'évaluer les besoins de la population en termes de réponse SMPS. Cette évaluation avait pour objectif de comprendre comment les populations de la région font face aux problèmes post-traumatiques suite au règne de violence de Daesh, mais aussi de comprendre dans quelle mesure les populations affectées vivent le retour à la vie quotidienne et quelles difficultés ils peuvent rencontrer.

En parallèle, par le biais de son approche de stabilisation et de développement, ACF travaille à l'amélioration de l'accès aux services de santé mentale et de soins psychosociaux de qualité en renforçant les capacités techniques des institutions gouvernementales au niveau du ministère de la santé, mais aussi en renforçant les capacités des parties prenantes au niveau national et des gouvernorats, et en promouvant les soins de santé mentale.

Eau, Assainissement et Hygiène (EAH)

En 2019, ACF a poursuivi son travail de réhabilitation du réseau d'eau, des stations de traitement des eaux et de réparation du drainage dans les zones reprises du Nord de Ninive et Dohuk. L'objectif de ces interventions est d'assurer un approvisionnement en eau géré de manière adéquate, et fournir de l'eau potable aux rapatriés et aux communautés d'accueil. Ces activités sont accompagnées de distributions de kits d'hygiène, de distributions de kits d'abris mais aussi d'activités de promotion de l'hygiène dans les écoles et les centres de santé. Les activités d'hygiène comprennent également 8 campagnes d'assainissement. Dans la ville de Mossoul, ACF a travaillé avec les autorités gouvernementales sur la réhabilitation des réseaux de drainage et d'eau dans les écoles et les établissements de santé.

L'action d'ACF en Irak se caractérise également par la mise en œuvre d'actions intégrées de SAME et EAH comme par exemple à Mossoul où le programme « Cash for Work » a été mis en place en parallèle des activités EAH telles que la réparation des canalisations ou la réhabilitation du réseau d'eau afin d'améliorer les conditions de vie et le bien-être des populations.

JORDANIE

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 2013
 Budget en €..... 9 562 852
 Nombre de salariés..... 104
 Nombre de bénéficiaires..... 89 268

A

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. AMMAN
- B. IRBID
- C. AZRAQ
- D. MADABA



CONTEXTE

Fin 2019, plus de 600,000 réfugiés syriens sont enregistrés en Jordanie¹. Parmi eux, 81% sont âgés de moins de 35 ans² et la majorité (80%) vit en dehors des camps de réfugiés. Ces chiffres ne prennent pas en compte tous les réfugiés, presque aussi nombreux, qui ne sont pas officiellement enregistrés par les autorités des Nations-Unies. Les flux de réfugiés sont restés stables en 2019. Lorsque l'on questionne les réfugiés sur un potentiel retour en Syrie, une vaste majorité de réfugiés (près de 70%) indiquent avoir l'intention et l'espoir de retourner dans leur pays d'origine mais n'ont pas l'intention de le faire d'ici les douze prochains mois.³

La crise syrienne a un impact à long terme et fait pression sur l'économie et les infrastructures de la Jordanie notamment au niveau du chômage ou encore de l'accès à l'eau. Les risques sécuritaires en hausse et l'usage de mécanismes d'adaptation négatifs restent prédominants. Le gouvernement fait face à une pression grandissante pour subvenir aux besoins sociaux, économiques et institutionnels tout en rencontrant une diminution des ressources naturelles et une augmentation des demandes d'accès aux services publics, à l'éducation, aux services de santé et aux possibilités d'emploi.

Le lien entre l'aide humanitaire et le développement a donc gardé sa pertinence en 2019, les donateurs comme les agences commençant à opérer une transition vers des approches axées sur le long-terme et le développement. Cependant, une réticence grandissante des bailleurs de fonds ainsi qu'une insuffisance de financements disponibles en Jordanie demeurent. Le gouvernement Jordanien se positionne comme l'acteur principal du redressement et du développement national, au travers du plan d'intervention jordanien mis en place pour la première fois en 2018 et valable jusqu'en 2020. Ce dernier vise à adresser les besoins et les vulnérabilités des réfugiés syriens et des jordaniens, des communautés et des institutions affectés par la crise.⁴

De plus, le gouvernement a ouvert la possibilité pour les syriens d'enregistrer leurs entreprises créées chez eux pour certains secteurs, et le cadre légal pour l'emploi des réfugiés syriens continue à évoluer. Dans le même temps, les services de base comme ceux de la santé ont vus leur accès devenir plus difficile et plus coûteux, car la capacité du gouvernement jordanien à accueillir les réfugiés syriens a diminué à mesure que la crise se prolonge. Le besoin pour des interventions durables et accessibles s'accroît, aussi bien pour soutenir les réfugiés syriens que pour assister les communautés hôtes dans la gestion des tensions liées à la crise.

1 - <https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/36>

2 - IMC. Understanding the Mental Health and Psychosocial Needs, and Service Utilization of Syrian Refugees and Jordanian Nationals. 2017

3 - UNHCR, Intentions and Perceptions of Refugees Regarding Return to Syria, 6 March 2019.

4 - Reliefweb (9 August 2017): "Jordan Response Plan Syria Crisis 2016-2019", <<https://reliefweb.int/report/jordan/jordan-response-plan-syria-crisis-2016-2019>>.

La mission Jordanie a maintenu sa présence dans trois secteurs principaux : EAH, SAME et SMPS lors de l'année 2019 dans ses trois bases. L'action de la mission a touché aussi bien les communautés hôtes que les populations vivant dans les camps de réfugiés. La plupart des activités clés de 2018, tels que les connexions d'eau et la réhabilitation d'installations EAH au niveau des ménages et des institutions publiques, le travail contre rémunération (« cash for work »), le renforcement du système de santé mental et la sensibilisation des communautés à la conservation de l'eau, le tri et le recyclage des déchets, ont continué tout au long de l'année 2019. La mission a aussi commencé à implanter ses premières activités centrées sur l'agriculture dans le cadre d'un projet intégré EAH et SAME dans le but d'améliorer la résilience et l'optimisation de l'eau pour les réfugiés syriens et les jordaniens vulnérables.

Action contre la Faim continue à travailler en étroite collaboration avec des partenaires locaux et les organisations communautaires pour implanter des activités dans tous les secteurs, tout en visant à renforcer les capacités des acteurs locaux. La mission a notamment commencé à élaborer une nouvelle stratégie nationale à la fin 2019 afin de s'aligner sur le paysage humanitaire et de développement en transition en Jordanie, et de promouvoir la durabilité et la redevabilité dans ses interventions futures.

LIBYE

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 2019
 Budget en €..... 0 000 000
 Nombre de salariés..... 1
 Nombre de bénéficiaires..... 250 000

A

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. TRIPOLI
 B. BENGHAZI



CONTEXTE

Neuf ans après la chute de Mouammar Kadhafi lors du soulèvement de 2011, la situation en Libye continue de se détériorer.

Le pays est aujourd'hui divisé entre plusieurs forces politiques et militaires. Depuis la dernière offensive en avril 2019, les combats entre les groupes armés se sont intensifiés menant à un regain de violence à travers le pays.

Cette dynamique a engendré une forte pression sociale sur le territoire : en plus de faire face à un nombre grandissant de déplacements internes (près de 343 000 personnes selon le dernier **plan de réponse humanitaire**), **la Libye doit aussi gérer les flux de migrants transitant par le pays**. Près de 3200 migrants et réfugiés sont encore en détention.

Il est estimé que près de 820 000 personnes sur le territoire ont besoin d'une aide humanitaire. En effet, suite aux conflits, l'accès aux services de base est devenu extrêmement compliqué : selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les pénuries de médicaments sont fréquentes et les services publics, notamment les services de santé, sont inadéquats. On estime qu'environ 20 % des hôpitaux et des établissements de santé publics sont fermés pour cause de destruction, de dégâts ou d'occupation. Paradoxalement, la Libye a de fortes prédispositions économiques : elle dispose des plus importantes réserves de pétrole en Afrique.

En 2020, le plan de réponse humanitaire, basée sur l'évaluation des besoins, a souligné la nécessité d'une approche intégrée, priorisant les secteurs Sécurité alimentaire et Moyen d'Existence (FSL/SAME), Eau-Assainissement-Hygiène (EAH/ WaSH) et Nutrition-Santé (NutH). De même, les activités de protection restent le cœur de l'intervention humanitaire de crise et de développement.

Cependant, cette approche ne pourra être bénéfique que si elle est couplée avec un renforcement des compétences, de la formation technique et la sensibilisation auprès des autorités locales et nationales, mais aussi des organisations humanitaires nationales.

YEMEN

DONNÉES GÉNÉRALES 2019

Date de création de la mission..... 2012
 Budget en €..... 22 883 012
 Nombre de salariés..... 278
 Nombre de bénéficiaires..... 572 375

A

LIEUX D'INTERVENTIONS

- A. SANAA
- B. HAJJAH
- C. HODEIDAH
- D. ABYAN
- E. ADEN & LAHIJ



CONTEXTE

Selon les dernières données d'OCHA disponibles, près de 24 millions de yéménites ont besoin d'assistance humanitaire, dont 14,3 millions en situation de besoin aigu, soit 27 % de plus par rapport à l'année dernière. Les deux tiers des districts du pays sont au bord de la famine et le tiers restant fait face à de multiples facteurs de vulnérabilité. Avant le conflit, le Yémen était déjà le pays le plus pauvre du Moyen-Orient, avec plus de la moitié de sa population vivant sous le seuil de pauvreté.

D'après la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (IPC), il est confirmé que 238 000 personnes sont en phase 5 (situation de famine). Près de 7,4 millions de personnes nécessitent des services pour traiter ou prévenir la malnutrition, dont 2 millions d'enfants de moins de cinq ans et plus d'un million de femmes enceintes et allaitantes (PLW). Près de 17,8 millions de personnes ont un accès restreint aux infrastructures WaSH et 19,7 millions de

personnes ont un accès inadéquat aux services de santé. Seulement 51% des structures sanitaires sont pleinement fonctionnelles. Le pays a aussi été victime d'une épidémie de choléra avec 1 359 504 cas suspectés et 2760 morts associées à la maladie.

La ville portuaire d'Hodeïda continue d'être assiégée tandis que les zones d'affrontements dans le pays sont restées inchangées avec des lignes de front relativement statiques, contribuant à empirer les pénuries d'essence et l'inflation. Les affrontements entre les forces pro-gouvernementales pour le contrôle du Sud ont aussi mené à la déstabilisation du pays. ACF continue à fournir une réponse multisectorielle à la crise dans quatre gouvernorats. Cependant, il est de plus en plus complexe d'accéder aux communautés vulnérables, à cause des retards dans la signature d'accords avec les autorités permettant la mise en œuvre des programmes, des autorisations de voyage refusées et des violents affrontements causant des risques sécuritaires.

Objectif Stratégique 1 – Fournir des services de santé et de nutrition de qualité et à grande échelle pour les enfants de moins de 5 ans et les mères dans les zones présentant des taux de morbidité/mortalité élevés et une faible couverture des services

ACF continue de mettre en œuvre un ensemble minimum de services pour assister les communautés des gouvernorats d'Al Hudaydah, d'Hajjah, d'Abyan et de Lahj. Cela comprend des services de soins prénataux et postnataux, la gestion intégrée des maladies infantiles (IMCI), la détection et traitement de la malnutrition sévère chez les femmes enceintes et allaitantes et chez les enfants, le renforcement des structures de santé, la promotion des pratiques d'alimentation des jeunes nourrissons et des enfants et des traitements en cas de suspicion de choléra durant des épidémies.

ACF a renforcé les capacités du personnel du ministère de la santé publique au niveau des établissements de santé pour améliorer la mise en œuvre des programmes de traitement de la malnutrition aigüe sévère. L'accès aux programmes de gestion communautaire de la malnutrition aigüe (CMAM) a été amélioré grâce à l'inclusion systématique du traitement de la malnutrition aigüe modérée. Les pratiques d'alimentation des jeunes nourrissons et des enfants (IYCF) ont été améliorées grâce à l'intégration de ces questions dans des programmes de nutrition. Le mécanisme de référencement des cas a été renforcé par le pilotage de l'approche de dépistage des mères. Les différentes interventions de nutrition d'ACF dans le pays ont atteint 4 4620 individus, tandis que la prestation de services de santé a touché 216827 personnes.

Les activités en santé mentale et pratiques de soins se sont principalement concentrées sur l'alimentation des jeunes enfants et des nourrissons, accompagnant 3 262 personnes au sud de la ligne de front à Al Hudaydah, Lahj et Abyan. Pour s'attaquer à l'une des causes profondes de la malnutrition, des interventions WASH telles que la construction de latrines (9408 personnes), des kits d'hygiène (89 040 personnes), la réhabilitation de sources d'eau (35 sources) et le transport d'eau par camion (75 809 personnes) ont été mises en œuvre dans les 4 gouvernorats. 57 201 personnes au sein de ménages victimes d'insécurité alimentaire ont été soutenus par des transferts d'argent à des fins multiples (« Multipurpose Cash Transfer » – MPCT) dans les gouvernorats d'Hudaydah, Abyan et Lahj. 790 ménages ont été engagés dans des activités « Cash for Work » dont le but était de réhabiliter les actifs communautaires. Les ménages ayant des cas de malnutritions aigus modérés déchargés ont été priorités pour le transfert d'argent afin que ces cas ne puissent pas retomber dans la malnutrition.

Cependant, les restrictions sur la mise en place de programmes de cash dans le nord du pays a affecté la réponse en sécurité alimentaire. Malgré ces difficultés, 67 464 bénéficiaires ont été aidés à travers des interventions en sécurité alimentaire et moyens d'existence.

Objectif stratégique 2 – Fournir une réponse multisectorielle rapide et de qualité aux catastrophes d'origine naturelles et humaines afin de s'attaquer aux causes de la faim et de la sous-nutrition.

ACF a répondu à la recrudescence des déplacements internes résultant de l'escalade du conflit et aux catastrophes naturelles dans les gouvernorats d'Hudaydah, d'Aden, de Abyan et de Lahj à travers une approche de réponse d'urgence (RRM). Au total, 2 837 ménages ont reçu des transferts d'argent à des fins multiples (MPCT). 294 ménages ont reçu des kits pour l'hygiène tandis que des produits non alimentaires, identifiés par les personnes déplacées comme une priorité, ont été fournis à 375 ménages. Dans la continuité de la réponse contre le choléra, un transport d'eau par camion a été effectué pour fournir de l'eau potable à 27 587 individus à Al Hudaydah, et 9 071 personnes en prison. Près de 7136 personnes ont aussi bénéficié des actions contre le choléra dans des centres de traitement de réhydratation orale et de traitement des diarrhées, grâce à des traitements contre la diarrhée aqueuse aigüe. Ces actions de préventions se sont aussi déroulés au niveau communautaire avec des activités de promotions de l'hygiène de janvier à juin. Une fois le taux d'incidence réduit, la réponse contre le choléra a été intégrée dans le programme Nutrition et Santé préexistant.

Objectif stratégique 3 – Améliorer la compréhension des facteurs déterminants de la faim au Yémen et promouvoir des programmes fondés sur des données probantes par la surveillance, l'analyse et le plaidoyer.

Des évaluations en nutrition n'ont pas pu être conduites en 2019 à cause d'un refus de permission des autorités dans les gouvernorats du Nord et de l'insécurité prégnante dans le Sud. Les critères de ciblage pour les interventions WASH et FSL ont été rendus sensibles à la nutrition en concentrant les nouvelles interventions dans les zones de desserte des établissements de santé qui présentaient des taux élevés de malnutrition. ACF a participé à différentes plateformes nationales et internationales pour diffuser les enseignements tirés de ses interventions. Des systèmes de redevabilité des bénéficiaires ont été mis en place dans tous les programmes d'ACF, y compris une ligne téléphonique nationale gratuite et indépendante dont l'objectif est de recueillir les réactions des communautés ciblées et d'y répondre.

DÉPARTEMENT EXPERTISE ET PLAIDOYER



Pascal REVAULT,
Directeur Expertise et Plaidoyer

INTRODUCTION

Le département expertise et plaidoyer a vu cette année 2019 la réorganisation du plaidoyer pour mieux répondre aux défis posés par la faim. Quatre axes le structurent désormais, qui faciliteront la mise en place de campagnes davantage orientées sur les changements sociétaux et les obstacles politiques. Il s'agit premièrement de transformer le système agro-alimentaire industriel actuel à travers la promotion de systèmes soutenables comme l'agroécologie, qui protègent de la faim et ont un retentissement positif sur le climat, la biodiversité et plus globalement les écosystèmes. Le second axe est centré sur la garantie des droits et l'accès aux services essentiels, en documentant les discriminations en la matière et en défendant les services nutritionnels intégrés au sein d'une couverture santé universelle, qui associe les plus pauvres. Troisièmement, la co-construction avec nos partenaires d'un mouvement plus vocal de citoyens pour mieux lutter contre les injustices en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, repose sur le développement des alliances entre sociétés civiles et au sein de coalitions mondiales. Enfin, il s'agit de briser le cercle vicieux entre la faim et les conflits en défendant l'accès à une aide d'urgence fondée sur les principes humanitaires, le droit humanitaire international, les besoins des populations et leur protection.

Documenter davantage l'impact des mesures sécuritaires et de contre-terrorisme est dans ce cadre devenu une priorité, alors qu'ACF constate dans certaines régions l'augmentation des besoins humanitaires du fait de stratégies disproportionnées de lutte contre le terrorisme. D'autre part, le retentissement de ces stratégies sur les capacités et l'indépendance des ONG à fournir une aide fondée sur les principes humanitaires vers les personnes les plus vulnérables nécessite un plaidoyer fort en direction des bailleurs et des Etats. L'économie de cet exercice nous ferait courir le risque de participer à un avenir toujours plus contraint, que nous aurions nous-même organisés en lieu et place d'un espace humanitaire accessible et d'une société civile, garante de son indépendance.

2019 a par ailleurs été une année particulièrement riche en productions scientifiques réalisées et soutenues par le département dans les différents secteurs : nutrition et santé, santé mentale et pratiques de soins, eau-assainissement et hygiène, sécurité alimentaire et moyens d'existence. La conférence « recherche pour la nutrition » R4NUT, dont une synthèse est accessible via l'article publié par la revue Alternatives humanitaires

- VFR: <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2020/03/18/recherche-operationnelle-et-malnutrition-etat-des-savoirs-et-pistes-de-reflexions/>
- VEN: <http://alternatives-humanitaires.org/en/2020/03/18/operational-research-and-malnutrition-state-of-knowledge-and-food-for-thought/>
- <http://research-for-nutrition-conference.org/conference-2019/>

a permis de dégager des priorités d'évolution de la lutte contre la sous-nutrition.

Si les stratégies multisectorielles sont devenues incontournables pour dépasser les interventions en silos limitées, les présentations de R4NUT ont démontré l'intérêt de surmonter le cloisonnement entre malnutrition aiguës et chronique à travers des réponses qui intègrent les actions nutritionnelles à celles de santé, plus vastes, tout en renforçant la résilience globale des systèmes de santé.

Les limites de la simplification des protocoles thérapeutique de la sous nutrition aiguë ont été soulignées dans ce contexte. Ces limites illustrent la nécessité d'un meilleur diagnostic et d'une stabilisation des stratégies thérapeutiques. Des études originales combinant différents indicateurs et des méthodologies de recherche rigoureuses sont très en faveur d'une mesure combinée du périmètre brachial et du poids/taille des enfants et d'une meilleure standardisation des protocoles de soins pour éviter d'écarter des enfants nécessitant des soins et ne pas considérer comme guéris ceux qui ne le sont pas encore. Par ailleurs les résultats de certaines recherches ont montré qu'une dose réduite d'aliment thérapeutique prêt à l'emploi (ATPE) complété par des aliments locaux à domicile peut-être aussi efficace pour le traitement qu'une dose complète d'ATPE importé. Intervenir sur le soin et la sécurité alimentaire se pense donc également avec la souveraineté alimentaire.

Mieux répondre sur le terrain aux défis de la faim, c'est donc mieux considérer les déterminants sociaux de la sous-nutrition et les droits humains. Dans ce domaine

la marge de progression est encore importante et il est nécessaire en particulier de s'investir davantage dans les approches de santé mentale, pratiques de soins, genre et protection. L'irruption de la pandémie de COVID-19 en 2020 a révélé toute la portée du travail sur les inégalités sociales, que l'on songe au retour de l'insécurité alimentaire dans les rues de Paris, qui a amené Action contre la faim à se mobiliser dans plusieurs villes en France.

SANTÉ NUTRITION :

- Intégrer la prévention et les soins de nutrition dans les services de santé, tout en facilitant le renforcement des systèmes de santé.

La stratégie ACF de nutrition et de santé concentre ses efforts sur la nutrition mais également sur la mise à disposition et la distribution des services minimum de santé tout en souhaitant soutenir les systèmes de santé dans leur effort à devenir résilients pour une durabilité des changements initiés. La CSU (couverture santé universelle) apparait comme un principe directeur pour le développement des systèmes de santé. ACF se propose donc de travailler de concert avec les ministères de la santé et l'OMS pour contribuer aux efforts pour atteindre la CSU et assurer la bonne inclusion de la nutrition dans les services.

Dans ce cadre, ACF a pu développer un guide méthodologique de diagnostic des systèmes de santé et le mettre en œuvre dans 20 pays. En 2019, 5 diagnostics et 8 exercices de planification ont été réalisés sur nos missions. ACF a pu participer à la création d'un guide développé par l'OMS sur la participation communautaire dans le processus de développement et de planification des politiques de santé en se basant sur son expérience à Madagascar.

Ce travail sera renforcé et développé sur l'année 2020 et tout au long de l'ISP3. Une référente Renforcement des systèmes de santé a intégrée l'équipe en 2020.

- Mieux répondre aux épidémies

ACF a toujours répondu aux épidémies, a minima via

ses équipes eau, hygiène et assainissement. En effet, le lien entre les épidémies et la malnutrition aigüe n'est plus à démontrer.

Les récentes expériences de prise en charge médicale du choléra au Yémen et en Somalie en 2017, et la fréquence des épidémies dans nos contextes d'intervention (rougeole, paludisme, maladie à virus Ebola, peste...) ont débouché cette année sur le besoin de clarifier le type de réponse adapté et les conditions de mise en œuvre. Aussi, un nouveau guide pratique a été développé avec les équipes des secteurs eau, assainissement et hygiène et santé mentale et pratiques de soins afin de les accompagner en particulier dans la réponse aux épidémies de choléra, de façon intégrée avec la réponse des systèmes de santé.

- Améliorer les protocoles de prévention et de soins dans le domaine de la nutrition.

2019 a été une année clé pour la recherche en nutrition avec l'aboutissement de deux projets phares MANGO et OPTIDIAG ainsi que la publication d'articles innovants sur le diagnostic de la malnutrition aigüe et l'optimisation du traitement. Les résultats de ces recherches contribuent à la définition de la réponse en nutrition de demain, au-delà des risques qu'elles soulignent de se limiter à une approche simplifiée reposant sur la seule mesure du périmètre brachial (PB). S'il est clair qu'il est nécessaire de disposer d'outils simples pour dépister les cas (le PB), en particulier dans les situations d'urgence, la proportion significative d'enfants qui risquent de manquer de traitement pourtant indispensable, impose l'utilisation complémentaire du score poids/taille autant que possible. Ces recherches opérationnelles, même si elles doivent être confirmées à plus large échelle, soulignent enfin la pertinence et la faisabilité de la diminution des doses d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE). L'OMS a demandé dans ce contexte la contribution d'ACF pour l'établissement des nouvelles recommandations sur la prise en charge et la prévention de la malnutrition aigüe d'ici la fin 2021.

- Références publiées en 2019.

Schwinger C, Golden MH, Grellety E, Roberfroid D, Guesdon B (2019) Severe acute malnutrition and mortality in children in the community: Comparison of indicators in a multicountry pooled analysis. PLoS ONE 14(8): e0219745.

<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0219745>

Substandard discharge rules in current severe acute malnutrition management protocols: An overlooked source of ineffectiveness for programmes? Benjamin Guesdon, Dominique Roberfroid

<https://www.ennonline.net/fex/60/>

substandarddischargerules

Guesdon, B., Couture, A., Pantchova, D. et al. Potential consequences of expanded MUAC-only programs on targeting of acutely malnourished children and ready-to-use-therapeutic-food allocation: lessons from cross-sectional surveys. BMC Nutr 6, 5 (2020).

[https://bmcnutr.biomedcentral.com/articles/10.1186/](https://bmcnutr.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40795-019-0328-1)

s40795-019-0328-1

Kangas ST, Salpéteur C, Nikiéma V, Talley L, Ritz C, Friis H, et al. Impact of reduced dose of ready-to-use therapeutic foods in children with uncomplicated severe acute malnutrition: A randomised non-inferiority trial in Burkina Faso. Persson LÅ, editor. PLOS Med. 2019 Aug 27;16(8): e1002887.

<https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1002887>

SANTÉ MENTALE ET PRATIQUES DE SOINS – GENRE ET PROTECTION

- Soutenir les femmes et prévenir les risques sur leurs enfants à travers la mobilisation de l'expertise en santé mentale d'ACF.

L'importance de la santé mentale maternelle dans les pratiques de soins et pour les enfants est reconnue, mais insuffisamment financée et mise en œuvre. Entre 18 et 25% des femmes présentent une dépression pré

ou post-natale. Ces chiffres sont sans doute encore plus importants dans les situations d'urgence.

La dépression périnatale a un effet négatif sur la capacité à prendre soin des très jeunes enfants et à répondre à leurs besoins de façon adaptée. Depuis près de 20 ans, ACF s'est doté d'une expertise en santé mentale afin de soutenir les femmes et de prévenir les risques sur leurs enfants. Des programmes sont mis en œuvre sur le terrain pour accompagner les femmes enceintes et les jeunes parents au niveau psychologique et en termes de guidance parentale. Des recherches sont menées pour améliorer ces approches et évaluer l'impact de nos interventions. En voici deux exemples.

A. Transmission du traumatisme psychologique de la mère au bébé

De nombreuses études confirment la transmission du traumatisme de la mère au bébé. Le processus de cette transmission demeure peu connu alors que sa compréhension pourrait permettre de développer des dispositifs de soins précoces pour les mères traumatisées et leurs bébés. Cela s'avère d'autant plus important dans les contextes de trauma collectif, comme les situations d'urgence humanitaire, où une large partie de la population est exposée à des événements traumatiques extrêmes et répétés. Les résultats du travail d'Elisabetta Dozio, qui a conduit un projet de recherche dans trois pays affectés par la crise politico-religieuse centrafricaine démarrée en 2013 (République Centrafricaine, Tchad et Cameroun), montrent que le traumatisme maternel influence les représentations de la mère à propos du bébé, de sa relation avec lui et du mandat transgénérationnel dont le bébé va être investi. Ce travail a fait l'objet d'une thèse qu'Elisabetta Dozio a brillamment soutenue fin 2018. En 2019, plusieurs communications et articles ont permis de diffuser ces résultats en interne et en externe. Un livre sortira en mars 2020. L'opérationnalisation des données est en cours de façon à mieux prendre en charge les traumatismes psychologiques des parents pour limiter la transmission transgénérationnelle du traumatisme et favoriser des pratiques de soins adaptées. Il est possible de consulter à ce propos :

Dozio, E. (2019). Le contre-transfert culturel face aux interactions mère-bébé lors de séances de jeu. *Soins*, 64(836), 49-51.

<https://doi.org/10.1016/j.soin.2019.04.013>*
Référencée dans Medline et Scimago-Scopus.

Dozio, E., Feldman, M., & Moro, M. R. (2019). Dévoilement et silence, protéger le bébé de la transmission traumatique. *Soins Pédiatrie/Puériculture*, 40(308), 17-19.

<https://doi.org/10.1016/j.spp.2019.03.002>*
Référencée dans Medline et Scimago-Scopus.

Dozio, E., Bizouerne, C., Viaux S., Feldman, M., & Moro, M. R. (2019). Le rôle de l'observation de l'interaction mère-bébé dans le processus de transmission du traumatisme psychique. *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*.

<https://doi.org/10.1016/j.neurenf.2018.10.004>
**Référencée dans PsycINFO, Medline, Scimago-Scopus.*

B. Etude sur un dispositif d'intervention auprès des parents et des bébés dans les situations d'urgence

ACF a développé un modèle d'intervention des femmes enceintes, des très jeunes enfants et de leurs parents dans les situations d'urgence, les « baby-friendly spaces », espaces amis des bébés, d'accueil sécurisés, dans lesquels les parents et les bébés peuvent se rencontrer et rencontrer des professionnels pour parler de la parentalité, recevoir des conseils notamment sur l'allaitement et les soins à l'enfant, un soutien psychosocial ou psychologique, être orientés vers les structures de santé ou de protection, etc. En 2018 et 2019, une étude pour mesurer l'impact de ces dispositifs sur la prévention de la malnutrition et sur la santé mentale maternelle a été mise en place en Ethiopie en collaboration avec l'Université John Hopkins. L'ensemble des données a pu être récolté malgré des difficultés en matière de sécurité et les résultats sont attendus pour 2020.

- Intégrer la santé mentale dans les systèmes de santé

L'importance de la santé mentale et du soutien psychosocial dans le monde fait l'objet d'un mouvement global de plaidoyer fort ces dernières années auquel ACF participe activement. De nombreux pays et organisations s'engagent activement dans ce processus (Forum OMS de la santé mentale, Sommets annuels interministériels sur la santé mentale, etc.). Pouvoir répondre aux besoins (près d'une personne sur cinq habitant dans une zone de conflit souffre de troubles mentaux selon l'OMS, 2019) nécessite la mise en œuvre de la détection et de la prise en charge des troubles en santé mentale dans les services de santé. ACF soutient plusieurs gouvernements pour intégrer la santé mentale dans les services de santé et a développé une méthodologie et des outils pour faire le diagnostic des capacités, opportunités et difficultés en santé mentale du système de santé. Cette approche a été développée en Irak en partenariat avec le ministère de la Santé. Elle a favorisé le regroupement de tous les acteurs concernés sur cette question et une vision partagée des services existants et à améliorer. En 2020, un projet pour renforcer les services existants et basé sur les résultats du diagnostic démarre.

- Mieux répondre aux enjeux de santé mentale et de pratique de soins auprès des Rohingyas en documentant les enjeux de la réponse et du passage à l'échelle des activités

Nous travaillons en santé mentale et en pratiques de soins auprès des Rohingyas depuis 2003 en Birmanie et depuis 2008, au Bangladesh. Fort de cette expérience, nous avons pu répondre rapidement à la

crise de 2017 et mettre à l'échelle nos interventions pour faire face à l'afflux de réfugiés à Cox Bazaar. 4 articles ont été publiés dans un numéro spécial du journal Interventions (journal sur la santé mentale et le soutien psychosocial dans les urgences) pour partager les résultats d'une recherche afin d'évaluer l'efficacité d'un programme d'accompagnement des femmes enceintes pour prévenir la malnutrition¹, d'une étude sur les besoins perçus chez les adolescents², de présenter une étude de cas d'une mère adoptive et de sa fille³ et l'impact et la résilience des équipes⁴.

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE OU « WASH » (WATER, SANITATION AND HYGIENE)

- Intégrer les activités d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement dans celles de prévention et de traitement de la sous-nutrition, plus largement au sein des activités de santé.

Depuis sept ans, le secteur WASH d'ACF accentue son intégration avec le secteur Nutrition Santé, en visant deux objectifs : améliorer les taux de traitement des enfants pris en charges par les programmes nutritionnels d'ACF, et accompagner la stratégie santé d'ACF, tant sur la prise en charge des maladies épidémiques, que sur le renforcement des systèmes de santé. **WASH'Em : a project on improving handwashing behavior* (un projet d'amélioration des comportements de lavage des mains)

<https://washem.info/>

1 - <http://www.interventionjournal.org/article.asp?issn=1571-8883;year=2019;volume=17;issue=2;spage=160;epage=168;auiast=Corna;type=0>

2 - <http://www.interventionjournal.org/article.asp?issn=1571-8883;year=2019;volume=17;issue=2;spage=259;epage=266;auiast=Montanez;type=0>

3 - <http://www.interventionjournal.org/article.asp?issn=1571-8883;year=2019;volume=17;issue=2;spage=301;epage=304;auiast=Montanez;type=0>

4 - <http://www.interventionjournal.org/article.asp?issn=1571-8883;year=2019;volume=17;issue=2;spage=305;epage=309;auiast=Bubendorff;type=0>

Dans le cadre du lien WASH'Nutrition, les projets majeurs portés par le secteur eau, assainissement et hygiène, en lien étroit avec la théorie du changement, élément clé de la stratégie internationale d'ACF, sont les suivants :

L'enquête annuelle réalisée sur l'ensemble des missions du réseau pour la septième année consécutive. Cet exercice, porté conjointement par les coordinateurs WASH et Nutrition Santé, épaulés par les responsables de service des deux secteurs au siège, a permis de démontrer que l'intégration s'améliore progressivement, mais que les enjeux actuels sont d'abord la mise en œuvre des formations des équipes d'ACF, la sensibilisation des bailleurs à des financements intégrés ensuite, enfin la promotion de la recherche pour apprécier l'impact de la WASH sur le traitement nutritionnel.

*Bangladesh, Kutupalong, centre de santé, 2019 (photo Jean Lapegue)

Pour mieux répondre à ces enjeux, les activités suivantes ont été développées en 2020 :

La publication du manuel WASH'Nutrition en arabe, qui complète la documentation d'ACF (éditions précédentes en français, anglais et espagnol et production du manuel trilingue Baby WASH concentré sur la gestion de l'environnement sanitaire du couple mère enfant durant la période critique en terme de nutrition des cent jours entre la conception et les deux ans) en élargissant le public concerné.

La conception avec l'appui de la London School of Hygiène and Tropical Medecine (LSHTM) et d'un partenaire local, le LARTES (Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales, Université Cheikh Anta Diop, Dakar) d'un ambitieux projet de recherche multi siège (ACF France et ACF Espagne) pour apprécier l'impact d'un paquet minimum eau, assainissement et hygiène sur l'efficacité du traitement de la sous-nutrition aiguë infantile. Cette recherche robuste qui durera à minima trois ans s'accompagne d'une étude coût efficacité et d'une analyse systématique des pathogènes intestinaux

de la cohorte d'étude, afin de démontrer l'efficacité qu'il y a à intégrer les secteurs mais aussi à mieux comprendre les déterminants biologiques de la sous-nutrition (diarrhées, entéropathie environnementale, vers et parasites intestinaux).

Le projet « R4Act » (Recherche pour l'action) était concentré en 2019 sur l'opérationnalisation de l'approche WASH'Nutrition à travers une revue systématique de la littérature scientifique et la validation conjointe avec douze acteurs majeurs (CICR, MSF, etc.) de six activités prioritaires à mettre en œuvre pour obtenir un impact réel de la WASH sur le traitement communautaire de la sous-nutrition aiguë. La mise en ligne de six modules de formation « e-learning » sur le sujet est consultable : **R4ACT Evidence based Literature Review: Heather Stobaugh*

<https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKewir7LXH-dPpAhVByYUKHZxZBe0QFjAYegQIARAB&url=http%3A%2F%2Fresearch4action.org%2Fwp-content%2Fuploads%2F2019%2F09%2FR4ACT-Final-Report-0619.pdf&usg=AOvVaw1tI2g10HM8vrTQw9NzDtWh>

- Renforcer la coordination humanitaire à le projet d'équipes de soutien sur le terrain « field support team » (FST).

Depuis 2006, ACF est membre du groupe stratégique du cluster WASH Global qui rassemble près de cent acteurs humanitaires et soutient une stratégie de coordination de la réponse humanitaire, de plaidoyer, et de renforcement des capacités des plateformes nationales WASH.

Le projet emblématique du Cluster WASH est le projet Field Support Team dont fait partie ACF et dont l'objectif est d'apporter dans les moments les plus critiques d'une crise humanitaire majeure un appui au niveau national ou sous-national à la coordination des acteurs, la gestion de l'information et l'analyse des besoins.

En 2019, ce projet a permis 29 déploiements de deux mois environ dans 17 pays en crise majeure. ACF a contribué avec 4 déploiements de coordinateurs au Soudan, Burkina Faso, Venezuela et Mozambique.

ACF a mis en œuvre en 2008 à Ouagadougou (Burkina Faso), un master humanitaire WASH qui a permis jusqu'à présent de mettre sur le marché de l'emploi du secteur humanitaire plus de deux cent chefs de projets qualifiés, provenant essentiellement du continent africain. Cette belle expérience qui se poursuit encore aujourd'hui nous a donné envie de répliquer ce projet pour subvenir aux crises multiples du Moyen Orient (Irak, Yémen, Syrie, Palestine, Liban, Jordanie, etc.). Avec l'appui de USAID/OFDA (Fond Américains), de UNICEF, Bioforce et l'Université Germano Jordanienne de Mādabā (Jordanie), ACF a mis en place en 2019 un Master Humanitaire WASH Régional qui accueillera ses vingt premiers étudiants dès octobre 2020. La mise en place de cette formation inclut la formation de professeurs locaux, la construction d'un stock d'urgence destiné aux mises en situation, la préparation des cours et des curricula et le recrutement de partenaires humanitaires qui délivreront les cours spécifiquement humanitaires (25% du cursus).

*Bangladesh, Kutupalong camp, 2019 (photo extraite du rapport R4ACT 2019)

Chacun de ces déploiements est également une opportunité pour se coordonner avec la mission du réseau, les pools et les unités de préparation et de réponse des différents sièges de ACF. En 2020, ACF prendra le pilotage de ce projet qui implique six agences et près de 10 personnes. *Field Support Team: a project from the Global WASH Cluster to improve coordination in emergency contexts:

<https://washcluster.net/fst>

- Consolider l'expertise à travers le développement de formations universitaires diplômantes : le master WASH humanitaire de Madaba en Jordanie.

L'un des enjeux majeurs de l'œuvre humanitaire, en particulier dans le secteur WASH, est de disposer de ressources humaines bien formées, disponibles et idéalement localisées, pour s'associer aux recommandations du Grand Bargain.

- Influencer les évolutions nécessaires dans le domaine de la réponse aux crises climatiques et humanitaires de l'eau auprès à travers le Conseil Mondial de l'Eau.

ACF est depuis cinq ans Gouverneur au Conseil Mondial de l'Eau. Cette position permet d'influencer l'hydro-diplomatie du secteur en appuyant la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) grâce à cinq collègues représentant les 358 membres (instances intergouvernementales, états, secteur privé, société civile et coordinations nationales, secteur universitaire). ACF siège au conseil d'administration de ce Conseil en tant que gouverneur représentant le Partenariat Français pour l'Eau qui rassemble l'ensemble des acteurs français du secteur. En 2019, le Conseil Mondial de l'Eau s'est doté de divers groupes de travail, dont un « Changements globaux » qui porte sur les crises de l'eau, la crise climatique et les crises humanitaires. ACF est logiquement membre de ce groupe et est le point focal du Conseil sur les questions humanitaires. C'est à ce titre qu'ACF a porté, lors de la COP25 de Madrid, les deux thèmes critiques de « sous-nutrition et climat » et de « réponse humanitaire et crise climatique ». L'année 2019, ainsi que l'année 2020 seront par ailleurs consacrées à la préparation du Forum Mondial de l'Eau à Dakar, en mars 2021, qui hébergera un sommet de chefs d'Etats sur les enjeux de l'eau, en particulier au Sahel, y compris dans sa dimension humanitaire.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Développer la filière apicole en république centrafricaine.

En République centrafricaine (RCA), l'agriculture est largement dominée par des exploitations familiales, par l'autoproduction, et la collecte de produits forestiers non ligneux. Le potentiel de la filière apicole est important, sachant que la plupart des ménages ruraux pratiquent l'apiculture avec des ruches traditionnelles disposées dans des arbres environnants. Le miel pur centrafricain est réputé régionalement pour sa qualité. Malheureusement, il n'existe pas de système

de certification et la demande intérieure est faible : les rares marchés urbains ne peuvent absorber les volumes produits et une partie de ce miel est revendu à des grossistes qui l'évacuent dans les pays voisins, d'où il est bien souvent exporté en tant que produit camerounais, tchadien ou congolais. ACF a développé un plan de développement de la filière apicole en RCA par la promotion de techniques de production plus durables la mobilisation d'artisans, l'appui aux groupements et à la jeune coopérative de Bossangoa. Un travail de plaidoyer au niveau du ministère de l'Elevage cherche à faciliter l'établissement d'un circuit centrafricain de certification du miel pour l'export international. Dans ce cadre, des travaux sont en cours avec le ministère et la Plateforme Nationale des Apiculteurs Centrafricains pour l'organisation de la première foire nationale du miel centrafricain.

- S'adapter au changement climatique et l'atténuer à travers la promotion des pratiques agro-écologiques.

Les inondations dues au changement climatique sont devenues un phénomène récurrent et annuel sur la côte sud-ouest du Bangladesh, et en particulier dans les districts de Satkhira et Jessore. Ces inondations affectent en premier lieu les petits producteurs et les ménages déjà vulnérables, amplifiant de ce fait les menaces qui pèsent déjà sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. Compte tenu de ce contexte, pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations de Satkhira et de Jessore, ACF, en partenariat avec l'Université de Khulna au Bangladesh, a développé et mis en œuvre un projet de développement agricole centré sur la promotion des pratiques agro-écologiques à même d'améliorer la sécurité alimentaire des communautés tout en renforçant leur résilience au changement climatique. Les pratiques agro-écologiques promues portent en particulier sur la diversification de la production agricole, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, l'agroforesterie, la gestion de l'eau et de la fertilité des sols. Les résultats de ce projet ont été présentés lors de deux grands événements internationaux : la [3e conférence mondiale sur l'agriculture et le changement climatique](#) à Budapest en mars 2019 et le [2e congrès](#)

[mondial sur le changement climatique](#) à Berlin en septembre 2019.

- Améliorer la santé infantile au Nigeria à travers le transfert financier et l'accompagnement des mères aux changements de comportement

Le Nigéria représente 47% de la population de l'Afrique de l'Ouest et compte l'une des populations les plus jeunes au monde. Toutefois, la sécurité nutritionnelle reste un défi pour une large majorité de la population avec un des taux de retard de croissance le plus élevé au monde. En 2004, le Nigeria a élaboré sa première stratégie d'aide sociale axée sur la réduction de la pauvreté, mise en œuvre avec l'aide de différents partenaires, dont ACF. Aujourd'hui, le Child Développement Grant Program (CDPG : Programme de subventions pour le développement de l'enfant) est mis en œuvre dans les États de Zamfara et Jigawa dans le nord du Nigéria pour lutter contre la pauvreté et la dénutrition généralisée :

<https://www.opml.co.uk/projects/evaluation-child-development-grant-programme-cdgp>.

C'est un programme de six ans financé par DFID en

consortium avec Save the Children et en lien étroit avec le gouvernement. Ce programme pilote d'aide sociale cible 90 000 femmes enceintes qui reçoivent des transferts mensuels en espèces d'un montant de 10USD environ, jusqu'à ce que leur enfant atteigne l'âge de deux ans (fenêtre des mille jours autour de la naissance pour mieux lutter contre la malnutrition). Ces transferts sont accompagnés d'une communication pour un changement de comportement autour des pratiques de d'hygiène et de soins. Les résultats montrent (i) une utilisation accrue des services de soin et (ii) un changement de pratiques en matière d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Les indicateurs de la santé infantile se sont améliorés, notamment à travers l'amélioration des pratiques en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans a diminué de 5,4% dans les zones du projet, même si aucune amélioration significative n'a été observée sur l'émaciation ou l'insuffisance pondérale.

- Soutenir l'apprentissage et l'entrepreneuriat en Irak.

Des manifestations ont eu lieu en Irak à partir du 1er octobre 2019. Les protestataires manifestent contre plusieurs maux, en particulier contre le chômage. Depuis 2018, ACF développe des programmes d'employabilité visant à créer des nouveaux emplois, permettre un meilleur accès aux emplois existants, ainsi que des emplois de bonne qualité, dans des conditions décentes de travail. Ces programmes sont mis en œuvre dans la région autonome du Kurdistan ainsi que dans le gouvernorat de la Ninewah, en particulier dans la ville de Mossul, libérée du contrôle de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (ISIL). A ce jour, six projets ont été mis en œuvre, financés par la GIZ, OFDA, RDPP et le financement Z6 d'ACF ; ils s'adressent aux personnes revenues, aux populations déplacées internes ainsi qu'à celles qui sont restées sur leur lieu d'origine. Les résultats sont satisfaisants : 66% des apprenti.e.s et 70% des entrepreneur.e.s poursuivent une activité rémunératrice 6 mois après la fin des projets. Les jeunes femmes participent également activement à ces activités, alors que sous le contrôle de l'Etat islamique, elles devaient quitter le système éducatif et demeurer à la maison. L'approche inclusive des populations les plus vulnérables développée par le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, ainsi que les services psychosociaux délivrés par les collègues de la santé mentale et des pratiques des soins, leur permettent de dépasser les barrières liées à l'accès à l'emploi.

RECHERCHE ET ANALYSES

Le service Recherche & Analyses vise à piloter et coordonner les actions de recherche d'ACF France tout en assurant la bonne conduite des activités de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage sur les terrains d'action d'ACF France. L'objectif est d'assurer un continuum entre les opérations et la recherche opérationnelle afin de mettre en œuvre des programmes de qualité permettant de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables. Le service propose à cet égard d'apporter un soutien direct aux équipes de terrain pour mettre en œuvre

des volets de recherche opérationnelle, ainsi que de développer des outils pratiques et concrets permettant de répondre aux besoins des acteurs de terrain. A titre d'exemple, dans le cadre de sa recherche opérationnelle, le service Recherche & Analyses a développé une méthodologie d'enquête mixte adaptée aux contraintes humanitaires (intitulée LINK NCA) permettant de réaliser des analyses contextuelles de la malnutrition afin de programmer des interventions adaptées.

Afin de renforcer ses activités de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage sur les terrains d'action d'Action contre la Faim France, des ateliers de formation ont été déployés sur le terrain pour renforcer les capacités de son personnel dédié à cette activité sur le terrain. Les principaux se sont déroulés à Paris (avril 2019, décembre 2019) et en Jordanie (juillet 2019), pour renforcer les capacités méthodologiques et d'outils de gestion des données.

- Renforcement de l'expertise méthodologique et de l'analyse quantitatives.

Concernant la recherche opérationnelle, l'année 2019 a été marquée par l'arrivée d'un chargé d'études quantitatives (biostatisticien) au sein de l'équipe, permettant d'envisager le renforcement des compétences en interne sur les méthodologies quantitatives. Par ailleurs, l'utilisation de l'outil LINK NCA sur les missions et auprès d'acteurs externes a été développé, ainsi que le transfert de l'activité de déploiement de l'outil LINK NCA du siège ACF France vers le siège ACF UK effectué. Le service a lancé la conduite d'études de coût-efficacité dans le cadre de programmes de recherche en cours au sein d'ACF France ou d'ACF Espagne. Enfin, les équipes ont pu soutenir les équipes sectorielles dans la bonne conduite de leurs études, en particulier dans le domaine de la WASH (projets HYDRONUT).

- Valorisation de la connaissance et des échanges: comment passer des résultats de la recherche à l'action ?

L'année 2019 fut clé pour la mise en œuvre d'une

action d'apprentissage innovante et très appréciée en interne par les équipes : la semaine de l'apprentissage (learning week) a été organisée pour la première fois en interne, à l'initiative d'ACF France, et en coordination avec l'ensemble du réseau. Le service a par ailleurs particulièrement œuvré pour améliorer la confidentialité de la gestion des données à caractère personnel.

Mettre la science au service de l'action sur le terrain fut également un axe fort de l'année 2019. En cela, le service Recherche & Analyses a accueilli la plateforme ACF LAB, qui était auparavant au sein du service Plaidoyer. Les 20 et 21 novembre 2019, ACF a organisé la troisième édition de sa conférence scientifique #R4NUT « Recherche pour la nutrition », conférence de rayonnement international qui pendant deux jours a rassemblé 160 participants du monde entier, issus de plus de 60 universités ou organisations internationales. 21 projets de recherche ont été présentés provenant d'une soixantaine d'institutions. Certains sujets clés ont été approfondis, à savoir l'importance d'une approche intégrée et donc multisectorielle de la malnutrition et l'intégration des activités nutritionnelles dans les systèmes de santé ; un changement de paradigme pour décroquer les catégories de malnutrition de l'enfant (malnutrition chronique/aiguë) et considérer de façon plus globale l'état de santé de l'enfant ; ou encore la nécessité de s'intéresser à l'impact du dérèglement climatique et des grands enjeux du XXIème siècle sur la malnutrition.

Pour la deuxième année consécutive le workshop R4ACT (Research for Action : recherche pour l'action), qui a eu lieu à la suite de la conférence le 22 Novembre 2019, a rassemblé une quinzaine d'organisations (Cluster Wash et Nutrition, USAID, Save the Children, ACF, MSF, Croix-Rouge...) pour réfléchir à l'opérationnalisation du savoir scientifique. Se basant sur les résultats du rapport de synthèse de l'état des connaissances scientifiques sur les impacts des activités eau-assainissement et hygiène sur la malnutrition aiguë sévère, le groupe a défini puis priorisé des activités pour renforcer l'intégration des activités eau-assainissement et hygiène dans la réponse à la sous-nutrition et élaboré un plan d'action,

que l'ensemble des organisations se sont engagées à mettre en œuvre dès 2020.

- Favoriser et développer les recherches innovantes.

Enfin, le service a mené à bien la gestion de la Fondation ACF pour la recherche et l'innovation, et soutenu le financement de nouveaux projets pour 2020. Trois ont été retenus pour financement (2 autres sont sur liste d'attente) :

- Gènes de résistance aux antimicrobiens au sein des entéropathogènes portés par des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère dans l'essai TISA au nord du Sénégal : une analyse métagénomique ciblée ;
- Étude de la relation entre les données hydro-climatiques et l'état nutritionnel pour améliorer le système d'alerte précoce (SAP) dans le sud de Madagascar ;
- Évaluation de l'impact d'un ensemble d'interventions innovantes et multisectorielles sur l'état nutritionnel des enfants migrants dans les communautés tribales en Inde : un essai contrôlé randomisé en grappe basé sur la communauté.

PLAIDOYER

- Mobiliser contre la faim et sur le Sahel à l'occasion du sommet du G7.

À l'occasion du G7 organisé à Biarritz en août 2019, ACF a lancé une campagne de communication et de mobilisation citoyenne pour demander au gouvernement français de « mettre la faim au menu de ce G7 », dont le thème global était la lutte contre les inégalités. Cette campagne a été ponctuée par la publication de tribunes, l'organisation d'une mobilisation de rue à Lyon lors de réunion de la société civile avec les « Sherpas » en février, par la mise en ligne de plusieurs interviews d'experts sur le site internet d'ACF et de la diffusion sur les réseaux sociaux d'infographies et témoignages d'activistes du Sahel pendant le Sommet de Biarritz. 11 débats citoyens ont également été organisés avec les délégations locales d'ACF dans 8 départements (à Lille, Lyon, Rennes, Aix, Caen, etc.) afin de nourrir les recommandations vis-à-vis des dirigeants du G7. L'équipe du plaidoyer

d'ACF a pu porter plusieurs de ces recommandations lors d'échéances politiques clefs, notamment lors de la réunion ministérielle des Affaires Etrangères (avril), la réunion ministérielle dédiée au Développement (juillet), la rencontre avec le gouvernement (juillet), et le sommet de Biarritz (août). Plusieurs communiqués de presse ont été publiés en réaction à ces différentes réunions ministérielles. Pour ACF et ses organisations alliées, il s'agissait également d'obtenir une meilleure inclusion de la société civile et de ses recommandations dans le sommet du G7, notamment via des rencontres régulières avec les autorités en charge et la demande d'accréditation des ONG au plus près des négociations et des media, pour pouvoir réagir et faire entendre ces voix de la société civile. Une équipe d'ACF a ainsi pu finalement participer, tant au contre-sommet, qu'au G7, et contribué au travail auprès des media à cette occasion (conférence de presse, interviews, analyse des résultats du G7, etc.).

Par ailleurs, à l'occasion du sommet de la société civile pour le G7 de juillet, ACF et Oxfam ont organisé une conférence commune sur le Sahel à la veille d'une réunion ministérielle sur le Développement portant notamment sur le Sahel. L'objectif était de donner la voix aux acteurs de la société civile au Sahel et de présenter une autre vision du développement dans cette région, loin de l'approche tout sécuritaire portée par les pays du G7, davantage ancrée sur l'accès aux services de base, la protection des droits des personnes affectées par les conflits, la résilience face au dérèglement climatique et le soutien à l'agroécologie paysanne, et l'importance de l'inclusion des sociétés civiles locales dans les systèmes de gouvernance. Plus de 200 personnes ont participé à cette conférence dont le secrétaire d'Etat au Développement. En plus des recommandations portées par toute la société civile, ACF y a notamment présenté un rapport comparant l'instrumentalisation de l'aide au Sahel aujourd'hui et en Afghanistan dans les années 2000, et les conséquences qu'avaient eu cette instrumentalisation sur l'efficacité de l'aide et l'accès aux populations. Autour de cette conférence, plusieurs rencontres avec des décideurs ont été organisées avec les intervenants du Sahel venus à cette occasion. Plus globalement, la crise sahéenne a été tout au long de l'année un focus fort des équipes

plaidoyer dans chacun des pays concernés et à Paris, Bruxelles, et Dakar. Des notes d'analyses, briefing, communiqués de presse ont été partagés tout au long de l'année en amont de sommets officiels organisés sur le Sahel pour alerter sur la situation et fournir une analyse alternative de la situation, avec par exemple l'organisation d'un briefing devant tous les Etats membres de l'Union Européenne en avril ou des interventions dans diverses conférences et ateliers. Enfin, dans beaucoup de ses pays d'intervention et particulièrement au Sahel, les équipes plaidoyer ACF ont travaillé à renforcer la voix et le poids des sociétés civiles locales pour mobiliser contre la faim et pour une plus grande influence politique. ACF s'est ici positionné comme un facilitateur, en support aux organisations de la société civile pour qu'elles soient réunies en alliance et en capacité d'interpeller et influencer leurs Etats. Cette approche contribue à remettre les bénéficiaires, les populations locales au centre des activités menées sur leur territoire. Les équipes du plaidoyer continuent de développer ces liens via de multiples projets communs avec des organisations locales, en partant du constat que leur légitimité et leur compréhension des problématiques et solutions sont essentielles et qu'elles représentent des partenaires essentiels pour ACF. Des axes de plaidoyer et des messages ont été développés à partir de diagnostics locaux participatifs, reflétant ainsi la réalité des besoins et amplifiant les voix des populations concernées. L'objectif étant de porter du plus local au plus global ces constats et messages partagés. ACF a ainsi par exemple facilité la participation d'une organisation malgache partenaire à l'Assemblée Mondiale de la Santé en mai 2019 pour porter des messages sur l'importance d'une Couverture Santé Universelle incluant des services nutritionnels.

- Mieux suivre le soutien de la France dans le domaine de la solidarité nutritionnelle.

Dans le cadre de son travail plus spécifiquement auprès des autorités et institutions françaises pour une meilleure prise en compte des questions nutritionnelles et alimentaires dans l'aide au développement, après le plaidoyer mené en 2018 pour l'adoption par la France d'une feuille de route sur la nutrition, ACF a largement

contribué à faire vivre cette feuille de route (constitution d'une cellule dédiée à la nutrition au sein de l'AFD, etc.), à faire la promotion d'un marqueur permettant de suivre les fonds alloués à la lutte contre la malnutrition

au sein de l'OCDE, et à l'adoption d'une « stratégie pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable en 2019 ».

- Améliorer l'accès aux populations et mieux les protéger lors des conflits.

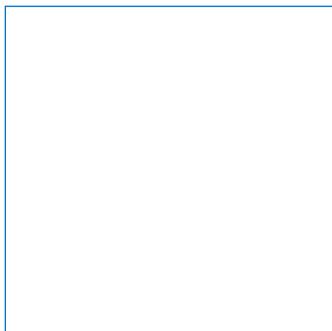
Les équipes plaidoyer se sont mobilisées tout au long de l'année face aux crises humanitaires majeures pour tenter d'améliorer l'accès des populations à l'aide et de mieux protéger les civils dans les situations de conflits, notamment via une pression sur les parties au conflit. La mobilisation sur le Yémen d'ACF, seul ou en coalition avec d'autres acteurs de la société civile, s'est ainsi poursuivie tout au long de l'année 2019, visant notamment à lever certains obstacles à l'aide humanitaire sur place, à empêcher une bataille autour de la ville et du port d'Hodeida qui aurait eu des conséquences humanitaires dramatiques, et à ce que les pays – comme la France – soutenant des parties au conflit, cessent d'alimenter le conflit en armes.

Plus globalement, en 2019, s'est développé un fort travail de plaidoyer face aux impacts de plus en plus grands d'un certain nombre de régimes de sanctions et législations contre-terroristes sur les capacités des ONG à fournir une aide fondée sur les principes humanitaires vers les personnes les plus vulnérables, quelles qu'elles soient et sur l'augmentation des besoins humanitaires du fait de ces stratégies disproportionnées de lutte contre le terrorisme.

Ce travail s'est notamment concrétisé autour de l'influence d'une Résolution (2462) du Conseil de Sécurité en avril 2019 sur le financement du terrorisme pour y préserver les principes de l'aide humanitaire et la primauté du Droit International Humanitaire.

ACF ainsi que de nombreuses ONG se sont par ailleurs fortement mobilisées face à l'adoption d'un certain nombre de mesures et législations par de multiples bailleurs et Etats dans lesquels ACF est présent.

DÉPARTEMENT COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT



Jean-François RIFFAUD,
Directeur Communication et
Développement

___ PARTENARIATS ENTREPRISES & FONDATIONS

L'année 2019 a été marquée par des moments forts aux côtés de nos partenaires. Il était important pour nous, dans le cadre des 40 ans d'ACF, de valoriser ceux qui nous ont permis de continuer nos missions toutes ces années grâce à leur fidèle engagement. A l'instar de Système U qui nous soutient depuis 20 ans ou du groupe UP qui nous accompagne depuis 10 ans.

En 2019, nous avons aussi vu grandir de nombreux partenariats, sous des formes variées. Plus de 2000 entreprises, de toutes tailles confondues, se sont mobilisées à nos côtés à l'échelle locale, nationale ou internationale. Sensibilisation à nos missions, mobilisation de leurs clients, partenaires ou collaborateurs, mise à disposition d'expertises ou de matériel. Un soutien valorisé à plus de 6 millions d'euros.

Plus de 8000 collaborateurs ont également pu s'engager à nos côtés pour lutter contre la sous-nutrition.

Les opérations telles que les « Challenge contre la Faim »

(mis en place dans 9 villes en 2019) ou l'opération « Je dej' Je donne » ont été en croissance.

La philanthropie individuelle accompagnée par des partenaires institutionnels nous a aussi permis de financer d'importants projets.

La mobilisation dans les territoires, encouragée par nos bénévoles référents partenariats en région, progresse.

En parallèle, animés par la volonté de partager davantage nos expertises ainsi que les multiples causes de la sous-nutrition, nous avons sensibilisé en 2019 (lors d'un petit déjeuner thématique) les acteurs privés à l'importance de financer la préparation aux urgences, dans un contexte de crises en croissance. Nous avons également initié et piloté le groupe ACFin chargé de développer les partenariats globaux.

___ COMMUNICATION

Pour la deuxième année, la campagne institutionnelle **Action contre la Faim, c'est bien plus que nourrir** a été présentée dans la presse hebdomadaire (*Le Parisien weekend, Challenges, l'Express et Courrier international*), en affichage dans le métro parisien et en digital (notamment via Dailymotion)

pour capitaliser sur l'audience préalablement touchée fin 2018. La signature n'a pas manqué d'accompagner les autres temps de communication qui ont suivi, notamment dans notre production de contenus digitaux et d'autres supports éditoriaux.

Plus principalement, l'année 2019 a été marquée par une communication autour de l'**empowerment des femmes**. Qu'elles soient employées, volontaire ou qu'elle bénéficie directement de notre accompagnement, la femme est souvent la première victime de la faim, mais elle peut aussi la principale actrice de la lutte pour le changement. Autour de **#womenagainsthunger**, ce message a été porté dans une campagne multicanale qui a débuté lors de la Journée internationale du Droit des Femmes et s'est achevée en septembre avec 4 portraits inspirants (Trésor au Tchad, Mahajabin au Bangladesh, Kavita en Inde, Virginie au Cameroun). Le succès de cette campagne a tenu au taux d'engagement obtenu sur nos réseaux (8,84M d'impressions, 5,69M en portée, près d'1,5 million de vues, un engagement sur Instagram à près de 9%), combiné à des dispositifs complémentaires en achat d'espace dans *Marie-Claire*, *Cosmo* (totalisant 2 millions d'impressions), sur *Konbini news*, par le podcast *La Poudre* (message ACF téléchargé près de 280 000 fois), en sensibilisation aux Solidays, à la Fête de l'Humanité ou encore en partenariat avec le French Curiosity Club qui nous a donné accès à sa communauté.

L'autre temps majeur de 2019 aura été les 40 ans d'Action contre la Faim. Pour l'occasion, nous sommes allés initier à la photographie 4 groupes de personnes, sélectionnés dans quatre de nos terrains d'intervention (Bangladesh, Guatemala, Côte d'Ivoire et Jordanie). Accompagnés d'un photographe professionnel, Guillaume Binet, et d'un membre de l'équipe, 20 participants ont pu témoigner de leur quotidien et des sujets qui les touchent, dans une démarche qui visait à ce qu'Action contre la Faim s'efface et redonne toute sa place à l'humain, celui de l'on accompagne et qui nous occupe dans nos missions tous les jours.

— DÉLÉGATIONS

Grâce à un réseau d'une trentaine de délégations départementales près de 200 projets auront vu le jour en 2019. Apportant à l'association une belle visibilité avec plusieurs centaines de retombées médiatiques et permettant de collecter des fonds pour les missions sociales de l'association. Les relations institutionnelles, tissées localement par notre réseau, ainsi que les événements institutionnels (Campagnes de communication, Course et Dessin contre la Faim, Challenge Interentreprises, opérations de partenariats...) largement relayés par les équipes locales, ont contribué également à augmenter la collecte de fonds et à une sensibilisation massive du grand public au mandat d'ACF, dans les plus grandes villes de France. Comme chaque année, les délégations bénévoles ont mobilisé les médias et sensibilisé le grand public notamment à l'occasion des Journées Mondiales, en marge du G7 organisé en France et également pour les 40 ans d'Action contre la Faim ou encore sur des événements spontanés. Appuyées par les chargés de projets jeunesse, elles ont également sensibilisé plusieurs milliers d'élèves à la problématique de la sous-nutrition par le biais des projets pédagogiques de la Course contre la Faim et du Dessin contre la Faim. Enfin, 7 Challenges Interentreprises ont été organisés dans les délégations, 12 partenariats sportifs ont été créés ou renouvelés cette année et les opérations de partenariats institutionnels ont été portées localement : Je Dej, Je Donne (don de titre restaurant) ou l'Arrondi Solidaire en caisse au sein de certain aéroport. De nombreux projets menés par les équipes : des conférences animées par des expatriés de retour de mission ou par des experts du siège, des événements sportifs (courses, marches, compétitions de golf, pelote basque), des événements culturels (pièces de théâtre, comédies musicales, concerts classique, gospel), des rendez-vous avec les élus locaux, des partenariats avec des équipes de rugby de haut niveau (Atlantique Stade Rochelais, Dragons Catalans, FC Grenoble Rugby etc.) et également, des projets co-organisés avec des étudiants permettant

aux délégations de s'insérer au sein d'un nouveau public. Ces exemples sont le reflet du dynamisme et de l'engagement de nos bénévoles pour lutter contre la sous-nutrition et rallier le public à notre cause. Un immense merci et un grand bravo à tous les bénévoles investis au sein de nos délégations ! En 2019 notre association a initié une diversification de son offre d'engagement notamment par la mise en place d'un contrat d'intermédiation avec Unis Cité. Avec comme objectif d'accueillir sur 4 sites différents un binôme de volontaires en service civique ayant comme mission d'aider au développement des projets transverses dans les territoires (projets jeunesse, projets de partenariats et projets de délégations). Nous avons également entrepris une réflexion sur le parcours d'engagement de tous les acteurs non salarié.es qui se mobilisent pour notre association.

___ MARKETING ET SERVICE RELATIONS DONATEURS

En 2019, la collecte auprès du grand public représente 79% des fonds privés, soit 34,3 millions d'euros. Malgré ce chiffre, l'année a été très compliquée, tout particulièrement pour les dons ponctuels. Deux canaux ont souffert de cette baisse : le marketing direct papier et le digital.

La collecte réalisée par le papier est inférieure de 12% aux objectifs. Le montant des dons issus des mailings papier est de 7 544 K€ (fidélisation + prospection) contre 8 510 K€ attendus. De son côté, la collecte digitale a totalisé 2 660 K€ pour 3 800 K€ attendus, ce qui représente un retard de 30%. Le papier comme le digital ont visiblement souffert d'un contexte peu propice aux dons, d'un recentrage vers des causes

de proximité ou liées à l'écologie, de grèves qui ont entraîné des retards (voir des pertes) de courrier et d'une diminution importante des effectifs à relancer. Les libéralités continuent de croître avec 2,48 millions d'€ réalisés en 2019, soit une croissance de 13% par rapport à 2018.

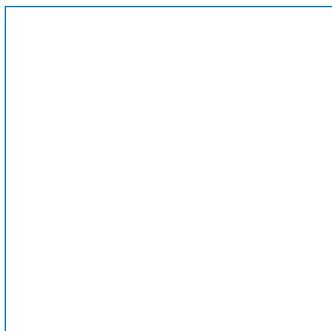
Les dons par prélèvement automatiques sont également en croissance avec un montant de 21,56 millions d'€, soit une augmentation de 6,36% (1,3 millions d'€). Ce levier est toujours aussi dynamique et représente un axe prioritaire pour 2020 (recrutement de donateurs réguliers en face à face, sur le papier, sur internet et par téléphone). Le Service Relations Donateurs a assuré la qualité de la relation avec nos donateurs et du traitement des dons en faveur de l'association. Ses chiffres clés en 2019 sont les suivants :

- Appels de donateurs : 10 259 par an
- Emails de donateurs : 29 854 par an
- Courriers envoyés par ACF : 28 000 par an
- Courriers de donateurs : 168 000 par an

En 2019, vous avez été plus de 300 000 donateurs à soutenir nos programmes humanitaires. Nous vous remercions pour votre générosité et votre confiance renouvelée.

Enfin, ACF a pu migrer sa base de données donateurs vers une solution d'un nouveau prestataire. Cette migration a été réussie malgré un contexte très difficile.

DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER



Alice PONSERO,
Directrice Administrative
et Financier

___ SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DE LA DAF

- La Direction Financière a eu à cœur de démarrer dès le début de l'année 2019 un travail sur la gestion du risque de change, avec la mise en place de couvertures sur nos principales devises de réception de fonds (US dollar, livre sterling, couronne suédoise) nous permettant d'améliorer très fortement notre pilotage et l'impact budgétaire des variations des taux de change. La DAF a également eu à gérer de nombreux audits liés à la demande croissante de redevabilité de nos bailleurs.

- La Direction Financière s'est dotée au premier semestre de l'année d'une Direction Déléguée aux Opérations. En effet, l'augmentation des volumes et de la complexité de nos opérations (consortiums ou partenariats locaux par exemple) nécessite de renforcer le suivi de la Direction Financière, avec un poste dédié, sur le périmètre où les enjeux financiers sont les plus importants. La Direction Financière déléguée aux opérations est une entité transverse sur l'ensemble du périmètre financier sur le périmètre géographique des missions ; qui assure des missions de définition de la stratégie financière, de coordination et de support aux régions tout en les représentant au sein du département sur les projets ayant un impact terrain et sur les besoins d'évolutions du cadre et des outils.

- En collaboration avec le service comptabilité et en lien avec les Régions, la Direction financière déléguée

a œuvré sur le recouvrement des créances bailleurs et le pilotage de la trésorerie des missions.

- Après de nombreuses années de relation avec les mêmes banques au niveau du siège, il a été décidé de lancer un appel d'offre bancaire au second semestre 2019 afin de gagner en efficacité et frais bancaires. L'enjeu est également de garantir l'accès financier, condition nécessaire de l'accès humanitaire, et donc la possibilité d'envoyer des fonds dans nos pays d'intervention. En effet, le contexte actuel autour du contreterrorisme rend de plus en plus difficile les transferts de fonds par nos banques.

- Les équipes ont travaillé sur l'année 2019 à la refonte de la formation finance pour les financiers et les non-financiers (ex. responsables programmes pour leur suivi budgétaire). L'objectif étant de proposer des modalités variées pour s'adapter à chaque situation, que l'on soit au siège, à distance, en collectif ou en individuel, avec des modules standards ou sur mesure. Ce travail qui se poursuivra en 2020 permettra de proposer par exemple une formation finance initiale en ligne.

___ PROJETS PRIORITAIRES DE L'ANNÉE 2019 AU SEIN DE LA DIRECTION FINANCIÈRE :

- Projet UNIFI : dans le cadre de la mise en place du programme « UNIFI » visant à moderniser notre pilotage financier du siège jusqu'aux missions, la stratégie initiale a été entièrement revue afin de mieux répondre aux besoins : une réorientation vers SAGA a été choisie pour le terrain en complément de l'implémentation de Microsoft Dynamics au siège. L'objectif est d'optimiser l'utilisation des outils en fonction des besoins et du périmètre de chacun, en

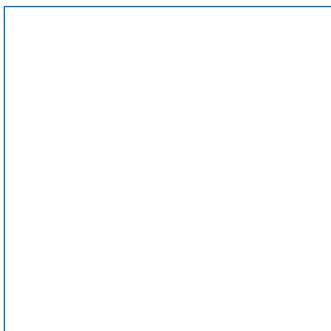
travaillant sur la complémentarité entre les outils terrain et siège.

- « Projet coûts partagés » : à la suite des recommandations de l'audit Food For Peace (FFP) effectué au début du second semestre au siège, ACF a pris la décision de mettre en place une nouvelle méthode de coûts partagés. Cette décision nous permettra de mieux répondre aux contraintes et obligations de plus en plus pressantes de nos bailleurs et de réduire les risques financiers de non éligibilité de ces coûts.
- Ces deux projets majeurs ont fortement mobilisé les équipes de la finance sur l'année mais également les équipes SI, opérations et ressources humaines.

___ FEUILLE DE ROUTE EN 2020 :

- Poursuite de la mobilisation des équipes de la Direction Financière sur les projets UNIFI et coûts partagés
- Finalisation de l'appel d'offre bancaire avec la sélection des nouveaux partenaires bancaires du siège au premier trimestre 2020 et l'implémentation des contrats est envisagée à la fin du premier semestre 2020
- Poursuite des travaux sur le lancement des activités lucratives sous forme de sectorisation
- Mise en œuvre du nouveau règlement comptable

DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES



Fred WEHNER,
Directeur des
Ressources Humaines

L'année 2019 est placée une nouvelle fois sous le signe de la réponse opérationnelle aux missions et du développement de ses ressources humaines en respect avec notre mandat, notre identité employeur et la valorisation du courage et de l'engagement de nos collaborateurs.

Elle est une année particulière car ayant connu plusieurs transitions. Trois DRH se sont succédés, dont l'actuel titulaire Frédéric Wehner en poste officiellement depuis novembre 2019. Cette transition marque une volonté de renforcer l'unité (des instances et collaborateurs de l'association, au siège comme en mission), de la spécialité professionnelle et du dialogue social, en lien avec les ambitions de la nouvelle direction générale. A ce titre, un travail de fond est lancé dès septembre 2019 sur l'identité managérial, animé et construit par les managers eux-mêmes, de même que des engagements précis et spécifiques pour l'amélioration du climat social.

2019 est marquée par des projets et réalisation phares : est lancé cette année l'ambitieux projet système d'information RH (SIRH) ayant pour objectif de doter l'organisation d'un système de gestion administrative/de paye performant et d'outils permettant la pleine expansion de ses politiques de gestion des carrières, de formation et du recrutement. Pour ce faire, une ressource dédiée prend son poste

en avril 2019. La fin de l'année 2019 voit la réalisation du cahier des charges, le ROI et la pré-identification des prestataires capable de répondre à ces objectifs.

L'année est aussi marquée par un vaste travail autour de la gestion des temps et activités en mission, suite aux attentes de nos bailleurs de fond. Ainsi, services RH, finance, opérations et ARC avancent en coordination sur la création d'un système permettant d'affecter les ressources en fonction du temps passé par nos collaborateurs sur chaque activité et selon le bailleur. 2019 marque la définition des engagements, un plan de développement sur 10 mois et le développement de la première solution temporaire de gestion, déployée à partir de décembre 2019.

L'année 2019 est enfin marqué par des réalisations importantes, détaillées plus avant par chaque service :

- Nouvelle politique de rémunération internationale, permettant à ACF de se repositionner justement sur le marché du travail international, en considération de notre mandat, des responsabilités exercées par nos cadres internationaux et de leur contexte d'intervention.
- Refonte du site carrière, accueillant nos offres d'emploi, nos actualités, la description de nos métiers et de l'identité d'ACF comme employeur.
- La prolongation du partenariat entre ACF et l'université Deakin pour la gestion de la formation supérieure PLH (programme de leadership humanitaire), avec une nouvelle promotion de 30 personnes.

- Le lancement et le travail sur le projet « on-boarding », ayant pour objectif de refondre la stratégie et la réalisation de l'intégration des nouveaux salariés d'ACF, qu'ils soient nationaux (siège compris) ou internationaux.
- Le démarrage des négociations sur l'accord égalité femme-homme.

GESTION SOCIALE ET PILOTAGE

— Chiffres et tendances clés 2018

- Effectif siège et internationaux à fin 2019 :
 - À date, la hausse de l'effectif salarié sous contrat ACF FR, entre le 31/12/2018 et le 31/12/2019 : +11,3 % au global avec des disparités siège (+7,1%) / terrain (+17,5%)
 - Sur effectif moyen annuel 2018/2019 : + 10 % au global avec une augmentation terrain plus marquée (+ 17 %) / siège (+ 4%)

Une tendance qui s'inverse par rapport aux constatations des années précédentes (à date : hausse de l'effectif salarié sous contrat ACF FR entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018 : - 0,8%, 2% au global avec des disparités siège (+1,3%) / terrain (-3,6%).

Pour le siège :

La hausse de l'effectif entre décembre 2018-décembre 2019 est due à l'accroissement du nombre de CDI (passant de 222 à 230 soit une hausse de 4%) notamment suivant les attentes de l'inspection du travail, mais elle de fait compensée par la baisse d'effectif CDD (101 en décembre 2019 versus 87 en décembre 2018)

Pour le terrain :

Les effectifs de personnel international repartent à la hausse, en lien avec les SWAP, une hausse du volume d'activité mais aussi la fin des contrat Etats-Unis pour les salariés de mission France, autrefois portés par ACF-USA.

- Turn over :

Le turn-over siège (calculé en établissant un rapport entre le nombre de fin de contrat CDI par rapport à la moyenne des effectifs sur l'année) est à 23,65%, contre 19,7% en 2018, 19.9 % en 2017. L'ancienneté moyenne des salariés internationaux est stable : 2 ans en moyenne en 2017, 2.2 ans en 2018, 2,2 ans en 2019)

Le service gestion administrative et paie reste à un haut niveau d'activité (250 entrées et 221 sorties siège, 292 entrées et 258 sorties de salariés internationaux). Il s'est stabilisé et a travaillé sur la mise à jour d'un certain nombre de processus de gestion et modes opératoires. Travail qui alimente et alimentera le travail du service sur le changement du système informatique.

L'actualité sociale, la gestion du dialogue social ont été particulièrement chargées dans un climat social global en tension :

- Le projet rémunération pour le personnel international a abouti avec la signature d'un accord révisant le cadre de 2013 sur les rémunérations et la classification des emplois des expatriés.
- Gestion de 3 alertes concernant les services sièges.
- Plusieurs consultations sur des réorganisations de département ou de service ont été organisées.

RECRUTEMENT ET MOBILITÉ

L'année 2019 est tout d'abord marquée par la réalisation de 622 recrutements internationaux et siège. L'organisation de l'activité par filière métier confirme son intérêt sur la visibilité et la connaissance des talents internes, avec 54% des recrutements réalisés via notre vivier interne actif ou en poste. Sur les 622 recrutements réalisés, 47% ont été réalisés pour des postes sièges.

2019 est marqué par deux tendances.

1. Tout d'abord, le niveau d'expertise et d'exigence des postes internationaux et siège continue d'augmenter. Cela se traduit par la diminution des

postes internationaux dit « d'entrée » ou « junior » (les postes internationaux augmentent de 23% et la durée de contrat de ces postes passe de 9 à 8 mois, lié à une part plus grande en coordination) et les postes siège augmentent (augmentation de 29%, majoritairement des postes d'expertise).

2. A l'inverse, le temps de recrutement est toujours plus réduit et passe à 37 jours. Associé à une plus grande complexité des recrutements (dû au niveau d'expertise attendu plus élevé) et un marché de l'emploi toujours tendu au niveau international et pour certaines filières du siège, la charge de travail du service recrutement et mobilité demeure identique aux précédentes années avec, en 2019, 673 demandes de recrutements traitées.

Le service recrutement et mobilité confirme aussi son avancée dans les nouvelles technologies de recrutements et la recherche proactive de candidats sur les réseaux professionnels :

- Tout d'abord le service a piloté, en collaboration étroite avec le département du CoMDev et des SI, le lancement d'un nouveau site carrière, pour renforcer l'expérience candidat et l'attractivité de l'organisation.
- Des supports de communication digitaux ont également été créés pour renforcer l'attractivité de nos missions (Afghanistan, Yémen, RCA)
- Par ailleurs en 2019, 865 profils ont été étudiés de façon proactive grâce à notre licence recruteur LinkedIn, le nombre de membres sur notre page carrière LinkedIn a augmenté de 146% (atteignant 114 277 membres aujourd'hui) et 118 de nos collaborateurs recrutés ont été « influencés » via cette plateforme.

2019 a aussi été marqué par la mission « conseil à l'organisation du travail » pour le siège. Le service aura accompagné les managers dans la réorganisation du département plaidoyer, communication et développement des ressources.

Cette année encore nous sommes intervenus sur plusieurs forum d'emploi généralistes (Paris pour l'emploi, forum des carrières SciencesPo, Forum de l'alternance), humanitaires (salon de l'humanitaire

d'Annemasse, salon Bioforce Lyon et Dakar) et interventions écoles (3A, Paris Sorbonne, Ecole des hautes études de santé publique de Paris, AgroParisTech, école nationale supérieur agronomique de Toulouse, etc...).

2019 a également été l'année d'accueil du plus grand nombre d'étudiants en alternance au sein du siège : 32 contrats de professionnalisation ont été signés pour la rentrée de septembre 2019. Une campagne de recrutement sur les réseaux sociaux a été spécialement créé et 2 partenariats écoles ont été signés (3A et Bioforce), afin de limiter les couts pour ACF.

Afin de répondre aux enjeux légaux sur la réalisation des Entretiens Professionnels des collaborateurs ayant au moins 2 ans d'ancienneté contractuelle, un état des lieux du dispositif et un plan de déploiement a été réalisé. Le recrutement d'un Coordinateur des Entretiens Professionnels a permis la réalisation de 90 entretiens et l'activité est désormais reprise par les membres du service recrutement et mobilité.

FORMATION

En 2019, 490 salariés du terrain et du siège ont été formés sur les dispositifs de formation pilotés par le siège. Les principaux dispositifs de formation gérés par le siège sont les Specialised Courses (dits SpeCs pour les formations métier à destination du personnel terrain) et le plan de Développement des compétences, pour le personnel siège.

5 formations au Management d'équipe ont été organisées pour le personnel cadre terrain (70 salariés formés) en Sierra Leone, en Jordanie, au Népal et au Tchad. Ces formations ont été facilitées par l'Institut Bioforce.

Les formations au PFST (Personnal Field Security Training) ont été systématisées pour les expatriés et les salariés du siège se déplaçant sur les pays classifiés en zone rouge, selon le référencement de la Direction Déléguée Sécurité. Ces formations sont organisées en région Parisienne ou dans nos pays/ régions d'intervention directement.

Issu de réflexions stratégiques menées en 2018, le

projet Onboarding a démarré en 2019. L'objectif du projet Onboarding est la mise en place d'un système d'intégration structuré, formalisé, pour l'ensemble des collaborateurs du siège et du terrain. Ce projet a donné lieu à de nombreuses consultations auprès des personnels du siège et du terrain et a permis de redéfinir les principaux processus et outils d'accueil et d'intégration des salariés chez ACF (procédure d'accueil RH, Briefings avant départ et Séminaire d'Intégration notamment). Les résultats seront présentés durant le premier semestre 2020.

Le Programme de Leadership Humanitaire (PLH), géré en partenariat entre ACF, l'université de Deakin et le Centre de Leadership Humanitaire, a été relancé fin 2018 et mis en œuvre en 2019. Financé par OFDA jusqu'en 2021, l'objectif du projet est la traduction et la contextualisation aux régions humanitaires francophones de la formation développée initialement en anglais pour des humanitaires anglophones. L'objectif du projet est de promouvoir et d'ouvrir ce cours universitaire aux salariés d'ONGs en Afrique francophone ainsi qu'à Madagascar et Haïti. En 2019, la seconde itération du PLH (mars/octobre) a eu lieu avec succès. 30 étudiant(e) ont été diplômé(e)s. Cette promotion était constituée de 10 femmes et 21 hommes. 81% des étudiants de cette promotion étaient de nationalités africaines. Ils travaillaient majoritairement en ONG Internationales (27), aux UN (2), en ONG nationale (1) et pour la Coopération (1). La troisième itération du PLH a démarré en novembre 2019 (Novembre 2019/juin 2020), 30 étudiants sont inscrits 9 femmes et 11 hommes. 83% des étudiants sont de nationalités africaines. 66% travaillent en ONG Internationales, 20% aux UN, 12% en ONG nationales, et 2% sont indépendants.

ACF poursuit son effort d'intégration des jeunes professionnels, à travers le recrutement et l'intégration de jeunes salariés en contrat de professionnalisation. Depuis 2017 le nombre d'alternants est en constante augmentation. En 2019 ACF a accueilli 33 salariés alternants.

STRESS ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

L'activité de soutien psychologique et de gestion du stress a démontré cette année encore sa nécessité et son support. Animée par Marianne Kedia et les volontaires interne du « groupe débriefing », de nombreux entretiens ont été réalisés quotidiennement, de même que des missions avec les collaborateurs accompagnés sur ces thématiques.

2019 est marqué par les événements tragiques au Nigeria, avec l'enlèvement puis l'exécution de nos salariés, et la captivité de Grace Taku. Marianne Kedia a ainsi pu accompagner la mission dans cet événement traumatique, et réaliser une visite au personnel du Nigéria fin janvier 2020.

En RCA et RDC, les programmes de soin psychologique au personnel national ont continué, gérés par des psychologues cliniciens dédiés et présents sur place.

RH ACCOMPAGNEMENT & RÉFÉRENT HANDICAP

Une dizaine de salariés du siège, en situation de handicap ou de maladie lourde, chronique ou temporaire, ont fait appel au Référent Handicap pour des aménagements fonctionnels de leur environnement de travail, ou un accompagnement dans des démarches administratives comme la demande de reconnaissance de leur qualité de travailleur handicapé. Ces soutiens, très individualisés et parfois complexes, se sont concrétisés grâce à l'engagement d'autres services internes, essentiellement celui des Moyens Généraux, ou encore la disponibilité et réactivité du Médecin du Travail.

Par ailleurs, d'autres volets de la Politique Handicap ACF sont relancés : développement des contrats avec le secteur protégé, communication interne...

Concernant d'autres types d'accompagnements individuels. Pour la douzième édition annuelle du dispositif de bourses formation expatriés, record battu avec 18 expatriés ayant bénéficié d'une bourse ACF en 2019. Et ceci en soutien à une formation identifiée par chacun, en lien avec leur métier ou leur projet professionnel. D'où des formations très variées, tant en

présentiel qu'en e-learning, de semaines techniques comme à Bioforce Dakar, à des DU et Master à distance, par exemple, en épidémiologie avec l'ISPED Bordeaux, ou en Coopération internationale avec Kalu Institute.

Et pour la 3ème année consécutive, le nombre de coaching, avec coach externe professionnel, reste stable, avec 6 coaching en 2019, 4 pour le siège et 2 pour le terrain.

SIRH

Dans le cadre de la digitalisation des processus de l'organisation, le département RH d'Action contre la Faim a initié, en avril 2019, un projet majeur de modernisation de ses outils informatiques.

Outre la volonté de participer à un cercle vertueux ayant un impact positif sur la RSO, l'objectif de ce projet est l'amélioration de la performance de la fonction RH dans sa globalité.

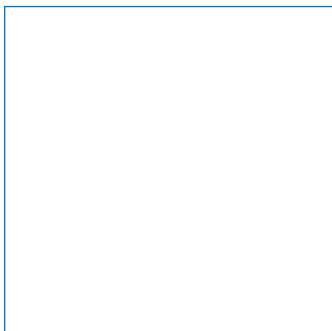
Le cahier des charges a été rédigé à l'appui d'une analyse fonctionnelle et d'un calcul de ROI réalisés en amont. L'appel d'offre est en cours, la décision quant

au(x) prestataire(s) retenu(s) devrait intervenir fin avril 2020.

Parallèlement, toujours dans une logique d'amélioration des processus, les outils existants ont été optimisés grâce au développement de nouvelles fonctionnalités (réalisation des entretiens professionnels depuis l'application Ovide notamment).

Enfin, l'équipe SIRH a été fortement mobilisée à partir de septembre dans le cadre du projet « Shared Cost ». Il s'agissait sur un temps très court d'apporter une réponse satisfaisant les nouvelles exigences de nos bailleurs en matière d'affectation au réel des coûts, selon le temps passé par chaque salarié sur chaque financement. Un processus fonctionnel a donc été élaboré et une solution technique ad hoc a été développée (outil Excel « Timesheet »). Les quatre missions pilotes (Bangladesh, Nigeria, RDC, Tchad) seront, à partir de mars 2020, en mesure de fournir aux bailleurs en cas d'audit, une feuille de temps individuelle avec détails des affectations budgétaires selon le temps réellement passé par chaque salarié, sur chaque projet.

DÉPARTEMENT LOGISTIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION



Jean Baptiste LAMARCHE,
Directeur Logistique et
Systèmes d'Information

DÉVELOPPEMENT DE LA MUTUALISATION LOGISTIQUE

Dans la continuité des initiatives de plaidoyer prises les années précédentes, et dans un contexte où l'écart entre les besoins humanitaires et les ressources disponibles pour y répondre ne fait que grandir, le département Logistique et SI s'est fortement impliqué dans la rédaction du rapport « Strength in numbers – vers une aide plus efficiente : la mutualisation des moyens logistique » avec le Réseau Logistique Humanitaire (RLH – consortium de Directeurs Logistiques de 10 ONG). La publication, qui démontre les bénéfices de la mutualisation logistique inter ONG, a donné lieu à plusieurs présentations auprès de bailleurs de fonds (ECHO – Bruxelles), au Forum Espace Humanitaire (FEH - Annecy), au Humanitaire Networks Partnership Week (HNPW – Genève), Global Logistics Cluster (GLC – Dublin), etc. Nous constatons un intérêt grandissant de l'ensemble des acteurs. Le RLH a mandaté une équipe pour étudier l'opportunité de créer une plateforme de mutualisation logistique et les résultats sont attendus début 2020.

En parallèle, ACF continue son expérience de mutualisation du logiciel de gestion de la chaîne d'approvisionnement Link. Handicap International est à bord et a réalisé ses premiers déploiements

terrain. Une pré-étude d'intégration est en cours avec Solidarités International. Après avoir réalisé la pré-analyse, Medair a choisi de prioriser l'évolution de son système financier et reviendra vers Link ultérieurement. Enfin, plusieurs autres ONG exprimés leur intérêt pour s'associer à ce projet de mutualisation.

CREATION DE LA DIRECTION DELEGUEE AUX SYSTEMES D'INFORMATION

Dans la stratégie de digitalisation des processus de travail d'ACF, nous avons lancé le projet de structuration des activités Infrastructures et Systèmes d'information avec la création d'une Direction Déléguée. Cette réorganisation a pour but d'améliorer la performance de gestion des activités et des projets SI en cours.

La création d'un poste d'Architecte/Urbaniste SI en Avril 2019 a permis de démarrer le travail de sensibilisation aux enjeux SI auprès des départements et se matérialise par la mise en place de cartographies de nos systèmes.

Le poste de Directeur Délégué aux Systèmes d'Information a été pourvu en Septembre 2019 et va permettre de définir, avec les équipes, l'organisation optimale pour répondre au mieux aux besoins et à la stratégie de transformation de notre SI. Cette transformation organisationnelle se met en œuvre simultanément avec un niveau d'activité très important sur tout la filière informatique.

FAITS MARQUANTS EN 2019

— Les nombreux projets Systèmes d'Information

- **LINK** (SI Supply Chain) a vu ses fonctionnalités s'étoffernotammentavecle développementdu module Gestion des stocks. Le déploiement de ce dernier se poursuivra sur 2020 sur l'ensemble des missions.

Avec la mise à disposition de Link au Service Approvisionnement et Expéditions, les processus de Supply Chain sont maintenant gérés de bout en bout dans le même outil.

Le partenariat avec Handicap International s'est concrétisé avec la signature d'un contrat leur permettant l'accès à l'outil. Sur ce projet de plateforme inter-ONG de nombreuses discussions sont en cours avec d'autres partenaires. Pour rappel, cette plateforme permettra de mutualiser les coûts d'utilisation de l'outil et de développer de nouvelles fonctionnalités, et à terme ouvrir la possibilité d'effectuer des opérations achats et logistiques communes.

- **IUNIFI** (ERP finance), 2019 a vu la signature d'un contrat avec Microsoft et un intégrateur pour la mise en place de l'outil Dynamics 365 FinOps. Le travail d'analyse fonctionnelle a permis également de réajuster la stratégie. L'outil Dynamics 365 sera implémenté au niveau du siège et le logiciel comptable SAGA restera l'outil comptable sur le terrain mais dans une version qui permettra une remontée quasi en temps réel des données financières terrain.

L'organisation de l'équipe projet a également été revue et a permis de travailler plus efficacement sur la dernière partie de l'année.

Le planning initial a été modifié en raison principalement au changement de stratégie évoqué.

- **SharedCost/Timesheet** : en réponse à de nouvelles exigences bailleurs, la DDSI a apporté son support aux Finances et aux RH pour la mise en place d'un système permettant aux collaborateurs terrain de remplir une feuille de temps qui

permettra l'imputation budgétaire de leurs coûts. Ce projet inclut également la mise à jour des modalités de suivi des plans financiers sur le terrain et la DDSI a travaillé sur leur optimisation.

- **SI RH** : Ce projet a pour objectif la mise en place d'un Système d'Information RH et intégrera la gestion administrative, le traitement de la paie, la gestion des talents ainsi que la gestion des temps et des activités. Cela permettra de fluidifier les processus au siège et en partie sur le terrain et de se doter d'un réel outil de pilotage. Le cahier des charges a été élaboré en étroite collaboration entre l'équipe RH et les SI et un appel d'offre sera publié début 2020
- **Notilus** : Les personnes au sein des services qui voyagent le plus ont désormais la possibilité de réserver leurs déplacements en train en toute autonomie. Par ailleurs, l'outil a été mis à disposition de la mission Bangladesh, en sachant que cette fonctionnalité pourrait être ouverte aux autres missions par la suite.
- **Homère** : Le déploiement de cet outil RH (permettant la gestion administrative et le calcul de la paie) pour les 4 000 salariés nationaux s'est achevé en 2019 avec la RDC, le Pakistan et le Yémen. Il s'est accompagné de la mise en place de MyHomère, centralisant toutes les données à des fins de pilotage.
- **Site de recrutement** : un nouveau site de recrutement a été développé et mise en place afin de mieux refléter la marque employeur et s'intégrer dans le site institutionnel.
- **Ovide** : un module «Entretiens professionnels» a été ajouté dans l'outil. Cette évolution permet de remplir en ligne ces entretiens. Ce développement bénéficiera à la mise en place en 2020 du même système pour les entretiens d'évaluations annuels des salariés Siège.
- **CRM** : l'ancien système (fourni par Canon) a été remplacé par un nouvel outil (Alizé).

Le délai de mise en œuvre (6 mois) a été un vrai challenge pour les équipes métiers et SI. L'outil est passé en production fin 2019.

- **NoHungerForum** : Suite à une décision du réseau ACFIN, l'intranet France, initialement hébergé sur le serveur (« Tenant ») d'ACF Espagne, a été migré sur l'environnement ACF France. Cette migration a apporté une amélioration concernant la gestion d'utilisateurs et a permis de renforcer les droits d'accès aux différents dossiers. Désormais, les employés ACF France peuvent accéder aux contenus International et France avec un seul identifiant.

Ce changement a été également l'occasion d'améliorer (design et convivialité) la page d'accueil de NHF, suite au résultat d'un sondage effectué auprès des utilisateurs.

En 2019 l'utilisation de l'intranet continue à croître notamment d'un point de vue collaboratif. Il est important de noter une forte augmentation de l'utilisation par les missions.

- **SI Programme** :
 - **Collecte de données** : une importante mise à jour a été faite à mi-année sur le serveur Kobo qui centralise les données collectées (grâce à des smartphones ou tablettes) lors d'enquêtes terrain. Sur les 6 derniers mois de l'année plus de 100 000 enquêtes terrain ont été effectuées.
 - **PowerBI** : montée en puissance de l'utilisation de cet outil décisionnel, grâce notamment à la mise en place de formation (principalement pour l'équipe MEAL sur le terrain, mais aussi au siège). Couplé avec la collecte de données mobile, Power BI permet de réaliser des tableaux de bord de pilotage.
 - **BIGApp** (Beneficiaries Information Gateway App) : C'est le nom donné au prototype d'outil d'enregistrement et de suivi des bénéficiaires (multisectoriel) qui a été développé. Ce système sera utilisable sur smartphones et tablettes Android et intègre les contraintes terrain (absence

ou faible connectivité).

- **Information Management** : participation active au sein d'une communauté de pratiques regroupant de nombreuses ONG et visant à partager et améliorer l'approche de la gestion des données.
- **GLPI** : l'outil de gestion des tickets (ou Helpdesk) préalablement utilisé et testé sur certains secteurs (ou outils) a été généralisé à l'ensemble des fonctions support SI et ICT. Tous les utilisateurs siège doivent dorénavant saisir leurs demandes dans ce système. Cela permet un meilleur suivi des demandes de support (ou évolutions) et un pilotage plus précis des activités support.

— Le Support applicatifs

1134 demandes de support ont été résolues par le GSI (Gestionnaires des Systèmes d'Information) en 2019.

— Le Service Infrastructures

Le Service Infrastructures a renouvelé, pour 2 ans, son accord de partenariat pour assurer le support ICT des missions ACF US. Un appui a été apporté pour le recrutement et l'accompagnement d'un poste d'ICT Régional (sous le HEARO) qui sera amené à être le point focal des ICT US de la région. L'équipe ICT Paris assurera le management fonctionnel.

Un MoU support ICT a également été reconduit avec l'Inde.

En 2019, c'est un Workshop Infrastructure qui a été organisé et non plus seulement ICT. En effet les électriciens terrain ont été conviés et ont eu des sessions dédiées à leurs activités mais également des ateliers communs avec les IT. En tout 38 participants (FR US et SP) ont travaillé ensemble à Nairobi avec l'appui logistique du bureau régional (HEARO)

Encore cette année plus de 800 ordinateurs ont été préparés (siège et terrain). Connectivité internet : la bande passante a dépassé un gigabit par seconde (1,03Gbps) et reste un des objectifs pour les années suivantes. En lien avec ce point, le déploiement de nouveaux équipements

(Firewall Checkpoint), permettant l'optimisation des connexions, a démarré et continuera sur 2020 (plus de 100 sites à équiper). Pour la partie Énergie, c'est la seconde année du projet (sur 3 ans) de Mise aux Standards Électriques (Electrical upgrade) visant à sécuriser les installations des bâtiments loués par ACF. Dans le cadre de ce projet, et en partenariat avec la fondation Airbus, le développement d'une appli Android a été lancée. Elle remplacera l'outil de diagnostic des bâtiments qui fonctionne aujourd'hui sur Excel. La livraison est prévue pour 2020. Le nombre d'électriciens présents sur les missions est de 7 personnes. La croissance des besoins en support aux activités programmes continue, particulièrement sur les énergies renouvelables.

LES SERVICES LOGISTIQUE

— Le Service Logistique Support Missions

L'équipe du service a continué son accompagnement du projet Link ainsi que la révision du KitLog pour y intégrer les procédures révisées par le déploiement de l'outil. L'équipe a aussi continué d'apporter ses contributions logistiques à un grand nombre de projets transverse à l'organisation, notamment COTER, E-cash, kits PEP, UNIFI, Onboarding, etc.

Le traditionnel workshop rassemblant les responsables logistique terrain d'ACF France et d'ACF US a eu lieu en Juillet 2019. C'est toujours un moment privilégié d'échange entre les équipes des missions et du siège, ainsi qu'un moment de partage et de formation sur les derniers développements de la filière.

Le projet « Rôles et Responsabilités Logistiques » a été enclenché suite aux résultats du projet Rôles et Responsabilités Sécurité qui a prescrit la sortie de la gestion de la sécurité du périmètre de la filière logistique. Il a aussi été justifié par le fait que les fiches de postes de la filière logistique n'ont pas été actualisées depuis très longtemps. Ce projet va permettre de pouvoir mener plusieurs réflexions sur les différentes fonctions et les différents métiers qui sont gérés au sein de la filière logistique (supply chain, moyens généraux, ICT, etc) pour émettre des recommandations sur l'organisation future.

Les enjeux sont à la fois l'adaptation des organigrammes des missions en fonction du volume d'activité et la nécessité de professionnaliser chacune de ces fonctions.

Lancement du projet Préparation de réponse logistique aux urgences suite à l'étude « Supply Chain Expenditures and Preparedness Investment Opportunities », notre partenaire HELP Logistics (branche de la Fondation Kuhne Nagel) nous a proposé de financer la mise en œuvre des recommandations d'investissements logistiques pour la préparation de réponse aux urgences sur l'un de nos pays d'intervention. Cette initiative permettra de confirmer concrètement et d'affiner si nécessaire les enseignements de l'étude, et plus particulièrement de mesurer le retour sur investissement (cf. l'étude ayant confirmé que l'investissement d'1€ en préparation pourrait sauver 7€ en réponse d'urgence). Ce projet a démarré en 2019 et sera poursuivi en 2020.

— Le Service Achats

Le Service Achats a continué d'accompagner les services et départements du Siège dans leurs achats en étant présent sur une cinquantaine de nouveaux dossiers en 2019, tout en effectuant le suivi d'autant de dossiers en cours pour un volume financier d'environ 14 M€. Des supports terrain à distance ont été réalisés sur différentes thématiques achats: appel d'offres, contractualisation.

Dans la continuité des constats de l'étude réalisée en 2017, le Service Achats a lancé un appel d'offres mutualisé avec deux autres ONGs françaises. Les résultats de cette mutualisation ont été positifs sur plusieurs aspects : la réduction des coûts (administratifs et logistiques), la standardisation des dossiers achats et des produits/services, le renforcement des liens entre ONGs.

La performance achat 2019, évaluée à 79%, est en augmentation par rapport à la performance 2018 estimée à 68%. ACF a ainsi limité les risques sur 14M€ de prestations, tout en optimisant les budgets engagés.

— Le Service Approvisionnement et Expéditions

Les chiffres clés, qui décrivent l'activité du SAE en 2019 :

- Environ 7 M€ de volume d'achat a été réalisé courant 2019, pour les compte des missions.

Les principales catégories sont produites thérapeutique 4 M€, médicament et équipement médicaux – 0,82 M€, matériel informatique - 0,7M€, transport – 0,55 M€

- Renforcement de l'équipe SAE avec 1 ETP et 1 contrat pro afin de mieux répondre aux demandes accrues des missions. Equipe SAE est composé de 5 ETP, 4 Contrat Pro et 1 stagiaire
- Projet Stock décentralisé visant la mise en place des stocks décentralisé dans 3 pays

Fin 2019, le projet stock décentralisé s'élargit avec des nouvelles missions comme candidats qui porte le nombre à 6 au total: Yémen, RCA, RDC, Tchad, Burkina Faso, Madagascar.

La majorité de demandes des achats anticipés concernent les médicaments et les matériels médicaux, car ce sont les produits qui doivent respecter un cahier des charges qualitative assez strict et qui est par ailleurs longue à approvisionner.

- Partenariat avec CMA CGM, 154 EVP (équivalent vingt pieds) ont étaient mobilisés vers divers destinations comme la RDC, le Bangladesh, le Pakistan, la Somalie, le Myanmar.

Nous avons aussi continué de bénéficier des dons de Kits médicaux d'urgence de l'Association TULIPE. Ces kits ont été envoyés au Tchad, au Cameroun et en RCA.

— Les services généraux

Le fait marquant de 2019 pour les services généraux a été la fermeture du Beeotop et le départ de tous les colocataires du bâtiment du siège. Ceci a nécessité beaucoup d'aménagements des services communs avec le Bailleur.

L'Equipe des Services Généraux a évolué avec l'arrivée d'une nouvelle chargée des Services Généraux et d'un nouveau Contrat pro le 1er Aout 2019.

Plusieurs salles de réunion, une grande salle pour les grandes occasions, et des espaces de travail, ont été créés afin de mieux répondre aux besoins des collaborateurs.

121 mètres linéaires d'archives papier ont été envoyés chez notre prestataire, 120 ml d'archives anciennes ont été éliminés. La plateforme d'archivage électronique poursuit son développement : 18 missions l'utilisent et près de 100.000 documents ont été versés. Toute l'équipe du département Logistique et Systèmes d'Information reste pleinement mobilisée pour apporter ses contributions à la mise en œuvre du mandat d'ACF.

SERVICE AUDITS, RISQUES ET CONFORMITÉ

LA GESTION DES RISQUES

Quatre ans après la création d'une position de Gestionnaire des risques, douze missions d'ACF France ont pu établir une cartographie de leurs risques majeurs auxquelles elles considèrent être exposées et pour lesquelles des mesures complémentaires devront être mises en place. En 2018, il s'agissait de Madagascar et de la République Démocratique du Congo.

En 2016, ACF France a finalisé la cartographie de risques majeurs de l'organisation en se basant sur les cartographies réalisées par les missions, sur les diagnostics issus des visites de contrôle interne, ainsi que sur les constats des audits internes et externes. Ces travaux ont donné lieu en 2017 à l'identification de risques prioritaires, pour lesquels des plans de traitement pluriannuels (2017-2019) ont été définis.

En 2018, la mise en oeuvre de ces plans s'est poursuivie et vise à réduire l'exposition d'ACF à ces risques stratégiques, et à contribuer à améliorer le niveau de maîtrise interne de l'organisation. Les directrices(teurs) membres du Comité de Direction sont propriétaires de ces plans et en pilotent la mise en oeuvre. Cette stratégie de gestion des risques a été partagée avec le Conseil d'Administration de l'organisation et l'avancée de ces plans fera l'objet d'une revue par le Comité d'Audit et des Risques.

Par ailleurs, la fonction gestion des risques a développé et finalisé au cours de l'été 2018 (i) la politique Risk Management définissant les principaux objectifs en matière de gestion des risques, les processus clés et les principales responsabilités, ainsi que (ii) la politique PSEA (Protection contre les actes d'exploitation et d'abus sexuels) d'ACF France.

L'AUDIT INTERNE

L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à l'organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernance, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité.

En 2019, le poste d'auditeur interne a fait face à un gap sur la fonction de 6 mois.

A la demande du COMEX, un projet de renforcement du contrôle interne, a débuté en 2019 en lien avec chaque département d'ACF. Ce projet, piloté par l'audit interne, s'est basé sur une méthodologie COSO ;. Il a permis en 2019 de réaliser un état des lieux de la situation actuelle des différentes procédures, outils et processus de contrôle interne de l'organisation. Le projet a permis fin 2019 d'aboutir à des pistes de recommandations d'améliorations. Une mission d'appui à la contrôleur interne au Burkina Faso a également été réalisée fin 2019.

Le gap sur la fonction n'a pas permis la réalisation du plan annuel d'audit interne.

QUI SOMMES-NOUS ?

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde.

Alors que jusque là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.

Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- Nutrition-santé
- Pratiques de soins
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- Eau, assainissement et hygiène
- Plaidoyer et sensibilisation

En 2015, ACF-International est intervenue dans plus de 47 pays, venant en aide à environ 7 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

HISTORIQUE

Les fondateurs d'Action contre la Faim

Patrick ARFI, Jacques ATTALI, Danielle de BETAK, Charles de BRANTES, Xavier BROAWEYS, Jean-Martin COHEN-SOLAL, Caroline FRAISSINET COSICH, Jean GEROTHWOHL, Françoise GIROUD, Marek HALTER, Gilles HERTZOG, Thierry LEROY, Rémy LESTIENNE, Bernard-Henri LEVY, Patrick SIEGLER-LATHROP, Marie-Antonietta MACCIOCCHI, Christian-Marie MONNOT, Jacques-André PREVOST, Robert SEBBAG, Guy SORMAN, Marc ULLMANN, Jean-Christophe VICTOR, Gad WEIL.

1979 : L'AICF

« Parler de la faim dans le monde installé dans son fauteuil c'est très bien, ce serait pourtant mieux de faire quelque chose ». Ainsi résumée par Françoise Giroud, cette prise de conscience a conduit en 1979 une poignée d'intellectuels français à se mobiliser pour affirmer leur refus face au scandale de la faim. Élargi à quelques journalistes et médecins, le groupe se constitue en association le 15 novembre autour de Jacques Attali, Marek Halter, Bernard-Henri Levy... L'Action Internationale Contre la Faim (AICF) est née. Un mois plus tard, l'Afghanistan sera le théâtre d'un des derniers conflits de la guerre froide. Face à l'invasion des troupes soviétiques, des milliers d'Afghans fuient à la frontière du Pakistan. Un médecin afghan réfugié en France est présenté aux fondateurs d'AICF et raconte. Très vite, une première mission d'aide d'urgence est montée. Des hommes, médecins et volontaires, sont envoyés sur place pour convoyer tentes et denrées. En janvier 1980, AICF est la seule organisation française présente sur cette zone de Quetta.

LES TEMPS FORTS DE NOTRE ACTION

1982 : Mission d'urgence en Thaïlande auprès des cambodgiens

1985 : Mission d'urgence en Ethiopie pour faire face à la famine

1990 : Aide au peuple kurde en exode pendant la guerre du Golfe

1992 : Ouverture d'une mission en Bosnie pour apporter une assistance médicale et nutritionnelle aux déplacés

1994 : AICF est reconnue d'Utilité Publique par le ministère de l'Intérieur. Génocide au Rwanda : Aide nutritionnelle aux réfugiés

1995 : Ouverture de la mission Tchétchénie pendant la 1ère guerre russo-tchétchène

1996 : AICF devient Action contre la Faim

1999 : Distribution d'urgence au Kosovo

2000 : Action contre la Faim se retire de la Corée du Nord et dénonce la manipulation de l'aide

2003 : Ouverture de la mission en Irak

2005 : ACF déjà présente sur place répond à l'urgence suite au Tsunami en Indonésie et au Sri-Lanka

QUI SOMMES-NOUS ?

2006 : Exécution de 17 humanitaires d'Action contre la Faim par l'armée au Sri-Lanka. Fermeture de la mission en signe de protestation contre l'impunité du crime

2008 : « Émeutes de la faim » dans de nombreux pays en voie de développement à la suite d'une forte hausse du prix des denrées alimentaires

2011 : Début du conflit en Syrie dans le contexte du Printemps arabe

2012 : Ouverture de la mission au Yémen

2015 : Aide d'urgence auprès de 180 000 personnes après un séisme au Népal

2017 : Menace de famine dans 4 pays, au Yémen, Nigéria, Soudan du Sud et en Somalie. Nouvelle identité de marque Action contre la Faim

LES TEXTES DE RÉFÉRENCES D'ACTION CONTRE LA FAIM

Des textes sont ici rapportés afin de permettre au lecteur du rapport moral de mieux situer l'action annuelle de l'association au regard de son mandat et de ses valeurs. Les documents complets sont disponibles au siège de l'association et sur le site Internet

www.actioncontrelafaim.org.

LA CHARTE

___ Indépendance

De façon à préserver et à conserver sa liberté morale et financière, Action contre la Faim agit en fonction de ses propres principes et ne se détermine en aucun cas en fonction d'intérêts de politique, intérieure ou étrangère, ou d'un gouvernement, quel qu'il soit.

___ Neutralité

Une victime est une victime. Action contre la Faim œuvre dans le respect d'une stricte neutralité et impartialité politiques et religieuses.

Elle peut cependant être conduite à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dont elle est témoin, ainsi que les entraves mises au bon déroulement de sa mission humanitaire.

___ Non discrimination

Action contre la Faim se refuse, dans son action, à

toute discrimination de race, de sexe, d'ethnie, de religion, de nationalité, d'opinion ou de classe.

___ Accès libre et direct aux victimes

Action contre la Faim fonde son action sur une exigence de libre accès aux victimes et sur le contrôle direct de ses programmes. Elle se donne tous les moyens pour y parvenir et s'autorise à dénoncer les entraves mises à son action et à agir pour y mettre fin. Elle vérifie aussi l'affectation de ses ressources afin que celles-ci parviennent bien aux individus en situation précaire auxquels elles sont destinées. En aucun cas, les partenaires avec lesquels elle peut être amenée à travailler ne doivent être les ultimes bénéficiaires de ses programmes d'aide.

___ Professionnalisme

Action contre la Faim fonde la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation de ses programmes sur des exigences de professionnalisme et sur la capitalisation de son expérience, afin d'optimiser son efficacité et l'utilisation de ses ressources.

___ Transparence

Action contre la Faim s'engage, vis à vis de ses bénéficiaires comme de ses partenaires et donateurs, à respecter transparence et information dans l'affectation et la gestion de ses fonds, et à se doter de toutes les garanties visant à apporter la preuve de sa bonne gestion.

Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent aux principes de la Charte et s'engagent à la respecter.

NOS SEPT DOMAINES D'EXPERTISES

Cadre d'intervention et modalités opérationnelles :

ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc...). Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique.

QUI SOMMES-NOUS ?

ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact. ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONGS tant locales qu'internationales.

ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale.

La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité.

NUTRITION ET SANTÉ

PAR SES PROGRAMMES DE NUTRITION ET SANTÉ, ACTION CONTRE LA FAIM PRÉVIENT, DÉPISTE ET TRAITE LA MALNUTRITION AIGUË CHEZ LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES.

La moitié de la population mondiale souffre de malnutrition. Le changement climatique est une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Sécheresses, inondations, événements météorologiques extrêmes, impactent directement les communautés.

Par ses programmes de nutrition et santé, Action contre la Faim prévient, dépiste et traite la malnutrition aiguë chez les personnes les plus vulnérables, les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Selon les exigences particulières à chaque situation, au contexte et à la culture locale, Action contre la Faim conçoit des programmes de nutrition-santé adaptés à la population.

PRÉVENTION ET FORMATION DES TRAVAILLEURS LOCAUX

Action contre la Faim porte une attention particulière à la formation des travailleurs locaux, afin d'assurer l'autonomie des missions dans la prise en charge et le traitement de la malnutrition au niveau national.

Par ailleurs, nous prenons en compte la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants au sein de la famille et de la communauté. Nos programmes incluent donc un renforcement des pratiques de soins infantiles et de la relation parents-enfant permettant l'épanouissement physique et psychique de l'enfant.

DES CENTRES DE SANTÉ LOCAUX

Nos centres de santé sont implantés localement au plus près des populations en détresse de façon à être en capacité de dépister et de prendre en charge la malnutrition le plus rapidement possible. En parallèle, un soutien psychologique peut être apporté aux victimes et à leur famille.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

SELON LES CHIFFRES DE LA FAO, 800 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRAIENT DE SOUS-ALIMENTATION EN 2016,

« Sécurité alimentaire » : situation d'une personne ayant un accès physique et financier à une nourriture en qualité et quantité suffisante, respectant ses préférences culturelles, et ce tout au long de l'année, afin de garantir une vie saine et active.

SÉCURISER L'ACCÈS À LA NOURRITURE

L'objectif général de nos interventions en « sécurité alimentaire et moyens d'existence » vise à permettre aux populations d'accéder à une nourriture adéquate pendant et après des situations de crises.

Pour cela, nous poursuivons, selon les situations, différents objectifs :

Répondre aux besoins immédiats en nourriture des populations vulnérables (populations déplacées et réfugiées, communautés hôtes).

Permettre le retour à l'autonomie alimentaire des populations affectées par les désastres, les conflits ou l'insécurité alimentaire chronique

Infléchir les cadres et politiques de la sécurité alimentaire de façon à éradiquer la faim.

Selon les contextes, les interventions d'Action contre la Faim permettent de sauver des vies humaines dans

QUI SOMMES-NOUS ?

les situations de crises aiguës, de protéger et maintenir les moyens d'existence des populations les plus sensibles aux catastrophes, de réduire les facteurs de vulnérabilité et de promouvoir le développement économique et social.

La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au cœur de nos interventions sur le terrain. Pour accroître notre efficacité nous menons des analyses contextuelles poussées et évaluons nos projets afin de former au mieux notre personnel et apporter la meilleure réponse possible aux populations.

NOS ACTIONS

- L'assistance alimentaire
- Les activités agricoles
- Les activités génératrices de revenus en milieu rural ou urbain
- La surveillance de la situation alimentaire
- Le plaidoyer

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SA GESTION EST UN ÉLÉMENT CENTRAL DANS LA GESTION DE TOUTES LES CRISES HUMANITAIRES ET ALIMENTAIRES.

LA MALNUTRITION D'UN ENFANT SUR DEUX EST LIÉE AUX MALADIES HYDRIQUES, À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE ET UN ACCÈS À L'EAU POTABLE LIMITÉ.

Plus de 80% des eaux usées générées dans le monde retournent dans l'écosystème sans avoir été traitées ou réutilisées. Dans la plupart des cas, les populations ne disposent pas des infrastructures nécessaires au traitement des eaux usées.

Ces eaux véhiculent des matières fécales, des déchets médicaux, des pesticides d'agriculture et des produits chimiques potentiellement toxiques rejetés par les activités humaines. Des collectivités entières peuvent tomber malades si l'eau potable est contaminée et que l'hygiène est négligée. En buvant une source d'eau contaminée par des excréments les populations risquent de contracter des maladies mortelles comme

la diarrhée, le choléra, la dysenterie, la typhoïde ou la polio.

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SENSIBILISER LES POPULATIONS

Action contre la Faim intervient dans la prévention de la malnutrition et mène des programmes d'amélioration de l'accès à une eau saine, de construction de latrines, de drainage etc. Elle fait également de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'eau. Dans les situations d'urgence (épidémies, catastrophes naturelles, etc.), nous nous positionnons en acteur de terrain (distribution d'eau par camions citernes, de kits d'hygiène, mise en place d'assainissement d'urgence, mise en place de programme de prévention des risques), mais aussi en coordinateur de la réponse humanitaire.

Outre le traitement et la prévention de la malnutrition, ACF mène une approche intégrée de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, intégrant l'adaptation au changement climatique. Cette approche transversale est intégrée dans nos programmes au sein des divers domaines d'intervention. Il s'agit d'élaborer puis de mettre en œuvre des stratégies et des pratiques visant à limiter la vulnérabilité des populations, les aléas et les conséquences des catastrophes sur l'existence des populations.

Le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, et leur conséquence sur la sous-nutrition, restent des défis majeurs à l'échelle mondiale que nous tentons de surmonter.

SANTE MENTALE, PRATIQUES DE SOINS GENRE ET PROTECTION

LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES SONT SOUVENT LES PLUS SUJETTES À DES CHOCS TRAUMATIQUES.

Les populations vulnérables doivent survivre aux conflits, aux maladies liées à l'hygiène ou à la malnutrition, aux événements météorologiques extrêmes ou encore au déséquilibre familial. Les communautés sont exposées à beaucoup de violences, d'insécurité et d'angoisse ce qui affecte énormément la santé mentale des individus.



QUI SOMMES-NOUS ?

Dépression, stress post-traumatique, problème de sommeil ou de comportement, les populations se retrouvent en grande détresse.

En 2015, 462 868 personnes ont bénéficié d'un soutien psychologique dans 21 pays différents sur les 49 pays où Action contre la Faim est présent.

GRUPE DE PAROLE ET SOUTIEN INDIVIDUEL

Nous intervenons auprès de ces populations et contribuons au soutien psychosocial, à la protection des personnes et à l'amélioration des pratiques de soins infantiles. Pour Action contre la Faim, la sous-nutrition a des causes multiples, dont des facteurs psychologiques et la qualité des soins prodigués aux femmes enceintes et aux très jeunes enfants.

Dans le cadre de la sous-nutrition aussi, les équipes en santé mentale et pratiques de soins ont un rôle à jouer. Des interventions psychosociales et sur la parentalité permettent de lutter durablement contre la faim et de minimiser l'impact des contextes difficiles sur la santé des populations.

Des groupes de paroles sont organisés dans nos différents centres de santé et un soutien individuel est mis en place pour les personnes les plus vulnérables. Dans certains cas, des séances de relaxation sont nécessaires pour réduire l'anxiété et la peur.

Pour les enfants, des activités de groupe, des activités parents-enfants pour renforcer les liens familiaux, des jeux pédagogiques et des parcours psychomoteurs sont mis en place afin qu'ils puissent grandir et se développer le plus sereinement possible.

PLAIDOYER

EN LIEN AVEC NOS ÉQUIPES SUR LE TERRAIN, NOUS MENONS DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER ET DE MOBILISATION AUPRÈS DES ÉTATS ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

Elles visent à provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d'intervention, en influençant les décideurs politiques et économiques, et en mobilisant l'opinion publique. Au travers des différents programmes de lutte contre la malnutrition, d'assainissement d'eau ou encore de santé mentale que nous mettons en place depuis près

de 40 ans, l'organisation met en avant des moyens reconnus ou innovants et démontre quotidiennement leur efficacité. Forte de cette expérience, l'ONG se donne le mandat de promouvoir ces bonnes pratiques et d'amener à leur intégration dans les politiques des États et des institutions internationales.

NOTRE ACTIVITÉ DE PLAIDOYER S'ARTICULE AUTOUR DE DEUX AXES DE TRAVAIL :

LA LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Les activités de plaidoyer ont pour but d'alerter sur l'importance de la lutte contre la malnutrition aiguë et promouvoir sa reconnaissance comme problème majeur de santé publique, nécessitant à la fois plus d'attention de la part des décideurs et plus de moyens financiers.

Par ailleurs, nous plaignons pour une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition en demandant aux États d'inclure la nutrition dans leurs politiques sectorielles (agriculture, santé...). De par notre expérience et notre travail de réflexion et de recherche sur les causes de la faim, nous nous engageons dans un mouvement plus global pour proposer des solutions durables dans le but d'éradiquer à terme la faim dans le monde.

LA DÉFENSE DES PRINCIPES HUMANITAIRES

Nous luttons également pour le respect des principes humanitaires et accompagnons les évolutions et les changements des politiques dans ce domaine (particulièrement françaises et européennes) en apportant son expertise et en témoignant de ce que les équipes rencontrent sur les terrains d'intervention.

Enfin, nous sensibilisons les sociétés civiles du Nord et du Sud pour soutenir nos actions de plaidoyer. En informant les citoyens sur les enjeux de la faim, nous tentons de mobiliser pour faire pression sur les décideurs afin d'obtenir de véritables changements.

GESTION DES RISQUES ET DÉASTRES AUGMENTATION DES ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Les populations les plus vulnérables sont en première ligne de ces événements météorologiques extrêmes : désertification, sécheresse, inondation, vague de froid et de chaleur ou encore la modification des conditions climatiques locales. Les crises et les désastres renforcent ou même accélèrent les facteurs sous-jacents conduisant à la sous-nutrition. La gestion des risques aux désastres consiste à faire ce qu'il faut, au bon moment et de la meilleure façon, pour préserver les moyens d'existence et créer un environnement favorable pour lutter efficacement contre la faim et réduire les vulnérabilités des populations face aux désastres.

La dernière décennie a vu le nombre de personnes exposées aux risques d'aléas naturels tripler atteignant les 2 milliards. Les catastrophes naturelles extrêmes comme le tsunami en 2004, ainsi que le tremblement de terre en Haïti en 2010, ont eu des effets catastrophiques sur l'environnement et sur les populations et leurs moyens d'existence.

UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTISECTORIELLE

S'appuyer uniquement sur une capacité de réponse en urgence n'est plus un mode opératoire éthiquement possible. Pour cela nous mettons en place une approche transversale et multisectorielle pour la mise en application des mesures de préparation, de réponse, de mitigation et de prévention aux désastres, afin de garantir que les moyens d'existence des populations vulnérables soient plus résilients à des chocs ponctuels et récurrents.

RECHERCHE

SOUCIEUX D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOS INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN, NOUS CONSIDÉRONS LA RECHERCHE COMME UN DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE.

Les programmes de recherche sont définis sur la base des besoins de terrain. Ils sont conduits en collaboration

avec des partenaires scientifiques internationaux et nationaux. Notre objectif est d'améliorer la qualité de nos interventions sur le terrain.

Aujourd'hui, nos projets de recherches ont pour objectifs spécifiques d'améliorer la prise en charge et la prévention de la sous-nutrition, ainsi que la réponse et la préparation aux urgences humanitaires. Ils s'articulent autour de trois grands axes :

- Identification des approches préventives efficaces contre la sous-nutrition
- Identification des modalités de mise à l'échelle d'un traitement efficace de lutte contre la sous-nutrition
- Identification des outils de réponse et préparation aux urgences

QUI SOMMES-NOUS ?

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

UNE GESTION ASSURÉE PAR DE SOLIDES GARANTIES

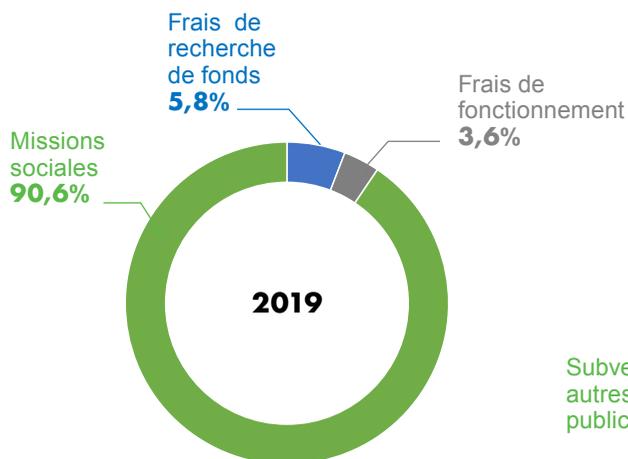
- Action contre la Faim est une association Loi 1901 reconnue d'Utilité Publique, label délivré par le Conseil d'État. A ce titre, Action contre la Faim doit transmettre ses comptes annuels au Ministère de l'Intérieur et au Ministère des Affaires Étrangères.
- Action contre la Faim est membre du Comité de la Charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Cet organisme de surveillance rassemble des associations et fondations françaises qui ont

en commun le respect d'une série de principes déontologiques en terme de rigueur budgétaire et de transparence des comptes.

- Des commissaires aux comptes indépendants garantissent chaque année la rigueur de notre gestion et la transparence de nos comptes, publiés chaque année.
- Les grands bailleurs de fonds institutionnels internationaux (ECHO, USAID) exercent un contrôle permanent sur nos comptes, au siège comme sur le terrain.
- Action contre la Faim est susceptible d'être auditée à tout moment par la Cour des Comptes et l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales), comme n'importe quelle autre structure.

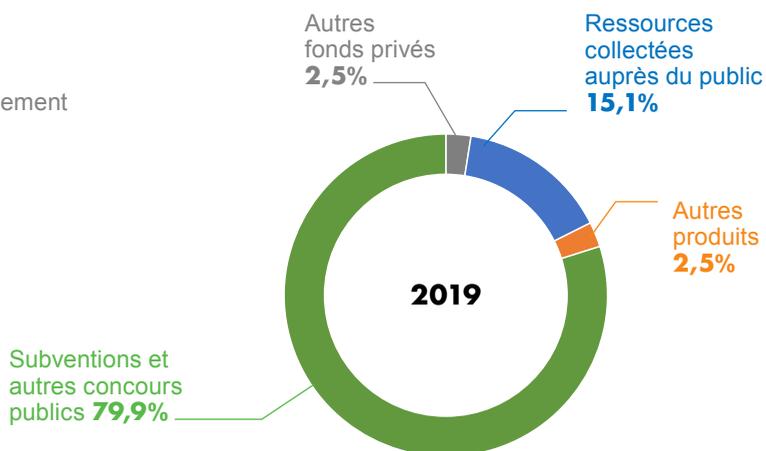
90,6% DES EMPLOIS (DÉPENSES) SONT AFFECTÉS AUX MISSIONS SOCIALES

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION



Ce graphisme présente le montant de chaque rubrique d'emploi par rapport au total des emplois de l'exercice 2019

RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE



Ce graphisme présente le montant de chaque type de ressources par rapport au total des ressources de l'exercice 2019

LE RÉSEAU INTERNATIONAL

Le réseau Action contre la Faim International est composé aujourd'hui de 8 organisations juridiquement indépendantes, constituées sous des formes juridiques différentes – toutes à but non lucratif - en fonction du droit national propre à chaque pays :

ACF France est une association loi 1901 ;
ACF Espagne est une fondation ;
ACF Italie est une fondation ;
ACF Allemagne est une association à but non lucratif ;
ACF Royaume Uni, ACF Etats-Unis, ACF Canada et ACF Inde sont des sociétés à but non lucratif.

Comme le précise le Projet Associatif, « le réseau international doit permettre de diffuser les valeurs qu'ACF défend, d'accroître la capacité d'intervention, de renforcer la légitimité et l'étendue du témoignage, de développer les compétences, et de mobiliser plus de ressources financières. » Action contre la Faim France en est la structure historique et opérationnelle, pilotant également l'activité recherche et l'animation du Conseil Scientifique International pour le compte du réseau. Action contre la Faim Espagne et Action contre la Faim USA sont les 2 autres structures opérationnelles du réseau, créées respectivement en 1995 et 1997, de volumes financiers quasi similaires

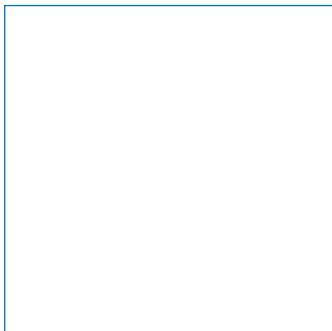
aujourd'hui. Action contre la Faim Inde est également une entité opérationnelle mais n'intervenant que sur son propre territoire, et non à l'international ACF Royaume-Uni et ACF Canada, en plus de la collecte et du lien avec les bailleurs institutionnels locaux, assurent des fonctions partagées pour l'ensemble du réseau sur le genre (Canada) et le monitoring, learning et evaluation (Royaume-Uni). ACF Italie et ACF Allemagne, assurent de leur côté un objectif commun de collecte de fonds.

Le réseau ACF International s'est construit lentement au cours de ces 15 dernières années. Il repose aujourd'hui sur un socle de textes et principes, une stratégie commune et une gouvernance affirmée. Le « International Chairmen Comitee » (ICC) est l'instance de gouvernance collective constituée des Présidents des 6 membres ainsi que d'ACF Allemagne. L'ICC se réunit deux fois par an et traite les grands sujets stratégiques.

L'International Executive comitee (IEC) est constitué des Directeurs généraux et se réunit au moins une fois par mois pour coordonner les travaux collectifs menés par le réseau. Il a piloté en 2019 les travaux sur l'ISP3, cadre stratégique pour le réseau pour la période 2021-2025 et a coordonné les fonctions et services transverses au réseau : IDR, Devcom¹, ELA², PSEA³, Gender unit, Risk management.

1 - Développement et communication
2 - Evaluation Learning Accountability
3 - Preventing sexual exploitation and abuse

LA MOBILISATION ASSOCIATIVE EN 2019



Caroline DIB,

Secrétaire Générale

LA MOBILISATION ASSOCIATIVE EN 2019

L'année 2019 n'aura pas été un long fleuve tranquille pour Action contre la Faim. Notre année associative aura marqué l'aboutissement de projets importants, du report de certains autres, mais aussi de changements majeurs. Avec comme fil rouge une volonté forte de créer du lien humain.

Le Comité de Mobilisation Associative s'est réuni à trois reprises et ses projets ont continué d'avancer. Le recrutement d'Elodie Jouan au poste de chargée du Développement de l'Engagement Associatif en juin a permis un tournant dans les travaux du CMA. Celui-ci a pu se consacrer davantage aux questions stratégiques, avec l'élaboration de propositions en vue du séminaire du conseil d'administration de septembre. Ce document a provoqué un débat de fond sur la mobilisation associative qui a abouti à la décision de dissoudre le Comité de Mobilisation Associative sous la forme qui était la sienne afin de le repenser. En effet, nombre de missions très opérationnelles dont le CMA s'était saisi ont été menées à leur terme ou en étaient proches. Elles pouvaient dès lors se poursuivre sous la responsabilité du poste nouvellement créé et pourvu. En outre, le conseil d'administration a émis le souhait que soit créé une nouvelle instance qui puisse

penser l'engagement citoyen comme détaché de la vie associative et institutionnelle. Cette instance n'a pas encore vu le jour, de gros chantiers associatifs mobilisant beaucoup de temps et d'énergie ayant été placés au rang de priorité (tels que la rénovation des statuts ou encore le projet d'un outil de communication remplaçant le forum adhérents).

Les motions de l'Assemblée Générale ne sont pas restées sans réponse. Une diffusion systématique des ordres du jour ainsi que des procès-verbaux du conseil d'administration ont été systématiquement diffusés aux adhérents dans les délais les plus brefs possibles. Le conseil d'administration a également décidé d'élargir cette diffusion à l'ensemble des salariés d'ACF terrain comme siège, en Français et en Anglais. L'année 2019 s'est terminée sans que l'outil de communication spécifique aux adhérents ne soit encore livré, mais il était sur les rails avec un COPIL composé de salariés-adhérents touchant aux différents corps de métiers nécessaires à son déploiement, la secrétaire générale faisant le lien avec le conseil d'administration.

Des dispositions ont également été prises concernant les nouvelles adhésions pour lesquelles le conseil d'administration a souhaité que les nouveaux adhérents justifient de leur identité. Cette disposition ne se substitue pas au débat concernant les modalités



LA MOBILISATION ASSOCIATIVE EN 2019

d'adhésion et le modèle associatif qui seront l'objet d'une concertation plus large s'inscrivant dans le projet de rénovation des statuts.

Cette année a également vu l'amorce d'un travail avec les Maisons de l'Intelligence Collective qui verra son aboutissement lors de la journée Agora à la veille de l'Assemblée Générale 2020. Ces travaux ont permis de recréer un lien indispensable entre les différentes familles d'ACF, de créer des espaces d'expression, et d'impulser une nouvelle dynamique de dialogue chère au conseil d'administration.

Des grands projets se poursuivront en 2020 tel que le déploiement d'une plate-forme de discussion interne permettant une meilleure circulation de l'information auprès des adhérents et des espaces de débats, la rénovation des statuts et un travail de co-construction concernant les modalités d'adhésion. Une réflexion reste à mener enfin sur la présence territoriale en France d'Action contre la Faim, ainsi qu'une mise en valeur plus importante de la forte mobilisation bénévole sur nos différentes missions.

DÉLÉGATIONS EN 2019

Action contre la Faim dispose d'un réseau d'une trentaine de délégations départementales lui permettant d'assurer une présence sur le territoire national. Chaque jour, les bénévoles des délégations se mobilisent en organisant des opérations de sensibilisation, de communication et de collecte au niveau local pour soutenir nos programmes sur le terrain.

ÊTRE LE RELAIS DE L'ASSOCIATION EN LOCAL

Comme chaque année, les délégations bénévoles ont mobilisé les médias et sensibilisé le grand public notamment à l'occasion des Journées Mondiales, du G7 en France, lors des 40 ans d'Action contre la Faim ou encore sur des événements spontanés. Appuyées par les chargés de projets jeunesse, elles ont également sensibilisé plusieurs milliers d'élèves à la problématique de la sous-nutrition par le biais des projets pédagogiques de la « Course contre la Faim » et du « Dessin contre la Faim ». Enfin, 7 Challenges Interentreprises ont été organisés dans les délégations, 12 partenariats sportifs ont été créés ou renouvelés cette année et les opérations de partenariats institutionnels ont été portées localement : « Je Deje JeDonne » (don de titre restaurant) ou « l'Arrondi Solidaire » en caisse au sein de certains aéroports.

MOBILISER SON ÉQUIPE AUTOUR D'UN PROJET

Action contre la Faim propose un large panel de projets aux délégations départementales permettant à l'association d'être toujours plus visible en local, de collecter des fonds, de sensibiliser le grand public et d'alerter les décideurs locaux sur leur capacité d'agir pour lutter contre la sous-nutrition dans le monde. Notre réseau bénévoles, riche par la diversité de ses profils, est également force de proposition dans l'organisation de projets pour l'association en s'appuyant sur les expériences de chacun. Voici quelques exemples de projets menés par les équipes : des conférences animées par des expatriés de retour de mission ou par des experts du siège, des événements sportifs (courses, marches, compétitions de golf, pelote basque), des événements culturels (pièces de théâtre,

comédies musicales, concerts classique, gospel), des rendez-vous avec les élus locaux, des partenariats avec des équipes de rugby de haut niveau (Atlantique Stade Rochelais, Dragons Catalans, FC Grenoble Rugby etc.) et également, des projets co-organisés avec des étudiants permettant aux délégations de s'insérer au sein d'un nouveau public. Ces exemples sont le reflet du dynamisme et de l'engagement de nos bénévoles pour lutter contre la sous-nutrition et rallier le public à notre cause. Un immense merci et un grand bravo à tous les bénévoles investis au sein de nos délégations !

JEUNESSE ET SOLIDARITÉ

En 2019, la 22ème édition de la Course contre la Faim a connu des records de participation et de collecte de fonds. En effet, plus de 1 300 écoles, collèges et lycées se sont mobilisés, soit plus de 265 000 élèves sensibilisés par 350 bénévoles, salariés de l'association mais aussi d'entreprises partenaires. Ces interventions scolaires ont permis à ces jeunes de découvrir la réalité du quotidien de familles en Tchad, de la région du Kanem ainsi que celle du Lac Tchad. Les sponsors de ces élèves ont fait preuve d'une très grande générosité : plus de 3,6 millions d'euros ont ainsi été collectés au profit notamment de nos programmes au Tchad, en Sierra Leone, en Afghanistan et en République centrafricaine.

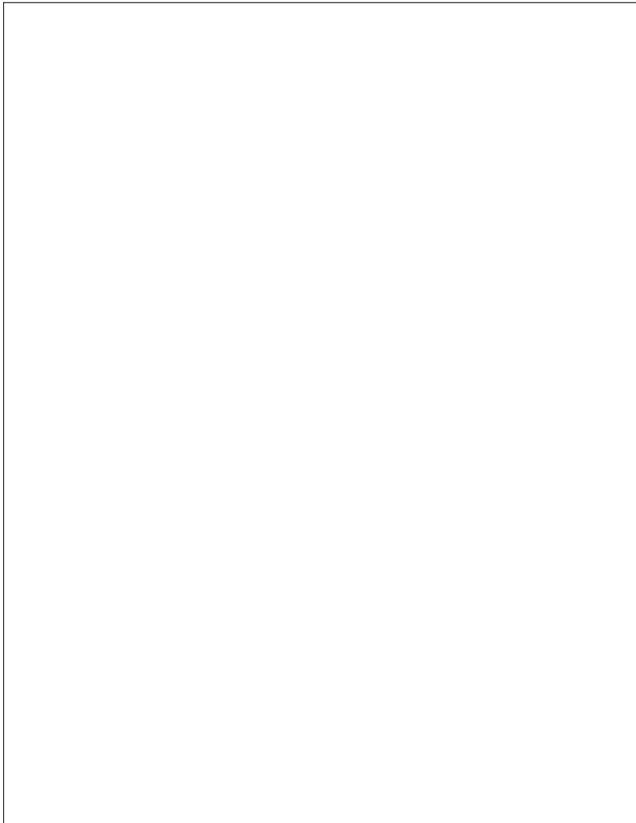
Les plus petits ont continué à être sensibilisés au problème de la faim dans le monde, à travers notre projet « Un Dessin contre la Faim ». Plus de 270 écoles et 22 000 artistes en herbe ont mis leur créativité au service de la solidarité : ils ont décoré des petites cartes postales après avoir visionné un film sur le quotidien d'enfants irakiens vivant dans un camp de déplacés.

L'équipe Jeunesse a participé à des événements éducatifs riches d'échanges : en janvier, nous assistions au Foredd organisé par le réseau Canopé sur la thématique « Nourrir le monde : un défi global ? » ; en novembre, nous avons dialogué avec de nombreux lycéens à l'occasion des assises nationales des maisons des lycéens, l'occasion de parler des liens importants entre changements climatiques et faim et de leur proposer de s'engager à nos côtés.



DÉLÉGATIONS EN 2019

Un grand merci aux élèves, équipes pédagogiques, familles, bénévoles et partenaires pour leur soutien depuis plus de 20 ans.



Délégation ACF Bas-Rhin

Délégation Action contre la Faim du Nord

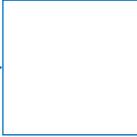
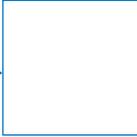
Challenge de Toulouse

CONSEIL D'ADMINISTRATION

LES MEMBRES DU BUREAU

	← Pierre MICHELETTI , Président
	← Julien SEILLAN , Vice-Président
	← Aïcha KORAÏCHI , Trésorière
	← Irétié LOKONON , Trésorière Adjointe
	← Caroline DIB , Secrétaire Générale
	← Francisco RUBIO , Secrétaire Général Adjoint

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Alice CORBET ▶			← Dorian DREUIL
Amal HUART ▶			← Didier LE BRET
Marc LESCAUDRON ▶			← Antonio LOPEZ
Audrey PULVAR ▶			← Andry RABETOKOTANY
Thomas RIBEMONT ▶			← Robert SEBBAG
Marc SEKPON ▶			← Elisabeth TCHOUNGUI

LE COMITÉ D'AUDIT, RISQUES ET CONFORMITE (CARC)

Conformément à la Charte du CARC et suite à l'élection du nouveau Conseil d'Administration par Assemblée Générale, la composition du CARC élu par les membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2019-2020 est la suivante (membres avec voix délibérative)

- Amal HUART
- Antonio LOPEZ (président)

La gouvernance engage les acteurs clés d'une association à agir afin de créer de la valeur associative et charge le CARC d'une mission de surveillance et d'alerte. La mission première du Comité est d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques. Le CARC ne se substitue aucunement au management qui a la responsabilité des processus.

Le dispositif global d'assurance de création de valeur de l'association suit le modèle des trois lignes de maîtrise (opérationnel, services fonctionnels et audit interne).

Au cours de la période considérée, le CARC d'ACF a poursuivi son rôle dans :

- l'approbation du plan d'audit et des évolutions proposées pour les critères de sélection des points d'audits internes
- l'examen et le suivi des retours d'audits internes et externes
- le point analyse des risques et fraudes
- les recommandations générales aux différents niveaux de maîtrise
- la présentation préalable des conclusions du commissaire aux comptes
- les avis jugés nécessaires auprès du conseil d'administration

Il est à souligner que durant cet exercice ont été élaborés et présentés un plan de renforcement du contrôle interne, une synthèse des risques majeurs, un audit interne et une mission de contrôle interne avec plans d'actions correctives et que cet exercice a vécu une situation difficile de par les changements managériaux de certains services notamment le service ARC et a affronté une situation exceptionnelle liée à la pandémie du covid 19.

LE COMITÉ D'ÉTHIQUE

Le Comité Éthique est une émanation du CA.

Il a pour objectif de s'assurer de l'adéquation de nos partenariats ou de nos actions avec les valeurs de l'association et les principes éthiques approuvés par le Conseil d'Administration.

Dans ce but, le comité se réunit au cas par cas, au fil des questions qui lui sont soumises, pour mener à bien des recherches et débattre.

L'analyse se base sur des impératifs (charte d'Action Contre la Faim, principes humanitaires) et sur des principes d'analyse permettant de se forger un avis dégagé de toutes considérations subjectives ou idéologiques ainsi que de toute pression autre que de favoriser la bonne marche des missions sociales d'ACF.

Le Comité Éthique s'appuie notamment sur 3 cercles de controverse : dans le premier, une « liste noire » est définie (personne morale ou physique liée aux domaines de l'armement, du tabac, de la drogue, etc). Le second cercle de controverse concerne les partenariats qui pourraient rentrer en conflit avec le mandat de ACF (remise en cause du droit humanitaire, accaparement des terres, pollution, etc).

Enfin, le troisième cercle examine les partenariats avec

des personnes morales ou physiques qui n'entrent pas directement en conflit avec le mandat d'ACF mais qui sont sujettes à caution. Le Comité Éthique mène également des recherches en s'appuyant sur divers documents ou en sollicitant des experts, pour finalement émettre un avis consultatif.

ANNEXES ACRONYMES ACF

SIGLES COURAMMENT UTILISÉS CHEZ ACF

AAH UK / US	Action Against Hunger UK/US
ACFIN	AcF international (Réseau international d'AcF)
ACH	Accion contra el Hambre Espagne
Admin	Administrateur
ADRO	Adjoint Directeur Régional Opérationnel
AG	Assemblée Générale
CA	Conseil d'Administration
CAC	Commissaires aux comptes
Capacity building	Renforcement de capacités locales (formation, suivi, ...) dans un but d'autonomisation.
CE	Comité d'entreprise
ComDev	Département Communication et Développement
Comex (anciennement Comdir)	Comité de Direction
DIH	Droit International Humanitaire
DRU	Donors Relation Unit
DO ou DirOpé ou DOP(É)	Directeur des Opérations
DP ou CD (en anglais) [anciennement CDM]	Directeurs Pays/Country Directors [Chefs de mission]
DP-CE	Délégués du Personnel / Comité d'Entreprise
DRO (ROD en Anglais)	Directeur Régional Opérationnel/Regional Operations Director
EAA	Entretien Annuel d'Appréciation
Expats	Expatriés (volontaires sur les missions)
FS ou Food Sec	Food Security = Sécurité alimentaire
GSP	Gestion Sociale et Pilotage

ANNEXES ACRONYMES ACF

HOM	Head Of Mission
IEC	International Executive Committee (réunion trimestrielle de coordination des 5 Directeurs internationaux)
IMG	Groupes des directeurs de départements de chaque siège
IRP	Instances représentatives du personnel
JVA	Journée de la Vie Associative
Log	Logisticien / Logistique
MoU	Memorandum of Understanding
NAO	Négociations Annuelles Obligatoires
NDF	Notes de frais
Nut	Nutrition
POA	Plan d'actions
RDD (HOD en Anglais)	Responsable de département / Head of Department
RDS	Responsable de service (Siège)
RIG	Réunion d'Information Générale
SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
SEMCA	Séminaire de Conseil d'Administration
SEMDEP	Séminaire de département
SMPS	Santé Mentale & Pratiques de Soins Infantiles
TOR	Terms of reference/Terms de référence
VA	Vie Associative
WASH	Water, Sanitation, Hygien = EAH = Eau, assainissement, hygiène

ANNEXES ACRONYMES ACF

FRANÇAIS	ANGLAIS
Accès aux aliments	Accessibility (Food)
Activité génératrice de revenu (AGR)	Income Generating Activity (IGA)
Acteurs / Parties prenantes / Partenaires	Stakeholders
Aide Alimentaire	Food Aid
Allaitement maternel	Breastfeeding
Allaitement Maternel Exclusif	Exclusive Breastfeeding
Alimentation complémentaire	Complementary feeding
Aliments Composés Enrichis	Fortified Blended Food (FBF)
Alimentation de complément	Complementary food
Aliments de supplémentation	Supplementary Food
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)	IYCF (Infant & Young Child Feeding)
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence	IFE (Infant Feeding in Emergency)
Aliments Prêts à l'Emploi	RUF (Ready to Use Food)
Aliment Complémentaire prêt à l'Emploi (ACPE)	RUCF (Ready to Use Complementary Feeding)
Laït pour Nourrissons Prêts à l'Emploi (LANPE)	RUIF (Ready to Use Infant Formula)
Aliments Supplémentaires Prêts à l'Emploi (ASPE)	RUSF (Ready to Use Supplementary Food)
ATPE (Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi)	RUTF (Ready to Use Therapeutic Food)
AMAI (Initiative de plaidoyer sur la malnutrition aigue)	AMAI (Acute Malnutrition Advocacy Initiative)
Anthropométrie	Anthropometry
AVAI (Années de vie ajustées sur l'incapacité)	DALY (Disability Adjusted Life Years)
Besoins Énergétique Minimums	Minimum Energy Requirements
Carence en micronutriments	Micronutrients Deficiency
Centre de Dépistage Volontaire (CDV)	Voluntary Counselling and Testing (VCT)
Communication pour les Changements de Comportement (CCC)	Behaviour Change Communication (BCC)
Conseil/ soutien	Counselling
Coupon «produits frais»	Fresh food voucher
Diarrhée	Diarrhoea
Disponibilité alimentaire	Availability (Food)
Dispositif de suivi	Monitoring
Distribution de couverture	Blanket distribution
Distribution (de denrées) Alimentaire Générale	General Food Distribution (GFD)
Donneurs de soins/ Personne qui prend soin de (l'enfant)	Caregiver

ANNEXES ACRONYMES ACF

FRANÇAIS	ANGLAIS
Emaciation	Wasting
Enquête	Survey
Entretien préparatoire au dépistage VIH	Counselling (in HIV testing)
Etat Nutritionnel	Nutritional Status
Evaluation (de besoins, des demandes, des acteurs...)	Assessment
Evaluation (nutritionnelle)	Evaluation (Nutritional)
F75	F75
F100	F100
Faim	Hunger
Filets de protection	Safety Nets
Fournisseurs de soins de santé/ ceux qui délivres les soins de santé	Health Care Providers
Hygiène	Hygiene
Incidence (taux)	Incidence (rate)
Indice de Masse Corporelle	Body Mass Index
Initiative Hôpital Ami des Bébés	Baby-Friendly Hospital Initiative(BFHI)
Insécurité Alimentaire	Food Insecurity
Insuffisance Pondérale	Underweight
Insuffisance Pondérale à la Naissance/ Petit poids de naissance	Underweight at birth/ Low birthweight
Interventions monétaires	Cash based interventions
Kwashiorkor	Kwashiorkor
Kwashiorkor marasmique	Marasmus-kwashiorkor
Lait maternisé	Infant formula
Malnutrition Aiguë/ Sous-nutrition Aiguë	Acute Malnutrition/ Acute Under-Nutrition
Malnutrition Aiguë Globale (MAG)	Global Acute Malnutrition (GAM)
Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)	Moderate Acute Malnutrition (MAM)
Malnutrition Aiguë Sévère (MAS)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Malnutrition Chronique/ Sous-Nutrition Chronique	Chronic Malnutrition/ Chronic Under-Nutrition
Médicaments essentiels	Essential medicines
Ménage	Household
Maladie infectieuse	Infectious disease
Macronutriments	Macronutrient
Marasme	Marasmus

ANNEXES ACRONYMES ACF

GLOSSAIRE NUT

FRANÇAIS	ANGLAIS
Micronutriments	Micronutrients
Morbidité (taux)	Morbidity (rate)
Mortalité (taux)	Mortality (rate)
Moyens d'existence	Livelihood
Articles non Alimentaires	Non Food Items (NFI)
Nourrisson	Infant
Nourriture contre travail	Food for work
Nouveau-né	New born
Nutriments	Nutrients
Nutrition	Nutrition
Obésité	Obesity
OEdème (bilatéral en godet ou nutritionnel)	Oedema (bilateral pitting or nutritional)
Paquet minimum de pratiques de soins infantiles	Basic package of Child Care Practices
Paquet minimum de santé	Essential Health Care Package/ Basic package of Health services
Paquet minimum VIH pour la Nutrition	HIV minimum package for Nutrition
Personnes vivant avec le VIH (PVVIH)	People Living With HIV/AIDS (PLWHA)
Plaidoyer	Advocacy
Pratiques de soins	Care Practices
Prévention de la Transmission Mère Enfant (PTME)	Prevention of Mother to Child Transmission (PMTCT)
Périmètre brachial	MUAC (Mid-Upper-Arm-Circumference)
Petit poids de naissance/ Insuffisance Pondérale à la Naissance	Low birthweight/ Underweight at birth
Piliers du Système de Santé	Health Strengthening Building Blocks
Prévalence (taux)	Prevalence (rate)
Prévention	Prevention
Prise en Charge à base Communautaire de la Malnutrition Aiguë (PCMA)	Community-Based Management of Acute Malnutrition (CMAM)
Prise en Charge Ambulatoire (*cf tableau ci-dessous)	Outpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA)/ Intégration de la PCMA	Integrated Management of Acute Malnutrition (IMAM)
Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë chez les Nourrissons	Management of Acute Malnutrition in Infants (MAMI)
Prise en charge hospitalière (*cf tableau ci-dessous)	Inpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME)	Integrated Management of Childhood Illness (IMCI)
Programme argent contre travail	Cash for work programme
Rapport/ Indice Poids-Age	Weight-for-Age Index (WFA)

ANNEXES ACRONYMES ACF

FRANÇAIS	ANGLAIS
Rapport/ Indice Poids-Taille (z-score et pourcentage de la médiane)	Weight-for-Height Index (z-score & median percentage)
Rapport/ Indice Taille-Age	Height-for-Age Index (HFA)
Retard de Croissance	Stunting/ Growth retardation
Retard de Croissance Intra Utérin	Intra Uterin Growth Restriction
Santé	Health
Santé Communautaire	Community Health
Santé Publique	Public Health
Sécurité Alimentaire	Food Security
Serum de Réhydratation Oral (SRO)	Oral Rehydration Solution (ORS)
Sevrage	Weaning
Soins de Santé Communautaire	Community Health Care
Soins de Santé de base	Health Package
Sous Alimentation/ Faim chronique	Undernourishment/ Chronic Hunger
Sous-nutrition	Undernutrition
Sous-nutrition maternelle	Maternal Under-Nutrition
Standards SPHERE (Projet SPHERE)	Sphere Standards (Sphere Project)
Substitut de Lait Maternel	BreastMilk Substitute (BMS)
Suralimentation	Overnutrition
Surpoids	Overweight
Surveillance épidémiologique	Epidemiological surveillance
Surveillance (Nutritionnelle)	Surveillance (Nutritional)
Système d'Alerte Précoce	Early Warning System
Système de Santé	Health System
Système de soins	Health Care System
Taux de létalité	Case fatality rate
Technique de Succion par Supplémentation (TSS)	Supplementary Suckling Technique (SST)
Test de l'appétit	Appetite test
Transferts monétaires	Cash grants
	Cash transfers
Coupons	Vouchers
VIH/ SIDA	HIV/ AIDS
Vulnérabilité	Vulnerability

Action contre la Faim, 14/16 Boulevard Douaumont - CS 80060, 75854 PARIS CEDEX 17
Tél.: 01 70 84 70 70 - Fax : 01 70 84 70 71
Association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994
Commission paritaire n°0714H86186-ISSN1607-0569

Crédits Photographies :

Couverture - ©© Lys Arango pour Action contre la Faim ; P5 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ;
P6 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ; P15 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ;
P18 - © Kathleen Prior pour Action contre la Faim ; P21 - © Sandra Calligaro pour Action contre la Faim ;
P23 - © Kathleen Prior pour Action contre la Faim ; P25 - © Kathleen Prior pour Action contre la Faim ;
P29 - © Eduardo Diaz pour Action contre la Faim ; P31 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ;
P32 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ; P35 - © Jean-Luc Luysen pour Action contre la Faim ;
P36 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ; P39 - © Adrienne Surprenant pour Action contre la Faim ;
P41 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ; P43 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ;
P44 - © Claudine Jacquemet pour Action contre la Faim ; P46 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ;
P49 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ; P52 - © Claudine Jacquemet pour Action contre la Faim ;
P53 - © Claudine Jacquemet pour Action contre la Faim ; P55 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ;
P57 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ; P58 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ;
P63 - © Sebastien Duijndam pour Action contre la Faim ; P66 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ;
P81 - © Toby Madden pour Action contre la Faim ; P85 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ;
P87 - © Toby Madden pour Action contre la Faim ; P93 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ;
P99 - © Action contre la Faim ; P101 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ;
P111 - © pour Action contre la Faim

Conception : Fabrice JOUSSELIN / Rédaction-révision : / © Action contre la Faim



SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE.